

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CHÈQUE

SON INTERNATIONALISATION

ET

SON RISQUE PROFESSIONNEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 25 juin 1921, à 4 h. 1/2

PAR

PÈTRE TRISCĂ

Président : M. CHARLES RIST, Professeur

Suffragants } MM. ALBERT WAHL, *Professeur*
GERMAIN MARTIN, *agrégé.*

PARIS

JOUVE ET C^{IE}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CHÈQUE

SON INTERNATIONALISATION

ET

SON RISQUE PROFESSIONNEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 25 juin 1921, à 4 h. 1/2

PAR

PÈTRE TRISCĂ



Président : M. CHARLES RIST, Professeur

Suffragants } *MM. ALBERT WAHL, Professeur*
GERMAIN MARTIN, agrégé.

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE L'INTERNATIONALISATION ET DU RISQUE PROFESSIONNEL EN MATIÈRE DE CHÈQUES

INTRODUCTION

Le chèque est un titre qui circule, non pas seulement à l'intérieur d'un pays, mais au delà. Il sert à régler des opérations intervenues entre des individus qui habitent des Etats différents. Des difficultés surgissent souvent dans des cas de ce genre parce que la question est loin d'être réglée d'une manière uniforme par les diverses législations, d'où parfois des procès. Aussi serait-il désirable que l'on pût, en matière de chèque, comme d'ailleurs en matière de lettres de change ou de billets à ordre, arriver à un règlement uniforme. En 1912, à la Haye, ce problème fut sérieusement étudié, mais n'aboutit pas entièrement : il conviendrait, semble-t-il, de le reprendre aujourd'hui. Sans doute, il subsiste bien des haines et des rivalités entre les peuples qui se sont récemment combattus ; mais c'est sur le terrain des affaires et du commerce que les relations ont le plus de chance de pouvoir se renouer. Aussi, la Société des Nations serait-elle bien inspirée, si elle donnait son

attention à cette question de l'unification des règles du droit en matière d'instruments de crédit et de paiements internationaux. Le chèque se répand de plus en plus dans le monde : il existe des pays comme l'Angleterre et les Etats-Unis où il a presque complètement supplanté les billets de banque. C'est à ce point que, dans ces contrées, les statistiques démontrent que 92 0/0 des paiements s'effectuent en chèques. En France, en Italie, en Allemagne, la proportion des chèques est loin d'être aussi importante : il est toutefois à noter qu'elle s'accroît de plus en plus. Et cela au grand avantage de tous. C'est qu'en effet le chèque a une supériorité sur le billet de banque, soit qu'on considère l'intérêt particulier, soit qu'on considère l'intérêt général. En effet, celui qui a un carnet de chèques et des fonds en banque, peut se passer de billets : il court, par suite, moins de risques de perte ou de vol. Un billet de banque est à celui qui le trouve ou le dérobe : l'opposition n'est même pas admise. Il est au contraire difficile de se servir d'un carnet de chèques qu'on trouve ou qu'on vole : il faudrait connaître et imiter la signature du titulaire. De plus, celui-ci ne manquera pas de prévenir la banque et de lui faire défense de payer.

Des abus seront encore possibles, mais ils seront plus rares. Ajoutons, et c'est ce point de vue surtout qui est intéressant, que celui qui se sert de chèques dépose en banque des disponibilités et les rend ainsi

productives. En effet, les établissements de crédit ne gardent pas dans leurs caisses les sommes qui leur sont confiées par leurs clients : ils n'en conservent qu'une infime partie, 10 o/o en général, lançant le surplus dans la production et la circulation. Ainsi les Bourses, le Commerce, l'Industrie, trouveront plus aisément à s'alimenter. Les dépôts des particuliers, si faibles qu'ils puissent être individuellement, finissent par constituer un ensemble considérable. Les banques de dépôt apparaissent, si l'on va au fond des choses, comme de vastes réservoirs des épargnes de la communauté, et c'est là que vont frapper tous ceux qui ont besoin d'argent pour des raisons quelconques. Ce sera le cas, par exemple, du spéculateur à la bourse qui, dans l'espérance d'une hausse, a acheté des titres en nombre plus considérable qu'il n'en peut lever : il demandera à une banque de le reporter, c'est-à-dire lui permettre de poursuivre sa spéculation. Et cela est utile socialement, car sans ce perpétuel secours des établissements de crédit, le marché des valeurs resterait étroit et les écarts de cours seraient trop facilement énormes soit dans le sens de la hausse, soit dans le sens de la baisse. Il n'y aurait plus qu'un marché au comptant : le terme disparaîtrait. Sans doute certains esprits ne le regretteraient pas, parce qu'ils sont plus enclins à voir les maux produits par la spéculation que les avantages. La question est délicate assuré-

ment : nous estimons pourtant que, débarrassée des manœuvres qui la vicie souvent, la spéculation est plus utile que nuisible : elle rend plus difficiles les brusques soubresauts des cours, en permettant d'élargir les transactions. Il est donc bon, à notre sens, que les banques puissent avancer des fonds aux spéculateurs. Or ces fonds, les banques ne les possèdent pas elles-mêmes : elles ne les ont que par le moyen des dépôts du public.

Vis-à-vis du commerce et de l'industrie, la pratique des dépôts en comptes-courants rend des services bien plus précieux encore. Le Commerce et l'Industrie vivent de crédit : c'est l'évidence même. Quand un Argentin vend des quantités de blé importantes, il ne peut pas avoir la prétention de se faire payer comptant : il faut qu'il accorde des délais à son acheteur pour que celui-ci puisse revendre. Le paiement se fera donc à terme, à trois mois généralement. En attendant que fera l'Argentin ? Il tirera une traite à cette date sur son acheteur et l'invitera à l'accepter. Muni de ce titre, il se rendra dans un établissement de crédit et en sollicitera l'escompte, c'est-à-dire qu'il monnayera sa lettre de change qui est à terme. Ainsi, il se procurera instantanément de l'argent, moyennant un certain courtage, et il pourra continuer sa production. Mais les Banques ne pourront consentir ces escomptes que si elles ont elles-mêmes des fonds nécessaires en caisse : c'est à savoir si le public a

pris l'habitude d'y déposer ses épargnes. Plus les Banques auront leur trésorerie à l'aise et plus elles seront faciles sur le taux de l'escompte.

Le commerce et l'industrie ont donc un intérêt capital à ce que les particuliers portent leurs disponibilités dans les établissements de crédit au lieu de les garder par devers eux. Ainsi l'intérêt privé et l'intérêt public sont d'accord : en portant leurs fonds dans les banques les particuliers recevront une rémunération qu'ils ne toucheraient pas s'ils les conservaient dans leurs tiroirs, et d'autre part toutes ces sommes réunies dans les immenses réservoirs que sont les établissements de crédit en sortiront pour féconder toutes les branches de l'industrie du pays. Ces comptes-courants seront la source de la prospérité nationale.

Pendant les périodes de crise, comme celle dans laquelle nous vivons depuis 1914, les pays à circulation de chèques ont une supériorité marquée sur les pays à circulation de billets. En Angleterre, par exemple, l'augmentation du nombre des billets de banque d'Angleterre a été relativement minime. Le résultat en a été que le change ne s'est pas trop déprécié, c'est-à-dire que dans les règlements internationaux, le billet anglais n'a que peu perdu par rapport à l'or. En France, au contraire, le nombre des billets est passé, *grosso-modo*, de 6 milliards en 1914 à 38 milliards en 1920 : ce qui s'en est suivi

c'est la débâcle du change. Et cependant la guerre a peut-être plus coûté à l'Angleterre qu'à la France, car elle y était moins préparée et, par suite, a dû improviser toute une armée à un moment où les prix des choses étaient montés dans d'effrayantes proportions. Mais tandis que la France finançait la guerre surtout avec des billets de banque, l'Angleterre usait de procédés autres, notamment des inscriptions de compte : si bien que l'inflation fiduciaire s'est beaucoup plus fait sentir dans l'un des pays que dans l'autre. C'est qu'en effet la thésaurisation des billets de banque est possible, tandis que celle des chèques ne l'est pas. Un billet a une vie assez longue, tandis qu'un chèque a une existence très brève, puisqu'il doit être payé dans un court délai. Des billets de banque peuvent indéfiniment séjourner dans des tiroirs tout en gardant leur utilité, tandis que des chèques ne le peuvent pas.

A de nombreux égards donc, soit en période normale, soit en période anormale, le chèque a une supériorité sur le billet de banque. Il faut donc s'efforcer d'en développer l'emploi. Mais cela suppose que certaines conditions seront au préalable, réalisées. Tout d'abord, on ne peut passer d'une circulation de billets à une circulation de chèques, que si les comptes en banque se multiplient. Cela ne se fera que peu à peu, à mesure que l'éducation économique du pays se complètera. Les banques à

ce point de vue ont un rôle à jouer ; il faut que par la prudence de leur gestion elles donnent la certitude à leur clientèle d'un remboursement intégral des dépôts à la première réquisition. Le moratorium des dépôts, qui a été décrété à l'ouverture des hostilités, a beaucoup nui aux établissements de crédit, en montrant officiellement qu'ils n'avaient pas suffisamment assuré la liquidité de leurs dépôts. Il faudra par une prudence redoublée faire oublier ce fâcheux incident. Le public n'apportera ses fonds dans ces établissements de crédit que s'il sait qu'il pourra les reprendre dès qu'il en aura besoin.

D'autre part, les banques sautent trop souvent et cela jette de la méfiance dans la clientèle. Peut-être conviendrait-il de réglementer la profession de banquier et d'imposer par exemple un rapport entre l'encaisse et les dépôts, comme cela se fait aux Etats-Unis. Sans doute les grandes banques comme le Crédit-Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte, etc., etc... présentent toute garantie : mais elles n'ont pas de succursales dans toutes les villes, et d'autre part le public n'y va pas toujours, car il n'y rencontre trop souvent que des employés venus du dehors qui ne connaissent que peu les habitudes et les besoins locaux. Il importerait que ces succursales des grands établissements de crédit reçoivent une organisation mieux adaptée aux circonstances spéciales de la ville où elles fonctionnent.

Enfin le public ne confiera volontiers ses fonds aux banques que s'il y trouve de sérieux avantages pécuniaires. Or les grands établissements de crédit n'allouent aux dépôts à vue que des intérêts infimes (1 o/o en général). Dans de telles conditions l'on n'est pas incité à porter son argent aux banques : on le garde chez soi. Le succès des Bons de la Défense Nationale s'explique d'une part par la sécurité du remboursement, et d'autre part, par le taux assez élevé de l'intérêt. Les banques seront vraisemblablement amenées à donner aux dépôts une rémunération meilleure par suite de la concurrence des maisons étrangères, lesquelles n'hésitent pas à appeler l'argent par l'appât d'un intérêt plus considérable.

Lorsque les comptes courants seront devenus d'un usage courant, le terrain sera prêt pour l'épanouissement du chèque, mais à certaines conditions encore. Il faudra que cet instrument de paiement acquière la sécurité du billet de banque. En France, avant la guerre nul ne faisait de différence entre le billet de banque et l'or : le billet avait une circulation aussi aisée que les espèces, c'est qu'il était convertible en monnaies métalliques à première demande. Il n'en est plus de même aujourd'hui où l'on vit sous le régime du cours forcé : aussi a-t-on dû prendre des mesures pénales pour empêcher qu'il ne s'établisse deux prix des choses : l'un en or, l'autre en billets. Actuellement il y a une échelle des préférences des

Français quant aux instruments de paiements : d'abord l'or, puis l'argent, puis les billets de banque de France et enfin les chèques. D'un inconnu on ne reçoit jamais un chèque sans une certaine défiance ; on craint qu'il ne soit pas provisionné. Et cela non sans motif, puisqu'il ne se passe guère de semaines où les journaux, dans leurs faits-divers, ne relatent des histoires de chèques sans provision. Sans doute des lois récentes que nous étudierons au cours de ce travail ont réprimé pénalement l'émission de chèques sans provision ; mais il y a, malheureusement, des gens que la perspective des pénalités ne suffit pas à arrêter.

En résumé, le développement du chèque dépend de deux ordres de conditions : 1° une extension des comptes courants ; 2° une sécurité absolue des chèques. Tant que ces desideratas ne seront pas réalisés le champ de circulation de cet instrument monétaire sera forcément assez restreint.

Comment rendre le chèque aussi sûr que le billet de banque ? tel sera le problème que nous examinerons dans les pages qui vont suivre.

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION DE L'INTERNATIONALISATION A LA HAYE. — LES FORMES EXTÉRIEURES DU CHÈQUE.

A la Haye, en 1912, la première question qui se posa fut de savoir s'il conviendrait de donner une définition du chèque. Notons d'abord que les législations positives sont assez partagées à cet égard. C'est ainsi que l'Angleterre, qui est la terre d'élection du chèque, le définit de la façon suivante : « Le chèque est une lettre de change tirée sur un banquier et payable à vue » (1). Mais cette définition n'échappe pas à toute critique : dire que le chèque est une lettre de change peut être exact en droit anglais ; mais cela ne l'est certainement pas en droit français ; les deux instruments obéissent à des règles différentes, parce que leur but n'est pas le même. Avant tout, la lettre de change est un moyen de crédit ; le chèque, au contraire, est un moyen de paiement : d'où des dissemblances, notamment quant à la disponibilité de la provision. Pourtant à La Haye, la Belgique

1. Bills of exchange act, art. 73.

proposa de se rallier au système anglais et de décider que « le chèque est une lettre de change tirée sur un banquier et payable à vue sur fonds disponibles » (1). Mais on ne parvint pas à se mettre d'accord sur cette formule ; il y avait une certaine contradiction à dire que le chèque était une lettre de change, mais payable à vue, car le propre de la lettre de change, c'est en définitive, d'être payable à terme.

Quant à la France elle donne également une définition du chèque, mais toute différente. D'après elle c'est un « écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles » (2). Cette définition ne se défend pas mieux que celle de l'Angleterre. En effet, elle n'envisage le chèque que d'une manière partielle, c'est à savoir dans les relations du tireur et du tiré : elle laisse dans l'ombre la question tout aussi essentielle des rapports du preneur et du tireur. Par suite elle est donc très incomplète et l'on s'étonne de l'enthousiasme qu'elle rencontra à la Haye près de la délégation turque.

Certes, il serait désirable de donner une définition du chèque ; mais pour y parvenir, il faudrait d'abord

1. Les actes de la Haye, 1912.

2. Loi de 1865, art. 1^{er}.

que l'on fût d'accord sur la nature juridique de ce mode de paiement.

Or cela n'est pas : les législations actuelles austro-allemandes y voient une sorte de monnaie ; l'Angleterre et la Belgique une lettre de change d'une espèce particulière ; la France un mandat. Il y a une part de vérité dans toutes ces conceptions ; mais le moyen de les amalgamer pour en faire quelque chose de cohérent et de susceptible d'une définition ?

C'est tellement vrai qu'à La Haye, après de multiples tentatives on renonça à définir le chèque. « Le Comité est d'avis, à la majorité, qu'il faut s'abstenir de donner une définition du chèque. Il estime opportun de suivre à ce sujet le précédent du projet de règlement uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre. Il n'a pu échapper au Comité que chaque définition donne lieu à des interprétations différentes. En outre, la définition, reposerait sur des notions juridiques d'ordre général qui varient considérablement dans les différents Etats. Il y a des différences qui ont paru insurmontables » (1). Bref quand on mit aux voix, les pays suivants se prononcèrent contre toute définition : Allemagne, Etats-Unis, Autriche-Hongrie, Brésil, Danemark, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie. Par contre la France, la Russie et le Siam

1. Rapport présenté à la Conférence, au nom du Comité Central, par MM. Carlin et Mayer.

se prononcèrent pour. Quant à la Belgique et à l'Angleterre, elles s'abstinrent. Il y eut une forte majorité, comme on le voit, pour la négative.

Si désirable, en effet, que soit la définition du chèque, elle n'est pas indispensable ; tout le monde sait, *grosso modo*, ce que c'est. Le Code de Commerce de Roumanie (1) n'essaye pas de donner une définition ; plus sagement il se borna à en donner une idée : « quiconque possède des sommes d'argent disponibles dans une banque ou chez n'importe quelle personne pourra disposer de ces sommes en total ou en partie, à son bénéfice personnel ou au bénéfice d'un tiers par un chèque ».

Donc, à La Haye, les Puissances représentées s'abstinrent de définir le chèque ; mais elles s'efforcèrent d'en indiquer les conditions essentielles d'une façon précise. De très nombreuses délégations voulaient qu'on inscrivit, d'abord, sur l'effet, le mot « chèque » Et le vote sanctionna cette disposition qui fut adoptée par « 16 voix contre 4 ». Le titre doit contenir la dénomination de chèque. Cette dénomination est à insérer dans le texte même du titre ; il ne suffit pas qu'elle y soit opposée comme en tête, par exemple. A défaut de la dénomination requise, le titre ne vaudra pas comme chèque. Cette disposition s'applique à tous les Etats contractants

1. Article 364, conf. p. 118.

sans exception. Le titre devra contenir le mot chèque, mais ce mot pourra être écrit selon l'orthographe de la langue dans laquelle le titre est rédigé. Le tireur pourra faire suivre, entre parenthèses, le mot chèque du terme employé jusqu'ici pour désigner ce genre de titre dans le pays de création. Il n'est pas à craindre que l'introduction de la dénomination obligatoire de chèque donne lieu à de sérieuses difficultés dans la pratique. En effet, le tireur se servira ordinairement de formules en blanc fournies par les banques et qui contiennent les mentions nécessaires » (1).

La France s'opposa à l'insertion obligatoire du mot chèque. M. Lyon-Caen soutient qu'il eût mieux valu donner une définition ; M. Ernest Picard craignait que ce formalisme nouveau ne dérouté le commerce ; toutes objections peu sérieuses et qui ne réussirent pas à convaincre les autres délégations.

Divers votes eurent lieu et la majorité, de tous, se prononça pour l'insertion de l'expression chèque, avec raison, croyons-nous. En effet, les formules de chèques sont imprimées d'avance et par suite il n'est pas difficile d'y glisser le mot « chèque ». Ce n'est pas comme si le libellé des chèques était rédigé par les particuliers ; on pourrait alors craindre de leur imposer un formalisme ; mais ici le public a un rôle presque passif ; c'est l'affaire des Banquiers d'émettre

1. Rapport précité. *Actes de la Haye*, 1912.

des vignettes conformes aux dispositions légales. Il est à noter que beaucoup de Banques françaises se servent déjà de formules où est inscrite la mention « chèque ». Cet usage se généraliserait aisément et c'est pourquoi l'on ne comprend pas les observations de MM. Lyon-Caen et Picard.

D'autre part, il doit être observé que l'insertion du mot « chèque » ne serait actuellement pas suffisante pour donner à un effet la qualité de chèque, si, par ailleurs, il ne répondait pas aux conditions de fond de cet instrument. Sinon, dans les pays comme la France où le chèque bénéficie de privilèges fiscaux, l'on qualifierait de chèques les autres effets de commerce et le Trésor se trouverait privé de ressources importantes. Le mot « chèque » n'est qu'un indice ; il faut en outre que l'instrument présente d'autres caractéristiques. Tout d'abord il doit indiquer le lieu d'émission. Cela résulte, pour la France, de la loi du 19 février 1874, article 5. « Le chèque indique le lieu d'où il est émis. » Cette mention a de l'importance à divers égards : 1° Le timbre n'est pas le même selon que le chèque est sur la même place ou de place à place ; dans le premier cas, il est de 0 fr. 10 ; dans le second de 0 fr. 20 ; 2° le délai de présentation n'est pas non plus identique ; il est plus long lorsque le chèque est de place à place. Une amende de 60 o/o est infligée au tireur dans le cas d'une fausse désignation de lieu, et le fisc assimile le

défaut d'indication du lieu de paiement à l'énonciation inexacte. Le tiré, par contre, n'est soumis à aucune pénalité lorsqu'il paie un chèque dont le lieu d'émission n'est pas mentionné. Il est vrai qu'en Angleterre un chèque n'est pas nul par cela qu'il n'y est pas fait mention du lieu d'émission. Mais cette solution n'est pas à recommander car du lieu d'émission dépendent de nombreuses questions très importantes : timbre, délai de présentation pour le paiement... A La Haye, l'immense majorité des délégations se prononça pour l'indication obligatoire du lieu d'émission. Il en fut de même pour la date. La France est très stricte à cet égard : « La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque » (1). Si des deux prescriptions la première n'est pas sanctionnée, la seconde constitue une contravention qui, dans certaines hypothèses, fait encourir au tiré, en cas de paiement, une amende de 6 o/o du montant du chèque.

La date en lettres ne s'entend d'ailleurs que dans le cas du chèque de place à place. L'absence de date ou la fausse date sont passibles de l'amende de 6 o/o, sans qu'il y ait lieu de distinguer le chèque direct et le chèque indirect.

Par contre, l'Angleterre n'exige pas l'indication de la date d'émission sous peine de nullité du chèque.

1. Loi du 19 février 1874 (art. 5).

Mais cette solution nous paraît devoir être écartée ; c'est qu'en effet la date a une grande importance à plusieurs points de vue. Tout d'abord, elle permet de vérifier si le tireur était capable au moment de la création du chèque et elle fait foi jusqu'à preuve contraire. Ensuite, elle permet de se rendre compte de la préalabilité et de la disponibilité de la provision : chose à laquelle la loi française attache une extrême importance. Par antidade, on essaiera de donner une apparence régulière au chèque créé après la perte de la capacité. La post-date servira à couvrir l'absence de provision lors de l'émission du chèque. A la Haye, la question de la post-date préoccupa beaucoup la conférence. Voici ce qu'on peut lire à ce sujet dans le Rapport Carlier-Mayer : « Le règlement uniforme doit-il contenir des dispositions sur le chèque post-daté ? Il arrive assez souvent que des chèques de ce genre sont mis en circulation, principalement en vue de prolonger les délais de présentation contrairement aux dispositions légales. En post datant un chèque on lui enlève son caractère d'instrument de paiement rapide et le rapproche de la lettre de change et du billet à ordre et ce, dans bien des Etats, au détriment du fisc qui soumet la lettre de change ou le billet à ordre à un droit de timbre proportionnel, alors qu'il n'y a pas de droit de timbre sur le chèque ou un droit de timbre fixe (1). »

1. Rapport Carlier et Mayer, *Actes de La Haye*, 1912.

Cependant, on n'ose pas déclarer le chèque post-daté nul comme chèque, parce que « son preneur de bonne foi serait sans sa faute gravement lésé dans ses intérêts et la sécurité des rapports commerciaux en souffrirait grandement. » Le comité proposa de tenir comme sanctions à des amendes que chaque Etat déterminerait librement, puisqu'il s'agit de pénalités.

Quant à la date proprement dite, le Comité se montra moins exigeant que ne l'est le droit français. « Certaines législations prescrivent que la date du chèque doit être écrite en toutes lettres. Le Comité n'a pas cru devoir adopter cette disposition. Il a estimé que le commerce avait un intérêt légitime à ne pas être entravé par des formalités inutiles. »

Une autre mention essentielle, c'est l'indication du tiré : le chèque ne saurait se comprendre sans elle ; il constituerait un non-sens, on n'aurait en main qu'un chiffon de papier. « Il va de soi, comme le dit le Comité de La Haye, que l'indication de la personne qui doit effectuer le paiement constitue une condition essentielle du chèque. » Mais des problèmes accessoires existent qui furent discutés à la Haye. En traitant cette question, le Comité a examiné s'il était admissible d'émettre un chèque sur plusieurs tirés, ainsi qu'il est d'usage dans l'effet qu'on appelle *travellers-checks* et qui permet de prélever des sommes d'argent chez différents banquiers et dans différents

endroits. Le Comité a décidé de ne pas admettre la pluralité des tirés : ces travellers-checks ne sont pas des chèques au sens propre du mot, parce qu'ils ne contiennent pas un mandat, mais une promesse de l'émetteur (1). Il ne nous semble pas que cette raison soit décisive : le chèque n'est pas nécessairement lié à la forme du mandat.

Avant la loi de 1865, la France connaissait le chèque-récépissé et elle s'en trouvait, paraît-il, assez bien. Aujourd'hui encore, d'après MM. Lyon-Caen et Renault (2) « il n'est pas interdit à une personne ayant déposé des fonds chez un banquier, ou ayant un débiteur quelconque, de remettre à son créancier un reçu que celui-ci présente au banquier dépositaire ou au débiteur, comme cela se pratiquait avant la loi du 14 juin 1865. Les savants auteurs reconnaissent toutefois qu'à des reçus de cette sorte on ne peut appliquer les règles spéciales aux chèques, quant aux travellers-checks, leur nature juridique est assez délicate à déterminer : ce sont des engagements de banque remis à un client en échange de fonds et qu'il peut successivement monnayer au cours de ses déplacements. Ils apparaissent, au fond comme des sortes de billets à ordre plutôt que comme des chèques, néanmoins on pourrait aussi les assimiler à des chèques : il s'agit d'une banque qui, en

1. Rapport Carlin et Mayer.

2. *Manuel de droit commercial*, p. 572, n° 748.

somme, tire sur elle-même pour le compte des clients.

Une autre question se posa à La Haye : le chèque tiré sur le tireur pourrait-il être au porteur ? L'un des délégués, M. Carlin soutint que la réponse devrait être négative « attendu que ce chèque aurait trop d'analogie avec les billets de banque ». Ce motif ne nous paraît pas péremptoire. Il ne faut pas oublier que les chèques et les billets de banque ont des origines communes, et les ressemblances qu'ils ont sont donc fort naturelles. Le chèque et le billet sont tous deux payables à vue ; ils se transmettent tous deux de la main à la main — ou du moins le chèque est au porteur — ils représentent l'un et l'autre des fonds disponibles. Cette erreur habituelle a été bien aperçue par Stanley Jevons qui a pu dire : « Quand on a une confiance entière dans le crédit du tireur et celui de la banque sur laquelle le chèque est tiré, on ne voit guère en quoi le chèque peut le céder au billet de banque comme monnaie représentative, si ce n'est parce qu'il n'est pas tiré d'ordinaire pour une somme ronde. Dans certains pays on a employé des chèques de cette façon, et aujourd'hui encore, à Queensland (1) en l'absence d'espèces et de billets, les colons paient leurs ouvriers en petits chèques sur les banques, chèques

1. Un des Etats d'Australie. Capitale : Brisbane.

qui sont reçus dans les magasins et deviennent ainsi le médium circulant de la Colonie (1). Il n'y a, d'après nous, pas de motif sérieux d'écarter ce genre de chèque par cela seul qu'il est très analogue à un billet de banque. Il restera toujours des dissemblances suffisantes, spécialement quant à la durée de la vie de ces deux instruments de paiement.

Le nom du tiré est donc de toute nécessité — quant à celui du bénéficiaire, il n'est pas exigé : le chèque peut être au porteur. Il y a d'abord des chèques à « personne dénommée » et à ordre. La loi ne précise pas le mode de désignation de la dite personne : l'on pourra se contenter du nom patronymique et par conséquent négliger les prénoms, profession et adresse. Il y a pourtant quelques inconvénients à cela, car il y a des noms qui sont communs à beaucoup de personnes, ce qui peut permettre des fraudes.

L'ordre-joint n'est pas illicite : il est fréquemment employé par les banques qui tirent des chèques de somme élevée, au nom de leurs garçons. Le tiré doit alors, avant de payer, exiger les signatures cumulativement.

L'ordre alternatif est également admis et le tiré peut valablement payer sur la seule signature de l'un des bénéficiaires, mais il devra se montrer pru-

1. Stanley Jevous, *La monnaie et le mécanisme de l'échange*, 2^e édition. Paris, 1877, p. 197.

dent, car des abus seraient ici faciles : il n'y aurait qu'à introduire entre le nom des deux personnes la conjonction *ou*, pour faire d'un ordre-joint un ordre alternatif.

Il ne faut pas confondre le chèque à ordre et le chèque au porteur. En France, le chèque — même au porteur — doit être acquitté par le présentateur : dans les pays anglo-saxons, il est payé sur simple remise matérielle.

Que décider dans le cas où le bénéficiaire n'est aucunement désigné ? Faut-il considérer le chèque comme au porteur ou comme irrégulier ? La loi autrichienne du 3 avril 1906 se prononce dans le premier sens, l'Angleterre dans le second. En France la question n'est pas prévue : mais les auteurs enseignent, en général, que le chèque doit être tenu pour irrégulier. Ils ont donc tendance à le considérer comme un projet inachevé : par conséquent le tiré devrait refuser de le payer.

De toute évidence, il faut, en outre, que le chèque soit signé par celui qui l'émet. La forme de la signature apposée sur le recto du chèque a un grand intérêt : cette signature est donnée par avance, hors la présence du tiré, et celui-ci doit payer à première réquisition. Il doit donc, toujours et avant tout, se reporter au spécimen de signature qui a été déposé lors de l'ouverture d'un compte.

CHAPITRE II

DE LA REMISE DES CARNETS DE CHÈQUES

Il faut observer que la remise d'un carnet de chèque, n'est pas le premier acte des relations d'un banquier et d'un client ; elle est précédée de l'ouverture d'un compte. En Angleterre, l'ouverture d'un compte suppose certaines conditions de moralité et de milieu, attestées par des parrains. On est d'ailleurs de moins en moins difficile, car là comme partout, il y a une vive concurrence entre les Etablissements de crédit. C'est un peu la course à la clientèle et dès lors il ne convient pas de la rebuter par des exigences trop strictes. La plupart du temps, surtout à Londres, la présentation par des parrains est encore requise ; mais ce n'est plus qu'une formalité sans grande portée pratique, sauf toutefois dans la haute Banque qui estime que les petits comptes coûtent plus qu'ils ne rapportent et par suite ne les recherche pas.

En France, les divers Etablissements de crédit ont une politique assez variable. A la Banque de France,

les conditions d'ouverture d'un compte de dépôt sont les suivantes : il faut que les personnes soient honorables, qu'elles justifient de leur identité et qu'elles déposent un spécimen de leur signature. Une seule de ces exigences demande des explications : l'honorabilité. Que convient-il d'entendre par là ? Il est assez difficile de le dire. Sans doute la responsabilité de la banque serait engagée si elle remettait un carnet de chèques à un repris de justice ou à un failli, parce qu'il y a là des faits publics sur lesquels la banque peut assez aisément avoir des informations. Mais entre l'individu qui a subi des condamnations et des déchéances et celui qui incontestablement est honorable, il y a des degrés. Sans doute au point de vue moral, l'honorabilité est un bloc : on est honorable ou on ne l'est pas. Mais dans la pratique, il y a des degrés, et l'on ne saurait dire quelle est la dose précise d'honorabilité qu'il faut pour obtenir l'ouverture d'un compte à la Banque de France. Et puis l'honorabilité est une chose qui n'est point indélébile : tel est honorable aujourd'hui qui peut-être ne le sera plus demain. Il n'est naturellement pas dans les possibilités de la banque de prévoir l'avenir ; elle ne peut être incriminée que si, à l'instant de l'ouverture du compte, le client est notoirement disqualifié.

A tort ou à raison — mais par suite des règlements mêmes de la Banque de France — la déli-

vance d'un carnet de chèques par cet établissement apparaît aux yeux du public comme un gage d'honorabilité. On est porté à traiter avec quelqu'un qui a un compte dans cette maison et à lui faire confiance. C'est une ambiance de fait qui est de nature à aggraver la responsabilité de la banque pour le cas où elle aurait délivré un carnet de chèques à un escroc. Le chèque — il ne faut pas l'oublier — est un instrument de paiement qui facilite l'escroquerie quand il est aux mains de personnages malhonnêtes. Voici le schéma de la scène qui se passe généralement dans ce cas. Le titulaire du carnet de chèques fait quelques modestes commandes et les règle avec des chèques sur la Banque de France qui sont régulièrement payés. Le fournisseur est ainsi mis en confiance ; il livre des marchandises d'un prix plus considérable, reçoit des chèques en couverture... et cette fois ces chèques ne sont pas provisionnés. Sans doute la prison guette l'émetteur de tels chèques, mais il est des gens que cela n'effraye guère. En tout cas, le fournisseur n'est guère avancé par ce fait que son client est en prison : ce qui l'intéresse, c'est d'être payé.

Dans les autres établissements de crédit, Société générale, Crédit Lyonnais, Comptoir d'Escompte..., l'on n'exige que celui qui sollicite l'ouverture d'un compte de deux conditions : la justification de son identité et le dépôt d'un spécimen de sa signature naturellement, et par définition même, il doit verser

quelques fonds. Mais on est fort peu exigeant à cet égard : on se contente de 50 francs et même parfois 5 francs. Nous croyons qu'il y aurait intérêt à relever ces minima. Il ne faut certes pas écarter des Banques les bourses modestes, car, comme l'indique un adage assez exact, ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières. Donc les comptes de dépôt ne devraient être refusés à personne, si infimes qu'ils fussent : mais on pourrait décider qu'ils n'emporteront remise obligatoire d'un carnet de chèques que s'ils présentent une certaine importance. On doit d'ailleurs, reconnaître que le remède ne serait pas suffisant ; que ferait, en effet, le candidat à l'escroquerie par le moyen du chèque ? Il constituerait le dépôt voulu, puis, ayant le carnet, il ramènerait son compte à un niveau aussi bas qu'il le voudrait, et tirerait alors des chèques non provisionnés.

On a cherché dans deux voies des moyens de défense contre le risque de non-provision. Tout d'abord l'on a frappé de pénalités l'émission d'un chèque sans provision. Dans cette répression, deux moments doivent être distingués en ce qui touche la France : avant la loi du 2 août 1917 et depuis. Mais au préalable, il convient de noter que les sanctions sont de deux sortes : fiscales et pénales proprement dites. Les sanctions fiscales résultent de l'article 6 de la loi de 1874 et de la loi du 2 août 1917 : « Celui

qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende (6 o/o). Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. » Mais il semble que cette amende est rarement perçue. De telle sorte que cette sanction n'a que peu d'efficacité. Voici, en effet, ce que l'on peut lire dans l'exposé des motifs d'un projet de loi (1) tendant à interdire l'émission du chèque sur toutes personnes autres que les banquiers, etc... « Ce n'est que très exceptionnellement que l'administration se trouve à même de constater cet abus. Quand un commerçant tire un chèque sur un autre commerçant, le chèque ne passe que dans des cas très rares sous les yeux des agents du trésor, et, s'il y passe, il est à peu près impossible à ces derniers de savoir si le prix des fournitures représentant la provision était bien exigible au moment de l'émission du chèque. » L'amende de 6 o/o édictée en pareille hypothèse par l'article 6 de la loi du 29 février 1874 et par l'article 2 de la loi du 2 août 1917 constitue par suite une sanction insuffisante. Les conditions d'application en étant particulièrement difficiles. Donc, du côté du fisc, le risque n'est pas assez grand pour détourner de l'émission de chèques non provisionnés ; c'est l'administration elle-même qui le déclare. Restent les

1. Séance du 16 juillet 1918.

sanctions pénales proprement dites. Voici la disposition qui réglait cette matière avant la loi de 1917 : « Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende (6 o/o) *sans préjudice des peines correctionnelles s'il y a lieu.* »

Cette formule assez vague nécessite des explications. On pourrait croire *a priori* que les pénalités seraient encourues pour la simple émission d'un chèque sans provision. Au moment de la discussion de la loi de 1865, M. Pouyer-Quertier soutenait ce point de vue et s'exprimait ainsi : « Le chèque ne représente qu'une seule chose : de l'argent. J'ai un chèque : je me rends chez le tiré et si les fonds ne sont pas disponibles, j'ai le droit de dire : vous m'avez donné de la fausse monnaie quand vous m'avez donné votre chèque. » *Grosso modo*, l'orateur avait raison : il est certain que pratiquement, celui qui lance un chèque non provisionné dans la circulation se conduit comme un faux monnayeur, mais juridiquement les situations ne sont pas identiques. Loin de là. Il suffit pour le comprendre d'observer que le chèque n'a pas cours légal, alors qu'il en est différemment des monnaies. Le chèque n'est admis en paiement qu'*inter-volentes* ; les monnaies, au contraire, ne sauraient être refusées. C'est pourquoi le législateur sera légitimement amené à réprimer d'une façon plus sévère le faux-

monnayage que l'émission d'un chèque sans provision. Il doit y avoir une différence de degré : mais il reste que le tireur d'un chèque en l'air devrait être puni — et il l'est aujourd'hui — s'il est de mauvaise foi.

Dans le projet gouvernemental qui, avec des modifications est devenu la loi du 23 mai 1865 — laquelle est la charte du chèque ouvert — se trouvait un article 7 ainsi conçu : « L'émission d'un chèque sans provision préalable et le retrait de la provision sont punis, en cas de mauvaise foi, des peines prononcées par l'article 405 du Code pénal, sauf application s'il y a lieu de l'article 463 du même Code. » L'article 405 dont il est ici fait mention vise le délit d'escroquerie. Il est rédigé de la façon que voici : « Quiconque, soit en faisant usage de faux nom ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges et aura par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans

au plus, et d'une amende de 50 francs au moins et de 3.000 francs au plus. Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus des droits mentionnés en l'article 420 du présent Code : le tout sauf les peines plus graves, s'il y a eu crime de faux. « Quant à l'article 463, il est relatif aux circonstances atténuantes. La commission du Code législatif rejeta l'article 5. » La commission a cru que le maintien de l'article 7 du projet exposerait le tireur à de trop grands dangers. Le retrait de la provision après la délivrance du chèque, peut provenir d'un simple oubli : la bonne foi n'étant pas douteuse, la procédure n'aurait pas de suite : mais le seul fait pour un négociant d'avoir été atteint par un mandat de comparution porterait atteinte à son crédit et à son honorabilité. Pour éviter ces tracasseries, beaucoup de commerçants renonceraient à l'usage du chèque.

La suppression de l'article 7 a amené diverses conséquences qu'il faut signaler ici. « Dans le projet du gouvernement, l'émission sans provision ou le retrait de la provision étaient considérés comme des délits justiciables de la juridiction correctionnelle. On les avait mis sur la même ligne, parce qu'on trouvait dans les faits la même immoralité, que rien n'empêchait de les punir l'un comme l'autre et de les comprendre dans la même disposition. Mais quand il

s'agit d'une amende de timbre, la position n'est pas tout à fait la même. On peut bien appliquer une amende de timbre à un chèque émis alors qu'il n'y avait pas provision, parce qu'au moment où le chèque était émis, il devait l'être sur un papier timbré. Il y a donc contravention. Mais nous supposerons le cas où la provision, après avoir été faite, a été retirée postérieurement au moment où le chèque a été émis. Dans cette hypothèse, la provision existait lorsque le chèque a été émis et par conséquent existait le droit d'inscrire le chèque sur un papier non timbré » (1).

Ce passage ne se comprend que si l'on veut bien se souvenir qu'en 1865 le chèque était totalement exempt de droit de timbre. Ce qu'il en faut retenir, c'est que si la provision existait au moment de l'émission du chèque, il n'y a pas d'amende fiscale, alors même qu'elle aurait été retirée depuis.

Une deuxième conséquence de la suppression de l'article 7, c'est qu'il ne suffit pas qu'un chèque ait été émis sans provision pour que le tireur soit passible d'une peine : il faut, en outre, qu'il ait usé de manœuvres frauduleuses. La commission était en quelque sorte hypnotisée par la crainte de voir inquiéter des commerçants de bonne foi qui n'auraient pas exactement connu l'état de leurs comptes

1. Discours de M. de Lavenay au Congrès législatif.

en banque. Plutôt que de les exposer à des tracasseries elle préférerait que l'émetteur d'un chèque en l'air restât parfois indemne. Les paroles suivantes de l'un des membres de la commission — M. Marchal — sont symptomatiques à cet égard : « Supposez que le Code pénal ne soit pas applicable à ce fait simple et déloyal de délivrer un chèque sans provision préalable ; supposez ce fait-là. La Commission a pensé encore qu'il ne fallait pas dans ce cas une peine particulière, qu'il ne fallait pas créer une pénalité spéciale. Le plus souvent, l'homme de mauvaise foi qui aura émis un chèque sans provision préalable ou qui aura retiré la provision après l'émission, le plus souvent cet homme de mauvaise foi aura commis toutes les manœuvres frauduleuses qui sont prévues par le Code pénal et le droit commun l'atteindra. Que s'il arrive quelquefois qu'il puisse échapper au Code pénal, il vaut encore mieux que cela soit que de voir le commerce inquiet, le commerce embarrassé, le commerce tourmenté dans l'image du chèque, n'osant pas s'en servir dans la crainte qu'une erreur, une simple erreur, puisse soumettre le négociant qui s'est trompé à la nécessité de venir devant un magistrat, devant un juge d'instruction, devant un procureur impérial, devant un commissaire de police, démontrer qu'il a été de bonne foi. »

En résumé, le corps législatif estima que les incon-

vénients d'une émission de chèque non provisionné étaient moindres que ceux qui résulteraient de l'adoption de l'article 7. Désirant ardemment que l'usage du chèque se répande comme en Angleterre, il voulut, avant tout, mettre à l'abri de toute tracasserie, ceux qui s'en serviraient, sans manœuvres frauduleuses. Mais en réalité, la non-pénalisation de l'émission d'un chèque en l'air a été bien plus nuisible au développement du chèque que ne l'eût été la pénalisation. Ce qui a entravé la diffusion de cet instrument, c'est, du moins jusqu'à ces derniers temps, son défaut de sécurité.

En 1865, on écartait l'article 7 par faveur pour le monde des affaires. Or, il y a dix ans environ, le monde des affaires regardait l'article 7 comme l'idéal dans la matière : « Il semblerait que, au point de vue français, le mieux serait à ce sujet de reproduire l'article que contenait le projet du gouvernement, lorsqu'il a présenté la loi créatrice du chèque en 1865. A cette époque, on avait écarté cette disposition dans la crainte de détourner le public de l'usage du chèque : cette crainte ne saurait plus subsister aujourd'hui et il est indispensable que le porteur soit, dans toute la mesure du possible, à l'abri d'une fraude trop facile à commettre (1).

1. Réponse de l'Union syndicale des Banquiers de Paris et de province au questionnaire du gouvernement royal néerlandais relatif à l'unification du droit en matière de chèque.

Dans ce dessein, les Chambres françaises ont voté la loi du 2 août 1917 qui constitue un progrès sérieux sur l'état de choses antérieur. On s'en rend très bien compte à la lecture d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 27 juin 1918.

LE TRIBUNAL :

Attendu que le 29 septembre 1917, le sieur A... achetait du sieur S..., après échantillonnage, un lot de lentilles déposées en entrepôt à la Halle aux cuirs, moyennant le prix de 22.015 francs.

Attendu que deux bons d'enlèvement de la marchandise furent immédiatement remis à A... qui régla par un chèque sur une succursale de la Société Centrale des Banques de province.

Attendu que S... s'étant rendu le jour même à la banque dont il s'agit pour toucher le chèque, on refusa de le lui payer parce qu'il était daté du lendemain, fait dont A... s'était bien gardé de prévenir S...;

Attendu que ni le lendemain, ni les jours suivants S... ne put se faire payer, A... ayant fait opposition au paiement et ayant même déchiré le chèque dont il était rentré momentanément en possession ;

Attendu qu'il fut d'autre part démontré par la suite que A... n'avait pas à la banque provision suffisante en espèces pour payer le chèque ;

Attendu qu'à raison de ces faits A... est poursuivi : 1° pour escroquerie ; 2° pour émission de chèque

sans provision, délit prévu par la loi du 2 août 1917.

En ce qui concerne l'escroquerie, attendu que A... a fait connaître que, s'il a détruit le chèque, refusé de prendre livraison de la marchandise et rendu à S... les bons d'enlèvement résiliant ainsi de sa propre autorité, le marché conclu, c'est parce qu'il avait appris, entre temps, qu'une partie des lentilles étaient avariées ;

Attendu qu'il semble bien, en effet, qu'une certaine quantité de lentilles vendues était impropre à la consommation ;

Attendu, d'autre part, que S... paraît avoir accepté la résiliation, puisqu'il a repris les bons d'enlèvement et revendu la marchandise à un autre acheteur à peu près aux mêmes conditions ;

Attendu dès lors que l'inculpation d'escroquerie ne paraît pas suffisamment établie ;

Donc, si les faits ci-dessus rappelés s'étaient passés sous l'empire de la loi de 1865, A... était purement et simplement acquitté. Mais par suite de la loi du 2 août 1917 sa position était moins favorable, d'où la suite du jugement.

En ce qui concerne l'émission du chèque sans provision : attendu que le délit doit être examiné sans tenir compte des divers incidents qui viennent d'être analysés et en se plaçant uniquement au point de vue de la loi nouvelle du 2 août 1917. Attendu qu'admettre comme provision des créances qui peuvent

être l'objet de contestations ultérieures ce serait dénaturer complètement le caractère du chèque qui est un instrument de paiement et en faire un instrument de crédit ; attendu qu'il était déjà reconnu en jurisprudence que l'on ne pouvait considérer comme constituant une provision en matière de chèque, l'inscription à un compte courant d'espèces négociables non encore échues ; attendu que cette théorie doit être beaucoup plus rigoureusement appliquée depuis la loi du 2 août 1917 dans un but de défense nationale, pour économiser la circulation des billets de banque, afin de justifier la confiance du public dans le chèque, a puni de peines correctionnelles le fait d'émettre un chèque sans provision préalable et disponible ; attendu que la mauvaise foi de A... résulte suffisamment de cette circonstance que, au moment même où il émettait le chèque litigieux, il savait pertinemment qu'il n'avait pas de fonds disponibles à son compte et de cet autre fait qu'il a post-daté son chèque sans prévenir S...

PAR CES MOTIFS,

Acquitte A... du chef d'escroquerie ; le déclare coupable d'avoir depuis moins de trois ans, à Paris, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, délit prévu et puni par la Loi du 2 août 1917.

Le condamne en conséquence à 500 francs d'amende (1).

En résumé, le seul fait d'émettre un chèque sans provision est aujourd'hui réprimé par des peines correctionnelles, à la condition qu'il y ait mauvaise foi. Il est à espérer que la sécurité du chèque en sera sérieusement accrue. Toutefois, il y a des gens que la prison et l'amende n'effrayent pas et par suite il subsistera un doute, lorsque l'on recevra un chèque d'une personne qu'on ne connaît pas du tout. Aussi à l'étranger a-t-on cherché un autre procédé pour assurer la bonne fin d'un chèque en toute hypothèse, nous voulons parler du chèque certifié.

Il est surtout en usage aux Etats-Unis, à la Haye en 1912, la délégation américaine en expliqua le mécanisme et en fit valoir les avantages :

« Un chèque certifié est un chèque tiré par le client d'une banque de la façon ordinaire sur son compte de dépôt. Mais sur ce titre un employé de la banque inscrit une mention signifiant que le chèque est « bon » ou « certifié » pour la somme pour laquelle il a été tiré. Pratiquement, la certification donne au chèque émis par un particulier ou une association quelconque la même valeur qu'un chèque tiré directement par les employés de la banque. »

La délégation observe que le chèque certifié est

1. *Gazette des Tribunaux* du 23 décembre 1918.

plus intéressant que celui qui est émis par les employés d'une banque : « En Amérique, on peut remplacer les chèques certifiés par les « cashiers chèques » émis par les employés de la banque à la demande d'un client qui désire un titre plus facilement négociable qu'un chèque tiré par lui. Mais les cashiers-chèques exigent le double de temps et de travail pour le client et la banque. La certification, en effet, s'obtient rapidement : on vérifie le montant du compte du client ; on débite le compte du montant du chèque, on applique le timbre et on signe la certification. Pour obtenir un cashier-chèque il faut établir deux chèques : celui émis par la banque pour les besoins du client et celui du client tiré sur son compte pour rembourser la banque. L'Etablissement du chèque de la banque qui doit être signé généralement par plusieurs employés exige du travail et du temps pour les deux parties. »

En France, comme dans tous les pays d'ailleurs, l'on connaît le cashier-chèque, c'est-à-dire le chèque délivré par des employés de banque à un client contre dépôt de même somme. Quand on a un paiement à faire à quelqu'un dont on n'est pas connu, si l'on craint qu'il ne refuse un chèque ordinaire, l'on se rend à la banque où l'on a un compte, et on se procure un chèque de cette banque. En réalité, il s'agit plutôt d'un billet de banque que d'un chèque. Il est clair que cet instrument sera reçu en paiement

par tous à l'égal de l'or, s'il est sur un grand établissement financier, comme le Crédit Lyonnais ou le Comptoir d'Escompte. Mais comme le faisait remarquer la délégation américaine à La Haye, ces chèques de banque nécessitent beaucoup d'écritures : d'où les pertes de temps. A cet égard, la certification est plus pratique et elle permet une égale sécurité. Le montant du chèque certifié est débité du compte du client et il ne peut plus faire payer d'autres chèques que sur le restant de son compte.

Donc la provision est affectée à ce chèque, et le tireur ne peut plus faire aucune opération dessus, et cela se conçoit car il a disposé. Il ne peut pas faire double usage d'une même somme... Désormais il a les mains liées quant à cette partie de son actif.

Mais une grande difficulté se pose : n'est-il pas à craindre qu'une personne qui se sait à la veille de la déconfiture ou de la faillite ne remette ainsi des chèques certifiés à certains de ses créanciers et ne les avantage ainsi au détriment des autres ?

Remarquons que cette difficulté n'est pas propre au chèque certifié : elle se présente pour tous les paiements faits par effets de commerce. Doit-on admettre que le porteur a un droit exclusif sur la provision, de telle sorte qu'il pourrait se faire payer par le tiré sur les fonds disponibles même en cas de faillite du tireur ? MM. Lyon-Caen et Renault ont examiné la question à propos de la lettre de change :

« au sujet de la provision, une question capitale se présente relativement aux droits du porteur. La provision consiste dans une créance qu'a le tireur contre le tiré. Cette créance continue-t-elle à appartenir au tireur ou bien par le seul fait de la création de la lettre de change, passe-t-elle ainsi au preneur et est-elle transmise avec elle par l'endossement aux porteurs successifs jusqu'à celui qui est porteur lors de l'échéance, de telle sorte que ce dernier est, en qualité de concessionnaire de la créance constituant la provision ; créancier direct du tiré, à l'exclusion du tireur ? Cette question n'a pas, en général, d'intérêt pratique quand le tireur est solvable. En effet, si le tireur était considéré comme étant demeuré créancier du tiré et retirait, en conséquence, la provision, c'est-à-dire se faisait payer par le tiré, le porteur que le tiré refuserait sans doute de payer, parce qu'il n'aurait pas de provision, exercerait un recours contre le tireur et, comme celui-ci est solvable, le recours serait efficace. Le porteur serait payé par le tireur : peu lui importe de l'être par le tiré ou par le tireur. La question, offre, au contraire, un grand intérêt dans le cas de faillite ou de liquidation judiciaire du tireur. En effet, dans ce dernier cas, si la créance formant provision avait continué de faire partie de l'actif du tireur, le syndic de la faillite du tireur ou le tireur assisté du liquidateur judiciaire toucherait du tiré le montant de cette créance : le tiré

refuserait alors, la provision lui ayant été retirée, de payer la traite au porteur ; celui-ci aurait bien recours contre la faillite du tireur ou contre la liquidation : mais réduit à produire comme créancier, il n'obtiendrait d'ordinaire qu'un dividende » (1)

Ayant ainsi posé le problème, les savants juristes le discutent longuement, et concluent que par le seul fait de l'émission de la lettre de change et des endossements, la créance du tireur contre le tiré est cédée aux porteurs successifs. *A fortiori*, en est-il de même dans le chèque. Naturellement, il convient de réserver l'effet de l'article 447 du Code de commerce, ainsi conçu : « Tous autres paiements faits par le débiteur pour dettes échues, et tous autres actes à titre onéreux par lui passés après la cessation de ses paiements et avant le jugement déclaratif de faillite pourront être annulés si, de la part de ceux qui ont reçu du débiteur ou qui ont traité avec lui, ils ont eu lieu avec connaissance de la cessation de ses paiements. »

Pendant la période suspecte, les paiements par effets de commerce sont donc présumés valables et cela dans le dessein pratique de favoriser le crédit des effets de commerce, cette présomption n'est, d'ailleurs, pas irréparable et peut tomber si la mauvaise foi des parties se trouve établie.

En matière de chèque certifié, le problème de la

1. MM. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de Droit commercial*. 2^e édition, 1913, p. 480.

propriété de la provision présente moins de difficultés que dans le chèque ordinaire. En effet, dans le chèque ordinaire, la Banque n'a pris aucun engagement de payer : elle ne payera que s'il y a provision à la présentation. Il en est tout différemment dans le chèque certifié. Or comme l'écrivent MM. Lyon-Caen et Renault « pour que la question se présente, il ne suffit pas qu'il y ait faillite ou liquidation judiciaire du tireur, il faut encore que le tiré n'ait pas un intérêt légitime à refuser de payer au tireur le montant de la créance formant la provision. Quant l'intérêt du tiré existe, il garde la difficulté entre ses mains et dès lors la difficulté ne s'élève pas ; c'est ce qui a lieu lorsque le tiré a accepté la lettre de change ou quand la provision a été spécialement affectée au paiement de la lettre de change. En effet, quand le tiré a accepté, il est tenu envers le porteur de payer le montant de la traite, et il a le droit de conserver la provision pour se couvrir des conséquences de son acceptation. Quand la provision a été spécialement affectée au paiement de la traite, c'est-à-dire quand la créance formant provision a été constituée en gage pour en garantir les paiements, le tiré qui a accepté cette affectation, est devenu partie au contrat de gage intervenu entre le tireur et le preneur ; il ne pourrait se dessaisir, sans engager sa responsabilité envers le porteur ».

De ces observations découlent les conséquences

suivantes quant à ce qui touche le chèque certifié :
1^o le tireur ne peut plus disposer des sommes figurant sur le dit chèque ; elles sont immobilisées et ne peuvent sortir de la banque que contre remise du chèque ; sinon, la banque devrait payer deux fois ;
2^o les créanciers du tireur n'ont aucun droit sur les fonds affectés aux chèques certifiés, réserve faite du recours qu'ils pourraient avoir en vertu de l'action paulienne contre les encaisseurs, dans l'hypothèse de fraude. Il ne saurait être admis, en effet, que sous couleur de faire des paiements, fusse par chèques certifiés, le tireur ne se livre à des libéralités ou à escamotages. Mais le banquier qui endosse la certification devrait payer ; il n'encourait de responsabilité que s'il était lui-même complice de la fraude, par exemple, si la cessation des paiements de son client était notoire. Il est assez difficile de donner une justification juridique de ces résultats : ils se défendent surtout par des motifs d'ordre pratique. Il ne faut pas oublier que le chèque doit équivaloir à un paiement en monnaies. Or supposons que la personne qui a déjà cessé ses paiements soit allée à la banque, y ait pris le reliquat de son compte, et l'ait remis à quelques-uns de ses créanciers. Lui ferait-on rendre l'argent ? Il est évident que non, à moins qu'il ne s'agisse de libéralités déguisées.

Mais théoriquement, les explications sont assez difficiles ; on ne peut pas invoquer que le chèque

certifié emporte gage et qu'un gage peut être constitué même en période suspecte. D'après l'article 246 du Code de commerce, le gage n'est alors nul de droit que quand il est constitué pour sûreté d'une dette antérieure. Mais la loi prévoit des conditions qui ne se rencontrent pas dans le chèque certifié. Le gage d'une chose corporelle n'est considéré comme antérieur, s'il est civil, qu'autant que l'acte constitutif a acquis date certaine avant le commencement de cette période (1); « pour le gage commercial, le juge détermine librement à quelle date il a été constitué, à moins qu'il ne s'agisse du gage portant sur une créance à personne dénommée (2). » Le chèque certifié ne saurait s'analyser dans la constitution d'un gage spécial, parce que cela n'est pas dans l'intention des parties. De quoi s'agit-il, en effet, dans le chèque certifié ? Il s'agit de faire accepter un chèque à l'égal de l'or parce qu'une banque le déclare représenté dans ses caisses par ses monnaies. Ce chèque est un certificat d'or : celui qui le possède est réputé en possession de cet or. La banque en reste détenteur pour le compte de qui présentera le chèque.

Peut-être l'explication juridique adéquate se trouverait-elle dans la théorie du compte courant. On a

1. Article 2074 du Code civil.

2. Article 91 du Code commercial.

vu qu'une banque ne remet un carnet de chèques qu'aux personnes qui ont chez elles, un compte. Car l'on sait, comme l'écrivent MM. Lyon-Caen et Renault « que les créances entrées dans le compte courant perdent leur individualité ; elles forment dorénavant un ensemble d'articles de crédit et de débit donnant deux totaux dont la comparaison permettra, lors de la clôture du compte, de fixer le solde dû par l'une des parties. Ce solde exigible constitue seul une dette véritable : jusqu'au moment de sa fixation, il n'y a que des articles de débit et de crédit formant un tout compact. On exprime souvent cette idée en disant qu'il y a confusion ou que le compte courant est indivisible. L'indivisibilité du compte courant produit des conséquences nombreuses, dont les principales sont les suivantes : a) un correspondant ne peut pas détacher un article de crédit pour en réclamer le paiement ; elle serait contradictoire avec l'existence du compte courant ; b) le droit ainsi refusé à chaque correspondant n'appartient pas non plus à ses créanciers. Par suite, les créanciers d'un correspondant ne peuvent pratiquer une saisie-arrêt sur une somme dont leur débiteur a été crédité (1). La saisie arrêt n'est possible que sur le solde du compte (2).

1. Loi du 24 germinal, an XI, art. 33.

2. MM. Lyon-Caen et Renault.

De quelque manière qu'on explique l'affectation de la provision au chèque certifié, il est certain qu'elle existe et que le porteur est assuré d'être payé, à moins que la banque ne saute elle-même, ayant dilapidé les dépôts de sa clientèle, ce qui n'est certes pas sans exemple. Il paraît d'ailleurs que dans la pratique « la responsabilité assumée par les banques, parce qu'elles donnent une certification et mettent à part les sommes nécessaires pour payer les chèques n'a donné lieu, que très rarement, à des difficultés ou des procès ».

Voici des cas où, d'après les dires de la délégation américaine à La Haye, le chèque certifié est particulièrement employé : « Le tireur demande la certification lorsqu'il doit faire un paiement à une personne qui ne connaît bien sa solvabilité ou bien un paiement dans un autre lieu quand sa propre signature à elle seule n'aurait pas assez de valeur, ou bien pour certaines opérations telles que le paiement de taxes, l'achat de propriétés immobilières, la conclusion de certaines affaires pour lesquelles il faudrait autrement payer en numéraire, il est évident que le chèque certifié, dans ces cas, évite l'usage de l'or et des billets de banque. »

A La Haye, malgré les efforts de la délégation américaine, la certification ne réussit pas à se faire admettre. On prétendit qu'elle ne cadrerait pas avec la nature juridique du chèque qui est essentiellement

un instrument de paiement et non de crédit : on était hypnotisé — s'il est permis de s'exprimer ainsi — par l'acceptation en matière de lettre de change. Il est certain que si la certification n'était pas autre chose que l'acceptation, en matière de traite, elle devrait être rejetée. Une lettre de change est, en effet, un titre qui constate une dette à terme. Il est dès lors fort logique que celui à qui est remis ce titre demande au tiré s'il est bien exact qu'il soit débiteur et s'il s'engage à payer. C'est d'une prudence élémentaire, car rien n'empêcherait le tireur d'émettre du papier sur un non débiteur et de gagner ainsi du temps, ce qui lui permettrait peut-être de volatilisier l'actif qui peut lui rester. Mais, comme l'observent MM. Lyon-Caen et Renault, le chèque ne peut être tiré qu'à vue. Il s'ensuit qu'il ne peut être question de le présenter à l'acceptation. Ce que le porteur demande, quand il présente le chèque au tiré, c'est le paiement. Le tiré pourrait seulement apporter un visa pour attester qu'il y a provision : ce visa garantit la régularité de l'émission, mais n'équivaut pas à une acceptation, de sorte que le banquier a néanmoins la faculté de ne pas payer, s'il n'a plus de provision le jour de la présentation (1).

Il est de fait que lorsque le porteur présente un chèque au tiré, c'est pour être payé. Il n'y a plus de

1. MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, 4^e édition, t. IV, n° 562.

place pour l'acceptation : c'est trop tard. Mais la certification américaine est une tout autre chose : c'est le tireur qui la sollicite et cela avant de lancer son chèque dans la circulation pour lui donner une garantie indiscutable ; nous ne voyons aucune règle de droit qui puisse s'y opposer ; confondre la certification telle qu'elle joue aux Etats-Unis et l'acceptation telle qu'elle fonctionne en matière de traite, est le résultat d'une erreur manifeste. Certes les effets sont les mêmes dans les deux cas : le tiré est personnellement engagé, mais le procédé est tout différent. La traite est dans la circulation quand elle est présentée à l'acceptation tandis que le chèque ne l'est pas ; il reste donc un instrument de paiement, et désormais indiscutable. MM. Lyon-Caen et Renault parlent d'un visa qui pourrait être apposé à l'avance pour attester que le tireur a bien les fonds chez le tiré, mais qui n'impliquerait pas que le tiré s'oblige à payer le porteur en tout état de cause. Il y a eu dans ce sens un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 22 octobre 1864. Voici les faits : le sieur G..., notaire à Noisy-le-Soc, avait, chez les sieurs Richard et Cie, banquiers à Paris, un compte courant avec chèques. Quelques-uns des chèques ou reçus en blanc remis par les sieurs Richard et Cie pour servir à retrait des sommes déposées, portaient un visa signé par eux. Le sieur G... remit de ces chèques pour une somme de 20.000 francs au sieur D...

qui les présente aux sieurs Richard et Cie, mais s'en vit refuser le paiement pour cause d'insuffisance de la provision. Le sieur D... ayant actionné les sieurs Richard et Cie devant le Tribunal de Commerce, comme se trouvant engagés par l'apposition d'un visa, sans lequel il n'aurait pas accepté les chèques, le Tribunal de Commerce de la Seine statua en ces termes :

« LE TRIBUNAL :

« Attendu que pour réclamer à Richard et Cie le paiement de trois récépissés signés par un sieur G..., sur des formules imprimées avec l'en-tête de la maison, D... prétend que le visa qu'ils y ont apposé entraîne leur responsabilité ; mais attendu qu'un simple visa ne saurait être considéré comme un engagement personnel produisant les effets d'une acceptation ; qu'il n'est pas justifié que Richard et Cie aient pris avec lui une obligation de payer, d'où il suit que la demande de D... doit être rejetée » (1).

On peut observer que le Tribunal de commerce de la Seine se prononce par voies d'affirmation : il déclare que le visa ne vaut pas une acceptation, mais il n'essaye même pas de le démontrer : il ne donne pas l'ombre d'un argument, regardant

1. Dalloz, 64. 3. 102.

d'avance, semble-t-il, la chose comme acquise. C'est qu'en effet il y a dans ce sens un usage reçu notamment en ce qui touche le chèque indirect de la Banque de France.

Comme tous les Etablissements de crédit qui ont des succursales, la Banque de France est appelée à payer deux sortes de chèques :

1° *Le chèque direct.* — C'est le chèque sur la même place. Il peut être extrait d'un carnet que la banque a remis en blanc à un de ses clients. Dans ce cas, il est rempli en dehors de la banque, du moins habituellement, et il n'y revient que pour le paiement. Il peut aussi être établi en présence des employés de la banque sur une formule extraite d'un carnet à souches identique, mais d'usage commun, carnet dit « Omnibus ». Ce carnet est tenu à la disposition de la clientèle en vue de besoins isolés ou imprévus. Dans l'un comme dans l'autre cas le paiement est effectué par la caisse qui tient le compte du client. Dans cette hypothèse le visa n'est pas donné ; il ne pourrait avoir d'autre sens raisonnable que celui de la certification américaine.

2° *Le chèque indirect.* — C'est un chèque de place à place. Il peut être établi soit sur une formule à usage personnel, soit sur une formule « omnibus » comme il a été indiqué ci-dessus. Dans ce cas, la succursale qui doit payer ne pouvant vérifier ni la signature du tireur, ni l'existence de la provision, le

chèque doit d'abord être présenté à la caisse qui tient le compte, laquelle est seule en état de faire les vérifications nécessaires. La présentation est attestée par des estampilles : c'est le visa. D'après la banque il n'y faut voir qu'une mesure d'ordre intérieur ; n'équivalent pas à une acceptation, et cette interprétation a été sanctionnée par la jurisprudence. Le visa, d'après la banque, n'indique qu'une chose : c'est à savoir que, au moment de la présentation à la caisse qui tient le compte, le chèque était bon ; mais peut-être ne le sera-t-il plus au moment du paiement. Il va en effet s'écouler quelque temps entre ces deux moments. Le titulaire du compte va pouvoir en profiter pour disposer de la provision. On pourrait certes prévoir la réserve de la provision ; mais cela ne se pratique pas. Aucun obstacle ne s'oppose aujourd'hui à ce que la provision existant au moment de la création du chèque soit retirée avant le retour de ce chèque. Il serait assez facile de remédier à cette lacune en immobilisant la provision du chèque visé. On a dit qu'un autre risque menacerait la banque : le tiers pourrait modifier le montant de la somme inscrite sur le chèque ; mais ici encore le remède serait aisé ; il suffirait soit de « gaufrer » le chiffre, soit de ne payer que si les retouches étaient approuvées par la banque.

Le visa, tel qu'il est conçu par la banque et mal analysé par les tribunaux, présente de sérieux

inconvenients. Il est équivoque et, pour les non-initiés, et ils sont l'immense multitude, il donne au chèque une sécurité que l'on croit réelle et qui n'est qu'apparente. Il serait à notre sens infiniment préférable d'en venir à la certification américaine.

Ce qui paraît l'avoir fait écarter à La Haye, en 1912, c'est qu'on y a vu une menace pour les privilèges des Banques d'émission. Les chèques certifiés ressemblent beaucoup à des billets de banque ; ils ont même une supériorité sur eux : c'est qu'ils sont toujours gagés. Théoriquement du moins, ils ne sont jamais à découvert, ils sont donc, en général, aussi sûrs et dès lors peuvent leur faire une concurrence sérieuse. C'est même un fait d'expérience que dans les pays économiquement très développés comme l'Angleterre et les Etats-Unis, les chèques ont presque entièrement supplanté les billets. Or le privilège d'émission rapporte aux banques qui le possèdent et aux Etats ; il paraissait difficile de réduire cette source de profits.

Mais aujourd'hui la situation s'est modifiée du tout au tout. Ce que les Banques d'émission doivent redouter, ce n'est plus de n'avoir pas besoin d'émettre des billets, c'est au contraire d'être acculées à la nécessité d'en trop émettre. De telle sorte que l'occasion serait, semble-t-il, favorable pour revenir sur la condamnation du chèque certifié prononcée à La Haye en 1912. Ce serait peut-être un remède à

l'inflation fiduciaire dont les effets sont si funestes aux pays qui ont financé la guerre en grande partie avec des billets de banque. On ne doit rien négliger de ce qui pourrait atténuer le déséquilibre des changes et enrayer la hausse du coût de la vie.

En résumé, deux sortes de procédés ont été mis en œuvre pour garantir la nécessité du chèque. Dans la plupart des pays on a recours à des mesures pénales. En Amérique, on a, en outre, admis la certification. A notre sens, c'est l'Amérique qui est dans le vrai. Les mesures pénales ne sont certes pas sans efficacité, pourtant elles n'atteignent pas toujours leur but. Il y a, comme nous l'avons déjà dit, des gens qui ne craignent ni les amendes ni la prison et dans ce cas celui qui a reçu le chèque non provisionné n'est guère avancé du fait que son voleur est en prison. La certification a cet avantage : c'est que le porteur du chèque est sûr d'être payé ; c'est la seule chose qui lui importe.

Une autre mention que doit contenir le chèque, c'est celle de la somme à payer. C'est l'évidence même ; mais diverses difficultés doivent être examinées. Généralement la somme est inscrite en chiffres en haut et à droite. La formule est en lettres dans le corps de l'effet. Que décider dans le cas où il y aurait divergence entre l'inscription de la somme en chiffres et en lettres ? Cette question n'est pas prévue par la loi française. Le tiré demande alors régula-

risation : quelquefois il paie le montant de la somme en lettres. C'est le système adopté par la loi allemande du 11 mars 1908 (1), la loi autrichienne (2) et le projet de La Haye de 1912. C'est également le système anglais (3). On peut s'y ranger, mais peut-être eût-il été préférable de ne payer que la plus faible somme ou d'obliger à la régularisation. Il faut noter d'ailleurs qu'aucune loi n'oblige le tireur à inscrire en toutes lettres dans le corps du chèque le montant de la somme à payer, mais c'est un usage constant et qui s'impose à raison même des dispositions des formules imprimées.

Des altérations fréquentes se produisent quant au montant de la somme à payer, le chèque a bien été signé par le tireur ; mais en cours de circulation un faussaire a majoré les sommes qui y étaient portées. Dans cette hypothèse, qui convient-il de rendre responsable du paiement, en dehors du faussaire bien entendu ? Est-ce le tireur ? est-ce le tiré ? D'après les auteurs considérés, comme Nougier (4), c'est le tireur qui serait responsable de l'excédent de la somme apparente sur la somme primitivement inscrite, sauf s'il démontrait la faute du tiré. Il se base sur l'article 2000 du Code civil : le mandant doit

1. Article 6.

2. Article 20 § 2.

3. Bills of exchange, act. 1882, sect. 9.

4. *Des chèques*, Paris, 1874.

indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

Quant à MM. Lyon-Caen et Renault, ils estiment exactement le contraire ; à savoir que le tiré n'a régulièrement de recours que pour la somme vraiment inscrite par le tireur, à moins que le faux n'ait été facilité par la négligence de celui-ci.

D'autres auteurs enfin enseignent que ce n'est ni le tireur ni le tiré qui doivent subir les conséquences de la majoration ils donnent au tiré qui a payé au recours contre le signataire de l'acquit, c'est-à-dire le bénéficiaire définitif.

Nous estimons, quant à nous, que c'est le tiré qui, en règle générale, doit être responsable, il faut en effet observer le mandat qu'il remplit n'est pas gratuit, et même presque toujours qu'il exerce un métier. Tout d'abord, le mandat du tiré n'est pas gratuit. Il est vrai que les banques paient les chèques sans prendre de commission : mais c'est que cela leur procure des avantages pécuniaires importants quoique indirects.

On sait en effet que la délivrance d'un carnet de chèques présuppose l'ouverture d'un compte. Or ces comptes sont la source de multiples bénéfices pour les Etablissements de Crédit. Tout d'abord, ils ne sont crédités que d'intérêts infimes (10/0 en moyenne) à l'heure actuelle. Or les Banques ne gardent pas cet

argent improductif dans leurs caisses : elles le prêtent à des taux élevés ; la différence qui est substantielle, constitue pour elles un profit. Chacun peut s'en rendre compte aisément ; s'il a un compte créditeur, il touche 1 0/0, s'il a un compte débiteur, paye 7 0/0. Il est même permis de dire que l'écart est trop grand et que les Etablissements de crédit devraient mieux rémunérer les dépôts. Ce n'est pas tout ; les Banques prêtent leur appui aux affaires qui se créent ou se développent ; elles placent leurs actions et leurs obligations et cela moyennant commissions. Connaissant l'état des comptes et aussi la mentalité de leurs clients elles se font les directrices de leurs placements et de ce chef encore prélèvent sur eux une sorte de dime.

Dès qu'un compte devient un peu important, la Banque est vite couverte de ses frais généraux et au delà ? Quand le client passe des ordres de bourse, l'Etablissement de crédit partage le courtage avec l'argent de change ou le coulissier. Quand il a des titres, il paye des droits de garde. Bref, il n'est guère de mouvements de compte, sur lesquels la Banque n'exerce pas de prélèvement ; presque toute opération est frappée d'une commission. Il est donc incontestable que le mandat du banquier payeur de chèques n'est pas gratuit. Or cela a des conséquences juridiques quant à sa responsabilité. « Le mandataire répond non seulement du sol, mais encore des

fautes qu'il commet dans sa gestion ; néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire » (1). Il a été jugé que le mandataire salarié est responsable de sa faute même légère (2).

Peut-être même conviendrait-il de se montrer plus rigoureux, et d'appliquer au banquier payant la théorie du risque professionnel. On sait que dans les accidents du travail la responsabilité pour faute a fini par paraître insuffisante. C'est qu'en effet sur dix accidents qui se produisaient, le tiers à peine pouvait être imputé au patron, si bien que dans l'immense majorité des cas, l'ouvrier qui avait été victime de l'accident, restait sans indemnité. Cas fortuits et cas de force majeure lui demeuraient pour compte. Il y avait là une sorte d'injustice qui a fini par soulever les protestations de la conscience publique et le législateur a été amené à voter toute une série de lois qui ont amélioré la situation de l'ouvrier blessé. On est plus ou moins consciemment parti d'une vieille idée romaine qui mettait les risques à la charge du bénéficiaire : *Ubi emolumentum ibi onas* : c'est l'entrepreneur qui touche les profits de l'affaire ; son bénéfice c'est la différence entre son coût de production et son prix de vente ; il a paru juste qu'il incorpore

1. Art. 1992.

2. Paris, 3 déc. 1902. D. F. 1904.2.418-419).

les risques qui peuvent atteindre son personnel dans son coût de revient et qu'il les ait ainsi à charge. De telle sorte, que maintenant presque tous les accidents qui arrivent aux ouvriers et employés à l'occasion de leur travail sont réparés par le patron. Il nous semble que cette notion de risque devrait être étendue aux banquiers payeurs de chèques. Ils ont les profits du système comme nous l'avons vu ; il serait équitable qu'ils en supportent les aléas. D'autant que cela n'aurait pas d'effets sérieux sur leurs bilans. Les quelques pertes qu'ils pourraient subir de ce chef seraient en quelque sorte annihilées, étant donnée l'importance de leurs opérations, ainsi la sécurité du chèque se trouverait encore accrue, les comptes courants se multiplieraient, et peut-être même la combinaison se clôturerait-elle après un surcroît de bénéfices pour les Banques. Toute autre est la situation quand c'est le tireur ou le porteur qui subissent la perte ; ils n'ont pas toujours une fortune qui leur permette de subir le risque, sans que leur bilan ne soit bouleversé.

Aujourd'hui, dans la presque totalité des cas, il est impossible de dire qui doit être responsable du tireur ou du tiré. Les juges essayent de faire de l'équité, mais ils n'ont pas de directives précises : de telle sorte que, dans la plupart des hypothèses, l'on est en face d'une jurisprudence contradictoire. Tantôt c'est le tireur qui est rendu responsable et tantôt

le tiré, sans qu'il y ait de différences profondes entre les espèces : si bien que les tribunaux donnent l'apparence de juger, pour ainsi dire, au petit bonheur et au sort des dés.

Voici quelques exemples assez démonstratifs, d'abord en ce qui concerne le paiement par un banquier de chèques non timbrés ou insuffisamment timbrés. Des tribunaux estiment que ce fait ne saurait rendre la banque responsable d'un paiement opéré à tort. « Le fait que les timbres proportionnels français n'avaient pas été apposés dès le premier usage du chèque en France, mais seulement au moment de sa présentation, n'était pas de nature à éveiller l'attention et à faire obstacle au paiement, car l'inobservation de cette formalité édictée dans un intérêt fiscal, n'influe en rien sur la validité du chèque » (1). Dans une autre hypothèse, il s'agissait d'un chèque direct dont la date avait été inscrite en chiffres et non en lettres, comme le prescrit l'article 5 de la loi du 9 février 1874. « Cette formalité exigée dans un intérêt fiscal n'influe pas sur la validité du chèque » (2).

Par contre, un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 4 juin 1877 (3) regarde comme une faute lourde le

1. Tribunal de Commerce de la Seine, 24 juin 1897. *Le Droit*, 23 juillet 1897.

2. Tribunal civil de la Seine, 21 décembre 1896. D. P. 1896. 2. 401.

3. D. P. 97. 2. 263.

fait par le banquier de payer un chèque direct dont la date est en chiffres. Et cet arrêt a été confirmé par la Cour de cassation (1), il est vrai que les circonstances de fait étaient assez équivoques. « Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que la signature présentait des différences notables avec celle que L... avait déposée comme type, que la date du chèque était mise en chiffres alors que la formule imprimée prescrivait par une mention spéciale de la libeller en toutes lettres ; que le montant de la somme à payer était manifestement d'une autre écriture que la signature ; qu'en raison de l'importance de la somme, le paiement à vue n'était pas obligatoire et que la prudence commandait de s'assurer de la régularité du chèque avant d'en effectuer le paiement au débit du signataire ; attendu que ces faits constituent une faute lourde, c'est avec raison que la Cour d'appel qui les a ainsi qualifiés, a décidé que la clause déchargeant par avance le comptoir de toute responsabilité en cas de vol ou de perte des formules de chèques qui composaient le carnet délivré à L... ne pouvait avoir pour effet d'exonérer le comptoir des conséquences de la faute lourde qu'il avait commise et n'a par suite ni violé, ni faussement appliqué les textes de loi et les principes visés au moyen » (2).

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 14 décem-

1. 26 octobre 1898.

2. Cassat. Req., 26 octobre 1898. *Le Droit*, 3 déc. 1898.

bre 1887 est également rigoureux pour le tiré « s'il est vrai que la nature du contrat conclu entre un banquier et son client par la création d'un carnet de chèques n'impose pas au banquier l'obligation d'exiger l'acquit sous ses yeux au moment du paiement, du moins le banquier, en sa qualité de mandataire du tireur, est tenu à la plus grande circonspection au moment du paiement ».

Quelqufois les tribunaux n'ayant pas de raison décisive de se prononcer soit pour la responsabilité du tireur, soit pour la responsabilité du tiré, en viennent à partager le préjudice. On peut citer dans ce sens un jugement du Tribunal de commerce de Marseille du 22 juin 1906. Un chèque indirect avait été remis par un agent du Crédit Lyonnais à un inconnu porteur d'une lettre à en-tête de la savonnerie marseillaise, prescrivant cette remise. La signature de l'administrateur de la savonnerie marseillaise était parfaitement imitée ; bref, aucune faute n'était relevée par le tribunal, soit à la charge du tireur, soit à la charge du tiré, ce qui l'amena à partager la responsabilité par moitié. Il y a là une sorte de « jugement de Salomon » comme le disait le *Petit Marseillais* dans un article du 24 juin 1906.

D'autres décisions de justice sont bien moins sévères pour les banquiers payeurs de chèques. Dans

ce sens, l'on peut indiquer un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 20 juin 1903 qui est particulièrement net : « attendu que les banquiers ne peuvent voir leur responsabilité engagée en raison des paiements effectués par eux qu'autant qu'ils ont commis une faute lourde et notamment, s'ils ont payé, alors que des faits anormaux et des circonstances louches dont ils pouvaient évidemment se rendre compte, leur faisaient un devoir de s'abstenir ou tout au moins de s'enquérir, avant de se libérer » (1).

Il serait facile de multiplier les décisions de justice, mais la conclusion qui se dégagerait serait toujours la même ; à savoir que la plupart du temps, il est impossible de prévoir ce qui sera jugé ; ce sont des procès dont on ne peut raisonnablement savoir d'avance si on les gagnera ou si on les perdra.

Tantôt les tribunaux se montrent coulant vis-à-vis des banquiers, prenant en considération que leur tâche dans le paiement des chèques est pleine de risques et d'embûches. Il faut, en effet, observer que le porteur du chèque demande le paiement à l'instant même où il présente sa formule. Il arrive, présente l'effet à un guichet et attend qu'en contre-partie on lui remette sur-le-champ des espèces. Les employés de la banque doivent donc prendre une

1. *Gazette des Tribunaux*, 27 septembre 1903.

décision très rapide ; les vérifications ne sauraient donc être qu'assez sommaires. S'ils refusent de payer et que ce soit à tort, ils feront perdre la clientèle à leur maison et l'exposeront à des dommages-intérêts envers le tireur dont « l'honneur » sera atteint. S'ils payent et que ce soit à faux, la situation qu'ils créent à la banque est également fâcheuse. Bref, la position du banquier, payeur de chèques, est assez périlleuse, étant donné surtout qu'une décision rapide s'impose ; il court plus de risques que dans toute autre opération.

Prenons, par exemple, l'escompte et l'on verra que le danger est moindre. Tout d'abord, les Etablissements de crédit n'ont pas d'obligation d'escompter le papier qui leur est offert ; elles peuvent donc le discuter tout à loisir et s'informer. Celui qui a des traites à faire escompter vient en solliciteur, tandis que le bénéficiaire d'un chèque vient en créancier. La banque n'est donc pas du tout dans le même cas dans ces deux hypothèses. Il en est de même en ce qui touche toutes les autres opérations : avances sur titres, ordres de bourse, etc. La banque ne « marche », que si elle le veut ; tandis qu'en matière de paiement de chèques, elle est en quelque sorte l'objet d'une réquisition et qui doit s'exécuter presque instantanément.

Tenant compte de ces circonstances de fait, certains tribunaux n'admettent pas aisément la respon-

sabilité des banques. D'autres, au contraire, sont plus impressionnés par les considérations suivantes et se montrent sévères à l'égard des banques. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà vu, les Etablissements de crédit sont indirectement rétribués pour le paiement des chèques. Cette rémunération est même fort substantielle et l'on peut estimer qu'elle comporte une prime d'assurance permettant à la banque de prendre à sa charge les risques inhérents à toutes les opérations qu'elle effectue. D'autre part, la proportion des chèques altérés est infime par rapport à ceux qui sont bons, et la prise en charge de ces chèques altérés ne saurait sensiblement jeter le déséquilibre dans le bilan d'une banque un peu importante.

A notre sens, c'est cette dernière tendance qui devrait l'emporter : les banquiers se montreraient plus soigneux, puisque leurs propres intérêts seraient en jeu ; ils ont, en effet, trop d'inclination à ne voir dans leurs clients que des « sources » de profit. Il conviendrait, d'après nous, d'ériger en principe la responsabilité du banquier tiré, sauf le cas de faute inexcusable d'une des autres parties au chèque.

Cette solution pourrait d'autre part produire des conséquences d'intérêt général. Il est probable que les Etablissements de crédit, se sentant menacés dans leurs caisses, pousseraient à l'emploi de chèques plus sûrs que le chèque ouvert et leur permettant d'exercer des recours dans le cas de paiement

indu, nous voulons parler des chèques barrés, et même des chèques de compensation.

Le chèque barré a son origine en Angleterre et non pas dans la loi, mais dans les usages. Voici ce qu'on peut lire à cet égard dans un arrêt de la Chambre de l'Echiquier en 1852 (1). « La coutume de barrer les chèques a pour origine le comptoir de liquidation (2). Les employés des différents banquiers qui y traitaient leurs affaires ayant pour habitude d'inscrire en travers des chèques le nom de leurs patrons de façon à faciliter aux employés du Comptoir de liquidation l'établissement de leurs comptes. Or il est évident que cette opération n'impliquait en rien la restriction de la négociabilité des chèques puisque lorsqu'elle était pratiquée, les chèques étaient sur le point d'être liquidés et que leur négociabilité touchait à sa fin... Dans la suite, la pratique se généralisa de barrer des chèques ne devant pas passer immédiatement par le comptoir de liquidation du nom d'un banquier ou simplement des mots « et Cie ». Le but de cet usage est d'amener le paiement du chèque, non pas à un banquier déterminé, mais à un banquier quelconque, de façon à pouvoir retrouver plus aisément la personne qui en avait reçu le montant. C'est pour ce motif que, si la théorie du risque professionnel se faisait admettre, les ban-

1. Affaire « Bellamy contre Marjori-bank ».

2. Clearing-House.

quiers essaieraient de répandre le chèque barré dans leur clientèle au lieu du chèque ouvert. Dans l'arrêt de la Chambre de l'Echiquier figurent encore d'autres considérations intéressantes. « Il n'y a pas de doute qu'un pareil usage est hautement profitable au public. Ces documents sont essentiellement payables au porteur : ils sont sous maints rapports considérés comme des billets de banque dont, dans les dernières années, ils ont largement tenu lieu ; mais comme toute autre chose, ils sont sujets à se perdre, à être mésappropriés ou volés et peuvent ainsi tomber dans les mains de personnes n'ayant aucun titre pour en toucher le montant. C'est donc certainement une grande garantie et une sauvegarde pour le propriétaire réel du chèque qu'il puisse y avoir des moyens de suivre et de retrouver ceux à qui le montant d'un chèque est payé et à qui en réalité, l'argent est remis. Or le paiement par l'intermédiaire d'un banquier assure cet objet. Les banquiers sont, en général, des personnes de grande respectabilité et à qui, on peut universellement l'affirmer, sont incapables de se prêter à la dissimulation de la vérité dans le but de voler ou d'assister un voleur.

La Cour a une opinion des banquiers qui est peut-être justifiée en Angleterre mais ne l'est malheureusement pas partout. C'est une des professions qui, dans certains pays, en France notamment, fournit proportionnellement le plus de recrues pour la

prison et même le bagne. Mais il reste exact que le barrement est un procédé de nature à empêcher les abus en matière de chèque, puisqu'il permet, presque toujours, d'en découvrir les auteurs.

Le barrement peut être, soit général, soit spécial. Il est général quand on écrit au travers du chèque, au recto entre deux lignes transversales les mots « and Company » ou même quand on se borne à ces deux lignes. Dans ce cas le chèque ne peut être payé qu'à un banquier : mais il peut l'être à tout banquier. Le barrement est spécial quand le chèque porte en travers le nom d'un banquier déterminé. Il ne peut alors être payé qu'à ce banquier.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, le barrement est un procédé qui est né dans la pratique des affaires : ce n'est pas une création du législateur et c'est sans doute pourquoi son usage est si répandu en Angleterre.

C'est en 1856 seulement que le parlement anglais s'occupa du chèque barré : il sanctionna la coutume du barrement général. Il faut en effet noter que le barrement spécial est au début le seul connu : mais on admit peu à peu que le bénéficiaire d'un chèque barré avait le droit de remplacer le nom du banquier inscrit entre les barres par celui d'un autre banquier, le sien généralement. Pour simplifier, le tireur prit alors l'habitude de ne mettre entre les transversales que les mots « et Cie », lais-

sant au porteur la possibilité d'inscrire le nom du banquier qu'il voudrait.

Le barrement général fût spécialement employé lorsque le tireur ignorait le nom du banquier du bénéficiaire ; il fut légalisé par l'acte de 1856. Il est à noter que cet acte ne fait pas une différence entre le barrement général et le barrement spécial. Dans l'un comme dans l'autre, le chèque ne peut être payé qu'à un banquier ; mais il peut l'être à un banquier quelconque.

En 1858 apparaît la dissemblance entre les deux barrements. Le chèque barré spécialement ne peut plus être valablement payé qu'au banquier dont le nom figure entre les transversales.

En 1876, nouvelle simplification du « crossing general ». Il n'est plus nécessaire de mettre quoi que ce soit entre les barres ; un chèque est barré par cela seul qu'il est coupé de transversales.

A cette date apparaît une innovation : la clause « not negociable » acquiert une valeur légale. Pour en comprendre la portée, il faut se rappeler les effets produits par un endossement et qui le différencient de la cession de créance, et notamment la règle : *exceptio quae obstat cedenti vel giranti non obstat cessionario vel giratoris*. Voici ce qu'écrivent à ce sujet MM. Lyon-Caen et Renault : « Une autre différence très importante entre les effets de l'endossement et ceux de la cession de créance régie par le

Code civil est relative aux moyens de défense ou exceptions qui peuvent être opposés au cessionnaire. D'après le Code civil le débiteur cédé auquel la cession a été signifiée, peut se prévaloir contre le cessionnaire des moyens de défense ou exceptions qu'il eût pu opposer au cédant, à la condition que leur existence remonte à une époque antérieure à la signification de la cession. Ainsi, le débiteur cédé peut opposer la compensation au cessionnaire à raison des créances que ce débiteur a contre le cédant, pourvu que ces créances aient existé à son profit avant la signification.

En matière de lettre de change, en principe, le tiré et en général tout signataire ne peuvent se prévaloir contre le porteur des exceptions, c'est-à-dire des moyens de défense qui étaient opposables aux porteurs antérieurs, mais seulement de moyens de défense ayant pris naissance directement contre le porteur. On peut dire que le tiré et les signatures d'une lettre de change sont réputés avoir, par avance, renoncé au droit d'opposer au dernier porteur les exceptions opposables aux porteurs précédents. Cette règle a un caractère exorbitant. Elle entraîne cette conséquence que souvent un porteur a plus de droit que les porteurs précédents. Elle s'est introduite en raison des nécessités pratiques : celui auquel une lettre de change est endossée, et qui, par suite, en devient porteur ne peut pas connaître par

l'examen du titre quels moyens de défense a le tiré contre le porteur actuel et la rapidité avec laquelle s'opère un endossement empêche celui au profit duquel il est fait d'aller se renseigner auprès du tiré sur les moyens de défense qui lui appartiennent. On exprime souvent la règle qui vient d'être posée en disant que le tiré s'oblige, par son acceptation, non pas envers le tireur ni envers la personne inconnue par avance qui pourra être porteur lors de l'échéance de telle sorte que l'accepteur est traité comme n'ayant jamais eu pour créancier les porteurs précédents : on dit parfois dans ce sens que l'accepteur doit à sa signature. C'est une conséquence naturelle de la clause à ordre, tout au moins dans les effets de commerce : celui qui est débiteur en vertu d'un titre contenant cette clause n'est pas obligé envers une personne déterminée » (1).

Grâce à l'insertion de la clause « not negociable » le cessionnaire n'a pas plus de droits que son cédant : bref, la dite mention supprime la maxime : *Exceptio quae obstat giranti non obstat giratorio*.

En 1882, l'Angleterre a en quelque sorte codifié les règles jusque-là éparses consacrées au chèque barré. Ce Code ne comprend d'ailleurs que quelques articles (2).

1. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de Droit commercial*, p. 468.

2. Art. 76 à 82.

En France, le chèque barré n'a d'existence officielle que depuis une loi du 30 décembre 1911. En voici les dispositions : La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes : le chèque traversé de deux parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier : il ne peut être tiré que sur un banquier. Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur. Le barrement peut être général ou spécial. Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention « et Cie ». Il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le barrement général peut être transformé en barrement spécial. Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même il peut se substituer un autre banquier. Il est interdit au porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné. Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré. On voit que la loi française ne contient pas d'innovation importante en ce qui concerne le chèque barré, elle se borne à reproduire les dispositions admises en Angleterre et qui ont fait leurs preuves. Toutefois, une loi du 26 janvier 1917 a décidé que « à

l'égard des dispositions de la présente loi (1), les agents de change sont assimilés aux banquiers ».

A La Haye, en 1912, le chèque barré retint longtemps l'attention. On se demanda d'abord sur qui il pourrait être tiré. Pourrait-il l'être sur n'importe qui ou seulement sur des banques. On ne put se mettre d'accord et la question fut réservée. On ne méconnaissait pas l'avantage qu'il y aurait à restreindre la capacité passive aux maisons de banque : mais on estimait que le signe manquait qui permit de distinguer les banques d'autres établissements assez voisins. Cette objection d'ordre pratique n'est pas sans valeur : mais elle est destinée à s'atténuer à mesure que se généralisera le système des registres de commerce. La France, par une loi du 18 mars 1919 a admis cette institution qui existait déjà depuis longtemps dans les pays germaniques.

Il est à noter que la France permet de tirer des chèques ouverts sur n'importe qui, et par contre ne permet de tirer des chèques barrés que sur des banquiers ou des personnes assimilées. C'est qu'on voudrait voir jouer au chèque barré un rôle spécial, celui d'instrument par excellence de compensation. Il est de fait que les chèques ouverts aboutissent souvent à des paiements en numéraire. Le porteur se rend lui-même aux guichets de la banque tirée et

1. 30 décembre 1911.

se fait payer en monnaies, tandis que par la force même des choses, les chèques barrés ne peuvent être présentés que par des banquiers, se règlent souvent par compensation. Mais ce n'est pas là une différence inhérente à ces deux variétés de chèques. Le chèque ordinaire peut tout aussi bien que le chèque barré être un procédé de virement : il suffit pour cela que son titulaire, au lieu de le porter lui-même au tiré, le remette à sa propre banque. C'est ce qui se fait en Angleterre, comme l'indiquait M. Hut-Jackson à La Haye « l'immense majorité des chèques circulant en Angleterre est barrée, car tout le monde en Angleterre a l'usage de faire payer ses chèques à son banquier : or, en ce cas, on barre toujours le chèque. D'ailleurs les banques qui font partie d'une chambre de compensation se sont engagées par des conventions spéciales à ne régler les chèques qui sont tirés sur une banque faisant partie de la même chambre de compensation qu'en se servant de la chambre, de sorte qu'il n'y a pas de paiements en espèces dans ce cas. Il en résulte que même les chèques non barrés sont réglés comme s'ils étaient barrés, pourvu qu'ils passent par les mains d'une banque faisant partie d'une chambre de compensation ». En France, la loi du 26 janvier 1917 s'est efforcée d'arriver à un résultat analogue : « Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement l'addition sur le chèque de la domiciliation

pour paiement, soit à la Banque de France ; soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France ne donnera ouverture à aucun droit de timbre. Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France sur la même place. »

En résumé, théoriquement, on peut aussi bien faire de la compensation avec un chèque ouvert qu'avec un chèque barré, d'autant que le chèque barré est souvent réglé en espèces : il suffit pour qu'il en puisse être ainsi que le porteur soit connu de la Banque à laquelle il remet son chèque pour encaissement et qu'il y ait des titres en dépôt ; par exemple, dans ce cas, la Banque donne immédiatement des espèces en contrepartie du chèque ; mais elle prend toutefois le soin de se faire donner un reçu spécial. Alors que, s'il s'agissait d'un chèque ouvert, ce serait ce chèque même qui constituerait le reçu. On peut même ajouter que, du moins en France, la présentation par un banquier du chèque barré n'est pas essentielle encore que la loi paraisse le décider. Or « le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier ».

Il est intervenu sur ce point un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 26 janvier 1917 qui mérite d'être reproduit.

« LE TRIBUNAL :

Attendu que d'A... expose en ses demandes et conclusions qu'à la date du 3 mars 1916 il a adressé à G... un chèque barré de la somme de fr. 3.400 tiré par lui sur Banque Continentale de Paris et payable à l'ordre de G... ; que d'après la loi du 30 décembre 1911 le chèque aurait dû être présenté au paiement par un banquier ; que G... l'ayant fait encaisser par un huissier, L... ce paiement serait nul ; qu'en raison de cette irrégularité le demandeur demande à ce tribunal : 1° de dire et juger qu'en adressant un chèque barré à G... d'A...était en droit d'exiger que ce chèque fut encaissé par un banquier ; 2° de dire et juger que la Banque Continentale de Paris en payant un chèque barré à un huissier sans qualité a commis une faute dont elle doit réparation à d'A..., conformément aux articles 1382 et 1383 du Code civil ; 3° de dire et juger en outre que ledit paiement est nul en violation de l'article premier de la loi du 30 décembre 1911 et que la Banque Continentale de Paris n'est pas libérée à l'égard de d'A...

« Mais attendu que le chèque de 3.400 tiré par d'A... sur la Banque Continentale le 3 mars 1916 est remis par lui à G... a été encaissé par le bénéficiaire auquel d'A. l'avait remis. Et attendu que la loi du 30 décembre 1911 n'a pas le sens et la portée que lui attribue d'A... ; qu'antérieurement à cette loi,

celui qui payait un chèque, sans être saisi d'une opposition, était présumé valablement libéré, bien qu'il ne se fût point assuré de l'identité du porteur ; ladite loi n'a eu pour but que d'anéantir cette présomption légale en précisant la responsabilité qu'encourait le payeur d'un chèque barré qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire ; que le paiement du chèque litigieux ayant été fait à son véritable propriétaire, la Société défenderesse n'a encouru aucune responsabilité en agissant comme elle l'a fait ; que dans ces circonstances la demande est mal fondée (1). »

Cette décision de justice peut s'appuyer sur les débats parlementaires et spécialement sur le rapport Ratier au Sénat : « L'article 10 précise la responsabilité qu'encourait le payeur d'un chèque barré qui verserait des fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire. Cette précision a paru nécessaire à la commission du Sénat. L'article 145 du Code de commerce stipule, en effet, que celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré. Une présomption légale le protège. Un pareil régime ne doit pas être appliqué au chèque barré.

En définitive, la caractéristique du barrement c'est d'être un élément de sécurité. Il s'agit avant tout de pouvoir retrouver celui qui a encaissé le chèque.

1. *Gazette du Palais*, 27 février 1918.

C'est ce que disait encore à la Haye M. Hut Jackson. « Pendant ces dernières années, le chèque barré a été employé plus fréquemment en Angleterre qu'auparavant. Les banquiers l'appuient en ce qu'il leur donne plus de sécurité. »

Il y a donc lieu d'éviter tout ce qui serait de nature à diminuer cette sécurité. Il s'est introduit en Angleterre une pratique qui, pour ce motif, devrait disparaître : c'est celle du « payez comptant ». Voici les explications qu'en donnait à la Haye la délégation anglaise : « Il arrive assez souvent qu'un particulier désire payer à un domestique une certaine somme d'argent par chèque. Un chèque barré n'est d'aucune utilité pour le domestique qui n'a pas de banquier et, en conséquence, il est devenu habituel, plus spécialement pour les particuliers, de donner des instructions à leur banquier de payer comptant un chaque barré. On obtient ce résultat en écrivant au bas du chèque les mots « Payez comptant » et en signant cela. Mais quelquefois le client se contente de placer ses initiales en regard de cette instruction et quelquefois, récemment, les initiales des tireurs de certains chèques ont été falsifiées. Un banquier, quand un tel chèque est barré, avec des initiales du client écrites sous ses instructions et est présenté, se trouve placé dans une position difficile. Il connaît la signature de son client et hésite à refuser de l'honorer. Et d'autre part, il ne connaît pas nécessairement la

manière dont son client a l'habitude d'apposer ses initiales et par conséquent il ne peut être certain que cette signature est bien celle de son client. En règle générale, le banquier paie le chèque, malgré cette difficulté, préférant encourir le risque que les initiales soient falsifiées, plutôt que le risque de déshonorer le chèque de son client. « La délégation Anglaise proposait à la Haye de maintenir cette pratique, mais toutefois en obligeant le tireur à signer de son nom habituel le « payez comptant ».

Il nous semble qu'elle devrait au contraire disparaître, parce qu'elle constitue une addition qui n'est pas en harmonie avec le but poursuivi dans le barrement. En effet, quel résultat vise-t-on quand on barre un chèque ? On veut d'une part lui donner plus de sécurité et de l'autre en faire un meilleur instrument de compensation. Or, avec le « payez comptant » on arrive à des résultats inverses. Il y a paiement en numéraire et accroissement des risques de perte et de vol. Il faut noter d'ailleurs que la difficulté signalée par la délégation anglaise va en s'atténuant. Il y a des banques aujourd'hui en Angleterre qui ouvrent des comptes à une clientèle très modeste et que les établissements financiers écartaient jusqu'à ces derniers temps. En plus il y a une solution très simple : on peut avoir deux carnets de chèques, les uns ouverts, les autres barrés, et les remettre alternativement selon les personnes.

Il ne faut rien faire qui puisse diminuer la sécurité du chèque barré, puisque c'est sa principale raison d'être. En conséquence, les questions posées à la Haye relativement au chèque barré doivent se résoudre à la lumière de ce principe ; qui peut apposer un barrement ? Le tireur, mais aussi tout porteur subséquent, puisque la sûreté du chèque en est accrue. Peut-on supprimer un barrement ? Non, car le chèque perdrait alors de sa sécurité. Peut-on transformer un barrement ? L'affirmative s'impose s'il s'agit de substituer un barrement spécial à un barrement général. La négative dans l'hypothèse contraire.

Il faut reconnaître, en effet, qu'un barrement général n'est pas un gage de complète sécurité. C'est ce qu'observait à la Haye l'un des délégués M. Fischel. « Il ne faut pas oublier qu'en Angleterre il existait déjà une grande circulation de chèques avant qu'on ait inventé la clause du « crossing » qui détermine que le chèque devait être encaissé par un banker. On a pu dans le temps, introduire cette disposition parce qu'à l'époque où on l'a fait tout le monde en Angleterre avait déjà un banquier. Les bankers qui étaient en nombre limité étaient des hommes de confiance, et c'est par suite de cette qualité et non par suite de leur métier qu'on créait une sécurité plus grande en apposant le barrement. Au moment où nous allons introduire ce même système dans d'autres pays il faut naturellement demander si les

circonstances sont identiques. En premier lieu, est-ce que tout le monde a un compte en banque, et en second lieu est-ce que le métier de banquier est très limité ou est-il ouvert pour toutes les personnes qui déclarent vouloir se livrer à des affaires de banque ? Il est évident que l'usage du barrement serait beaucoup plus restreint dans les pays qui ont des mœurs autres que l'Angleterre. Cet effet ne serait pas le même d'ailleurs, s'il existait un grand nombre de petits banquiers même en Angleterre. La sécurité n'est pas absolue, quelqu'un qui a volé ou trouvé un chèque ; comme tout le monde a un compte en banque, il trouverait facilement parmi ses connaissances quelqu'un pour faire le métier de dupe et encaisser le « crossed chèque ». La véritable sûreté est donnée en Angleterre par le « special crossing ». Si on augmente cette précaution, comme on le fait souvent en insérant dans les barres non seulement le nom de la banque à laquelle le paiement doit se faire, mais aussi le nom du client sur le compte duquel le montant doit être porté, on produit les mêmes effets que par l'insertion de la clause « nur zur verrechnung ».

M. Fischel fait ici allusion à une pratique qui tend à se répandre en Angleterre mais qui n'a pas encore reçu de consécration légale. De nombreux commerçants inscrivent sur des chèques barrés, et non négociables la formule que voici : « Compte du bénéficiaire ». L'effet en est d'empêcher que ce chèque ne

soit payée : il ne permet que de créditer le compte voulu. A ce titre, comme l'observait M. Fischel il ne se distingue pas du chèque « nur verrechnung ».

Ce dernier a acquis une place officielle en Allemagne par la loi du 11 mars 1908. « Le tireur, ainsi que tout porteur d'un chèque, peuvent défendre qu'on paie le chèque au comptant en inscrivant sur le recto la mention transversale suivante « seulement pour compensation ». Dans ce cas le tiré ne peut liquider le chèque que par voie de compensation. La compensation vaut paiement au sens de la loi. La défense est irrévocable. Sa violation rend le tiré responsable du préjudice qui en résulte ».

La caractéristique propre de ce chèque, c'est donc qu'il ne peut plus être payé en argent. Il ne peut être que compensé. Il est plus sûr que le chèque barré, mais surtout il évite tout déplacement de fonds. C'est, semble-t-il l'antidote, par excellence, de l'inflation fiduciaire. Par suite, le moment serait bien choisi pour essayer d'en généraliser l'usage. Depuis de longues années déjà il y a tout un mouvement pour l'introduire dans la législation française. C'est surtout M. Bellom, professeur d'Economie industrielle à l'Ecole nationale supérieure des Mines qui s'est dévoué à cette tâche. Il a même adressé une pétition au Parlement par l'intermédiaire de M. Lebrun (1) et au Sénat par celui de M. Ribot. Dans

1. 4 novembre 1909.

un petit opusculé paru en 1913, le distingué professeur a excellemment montré les différences entre le chèque barré et le chèque de compensation : « Le chèque barré ne répond pas au même objet que le chèque de mise en compte, car s'il constitue une garantie contre le vol, il ne résout pas au minimum la consommation de monnaie, le banquier tiré étant libre de payer en espèces la somme inscrite au chèque ». Mais il faut reconnaître que le maniement du chèque de mise en compte, suppose dans un pays une éducation économique très avancée. Il n'est susceptible de se développer que si les capitalistes prennent l'habitude de ne pas garder de monnaies dans leurs caisses, de déposer en banque leurs fonds, à mesure qu'ils en ont et de se servir de chèques. Déjà la France connaît un instrument analogue au chèque de mise en compte : nous voulons parler des mandats rouges de la Banque de France. Les mandats rouges de la Banque de France ne se règlent pas en espèces : mais par virements. Mais ils ne fonctionnent que pour une clientèle assez clairsemée : établissements de crédit, agents de change, etc. Ils rendent déjà d'immenses services, puisqu'ils empêchent les funestes effets de la perte ou du vol. S'ils se développaient, l'on verrait moins d'attentats contre les garçons de recettes et les économies réalisées pour les paiements seraient très appréciables. Aujourd'hui ils présentent une utilité particulière, en ce qu'ils

permettent de ménager les billets de banque.

Mettre les risques à la charge des banques dans le paiement des chèques inciteraient celles-ci à préconiser davantage ces sortes de chèques, et l'on verrait peu à peu le chèque ouvert perdre du terrain, ce qui serait un avantage à tous égards.

Nous avons ainsi vu les mentions essentielles qui figurent sur les chèques. Il importe maintenant de rechercher qui peut émettre des chèques, sur qui ils peuvent être émis, et sur quel lieu.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE FONDS DES CHÈQUES

La première question est celle de la capacité active. Elle est dominée par celle de savoir à qui un compte peut être ouvert dans une banque. Les règles varient sensiblement selon les Etablissements de crédit et aussi selon la nature des comptes. A la Banque de France, on se montre plus rigoureux pour le compte courant qui implique généralement la faculté d'es-compte et pour le compte d'avances que pour le compte de dépôts de fonds. L'avance sur titre, par exemple, est refusée aux mineurs, même émancipés par le mariage ou autrement. Des formalités spéciales sont exigées, quelle que soit la nature du compte à ouvrir, des incapables, des femmes séparées de corps, des sociétés. Pour les Sociétés de commerce dites par actions et pour les Sociétés anonymes, une délibération spéciale du Conseil d'Administration doit désigner les personnes qualifiées pour les mouvements du compte. En résumé, un incapable peut avoir un compte en banque ;

mais le maniement de ce compte suppose l'intervention de son représentant légal. Il n'y a pas d'incapacité propre au chèque qui ne constitue pas par lui-même un acte de commerce. « L'émission d'un chèque, même d'un chèque tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas par sa nature un acte de commerce. Toutefois les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie en matière de lettres de change, sont applicables au chèque (1). Sont seules incapables de n'obliger comme tireur ou endosseur les personnes qui ne sauraient contracter des obligations civiles ou commerciales. Le tuteur qui n'est pas autorisé à faire le commerce au nom du mineur ou de l'interdit et ne peut par suite, signer en cette qualité une lettre de change a le droit de régler par voies de chèques toutes les opérations qu'il pourrait réaliser par d'autres moyens. Pour ce qui est de la femme mariée, le mari donne son autorisation lors de l'ouverture du compte. En ce qui concerne le prodigue, l'on admet qu'il peut tirer des chèques. On peut citer dans ce sens un jugement du Tribunal de la Seine du 23 janvier 1912 (2). « Le prodigue, quoique pourvu d'un conseil judiciaire, conserve l'administration de ses biens et la libre disposition

1. Article 4 de la loi du 14 juin 1865.

2. Dalloz, 1914, 279.

de ses revenus. Les fonds disponibles, que le prodigue a déposés à son compte courant dans une banque ne constituent pas un capital mobilier dont l'aliénation lui est interdite, mais des revenus dont il peut disposer.

« Par suite n'est pas nul le chèque que le prodigue a tiré payable sur les fonds alors qu'il y avait provision ». La nullité d'un chèque émis par un incapable ne peut être invoquée que par lui ou ses représentants légaux. Dans ce sens, l'article 225 du Code civil : « La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari ou par leurs héritiers. »

Encore l'incapable est-il comptable du profit qu'il a retiré de l'opération. Dans ce sens les articles 1241 et 1312 du Code civil : « Le paiement fait au créancier n'est point valable s'il était capable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier... Lorsque les mineurs, les interdits ou les femmes mariées sont admis en ces qualités, à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit... »

A La Haye, on ne s'étendit guère sur la question

de la capacité active ; on se borna à se référer aux règles admises en cette matière par le droit international privé. Quelles sont ces règles ? D'une façon très générale, les divers Etats estiment que la capacité des individus est réglée par leur loi personnelle. Dans ce sens l'article 3, § 2 du Code civil : « Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français même résidant à l'étranger. » On en a conclu par *a contrario* que la capacité des étrangers est régie en France par la loi de leur pays (1). Il a été décidé notamment que la validité intrinsèque des dispositions testamentaires doit être appréciée d'après la loi nationale du testateur telle qu'elle était en vigueur au moment de son décès (2). En matière de succession mobilière, les étrangers restent soumis même hors du territoire, à l'application de leur statut personnel (3). L'organisation de la tutelle et la représentation en justice des mineurs étrangers sont régies par les lois personnelles qui les suit en pays étranger » (4). On pourrait multiplier les décisions de justice, mais on n'aboutirait qu'à des redites inutiles. Il est acquis que la capacité des individus est déterminée par leurs lois personnelles. Par conséquence, pour savoir si un chèque a été à

1. Paris, le 25 mars 1888. D. P. 89. 2. 117. Paris, 26 mars 1891. D. P. 95. 1. 145.

2. Aix, 29 juin 1892. D. P. 92. 2. 473.

3. Paris, le 1^{er} février 1898. D. P. 1900, 145. Note de M. Sarrut.

4. Liv. r. 2 juin 1908. D. P. 1912. 1. 457. Note de M. Pic.

cet égard régulièrement émis on s'en référera à la loi du tireur...

Diverses difficultés se présenteront souvent ; tout d'abord il arrivera que des changements d'Etat se produiront entre l'ouverture du compte et l'émission du chèque : changements d'état qui feront un incapable de quelqu'un qui était alors capable.

Ces modifications dans la capacité ne feront pas obstacle à la validité du paiement des dits chèques si elles sont restées inconnues du tiré : « Le banquier, à qui l'on demande l'ouverture d'un compte, a le droit et le devoir de s'informer de la capacité de son client éventuel ; mais ses obligations s'arrêtent là ; il n'a pas à suivre au jour le jour l'état civil de sa clientèle ; ce serait une tâche impossible. Donc les changements de capacité qui pourraient se produire au regard du tireur de chèque entre l'instant de l'ouverture du compte et celui de la création du chèque n'empêchent pas le tiré de payer ; à moins qu'il ne soit démontré qu'il les ait connus. On peut citer dans ce sens un intéressant jugement du Tribunal civil de la Seine du 5 mars 1892, concernant le paiement de chèques tirés par une femme mariée sur un compte ouvert alors qu'elle était célibataire : « Attendu que le changement survenu dans l'état et la condition de la cliente par son mariage n'a pas été notifié à la Société, que le demandeur n'établit pas aucun document probant que celle-ci savait et

connaissait, en payant les chèques, qu'elle ne faisait pas un paiement valable ; que les nécessités de la pratique courante ne comportent pas la production par les tireurs de chèques d'actes de notoriété ou autres certifications établissant à chaque émission leur état et leur capacité... »

Donc, les modifications de capacité survenues entre l'ouverture du compte et la création des chèques sont sans influence, à moins qu'elles n'aient été portées à la connaissance du tiré. Et il en est de même de celles qui se produiraient postérieurement à l'émission du chèque. Diverses hypothèses doivent d'ailleurs être envisagées : 1° le tiré n'a pas eu connaissance des changements d'Etat ; il peut payer sans encourir de risques ; 2° il en a été averti par les ayants droit et intéressés : il doit refuser de payer ; 3° ces modifications de la capacité sont venues à la connaissance du tiré, par une autre voie que l'opposition ou la notification.

Dans ce dernier cas, les solutions admises par les diverses législations sont très variables. D'après la loi autrichienne du 3 avril 1906, le décès du tireur ou son incapacité survenus après la création du chèque ne dispensent pas le tiré de payer. Il en est différemment dans l'hypothèse de la faillite. L'Allemagne admet un système analogue, et fait aussi une place à part à la faillite. En Angleterre, d'après le Bills of exchange, act of 1882 sect. 75, le décès du client

s'oppose à ce que les chèques émis par lui soient désormais payés. Le banquier les retourne avec la mention « tireur décédé », et cela de quelque manière qu'il ait eu la nouvelle du décès (1). Il en est de même de la folie du client qui vient à être interné : il n'est pas nécessaire qu'il soit interdit. En cas de faillite déclarée du tireur ou même de cessation de paiement connue du banquier, le chèque doit être déshonoré. Il n'est pas indispensable qu'il y ait eu un avis officiel ; il suffit que la chose soit certaine. Il y a comme on voit de profondes différences entre les législations austro-allemandes et anglaises. Les deux tiennent compte de la faillite ; mais l'anglaise fait aussi état du décès, et de l'incapacité survenue après l'émission alors que l'austro-allemande n'y attache pas d'effet : « c'est que pour elle » le mandat ne prend pas fin par le décès ou l'incapacité survenue d'une des parties » (2).

Quoique les solutions ci-dessus indiquées soient partiellement du moins en contradiction, il semble pourtant qu'elles se rattachent toutes à la théorie du mandat. Seulement en Angleterre le décès ou l'incapacité postérieure mettent fin au mandat, tandis qu'il en est autrement en Autriche et en Allemagne.

En France, l'analyse qu'on donne du chèque est moins simple. Sans doute on le tient aussi pour un

1. Question du « Banking practice », 1094-96 et 1096.

2. Art. 791 du Code civil allemand.

mandat ; mais seulement quand on le considère dans les relations du tireur ou du tiré. Si on l'examine dans les rapports du tireur et du bénéficiaire, il apparaît comme une cession de séance : à cet égard, il équivaut à un abandon complet des droits afférents à la partie de l'avoir sur lequel il porte. Chacune de ces conceptions emporte des conséquences diverses et même contradictoires et c'est ce qui fait la difficulté du problème. D'une part le mandat finit par le décès, l'interdiction ou la déconfiture du mandant ; dans ce sens l'article 2003 du Code civil : le mandat finit par la révocation du mandataire, par la renonciation de celui-ci au mandat ; par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant soit du mandataire. D'autre part, la cession de créance du tireur contre le tiré au profit du bénéficiaire est parfaite dès l'émission du chèque. D'après un jugement du tribunal de Grenoble du 9 juillet 1909, le paiement par chèque s'accomplit au moment où il est reçu et non pas à celui où il est encaissé, le chèque étant une véritable monnaie fiduciaire assimilable au billet de banque » ; de telle sorte que de ce point de vue, le décès, l'incapacité, la faillite du tireur ne peuvent exercer aucune influence sur la situation du cessionnaire. Ce point est certain même dans l'hypothèse la moins favorable : celle de la faillite (1).

1. Orléans, 28 mai 1909, *Gazette des Tribunaux*, 27 août 1909.

En fait, les banques françaises payent, mais à notre sens, à leurs risques et périls ; car, surtout en cas de décès le détournement par le moyen du chèque est fort à redouter. Il est alors facile de se servir d'un carnet de chèque du mort, d'antidater les formules, quand il s'agit de personnes qui vivent près de lui et par suite connaissent sa signature.

En résumé, la question de la capacité active en matière de chèque doit rester une question de droit personnel ; il n'est guère possible d'arriver sur ce point à une législation internationale pour une double raison ; d'abord les incapacités sont loin d'être les mêmes dans les différents pays ; le droit n'est guère susceptible d'unification sur ce point ; car les incapacités sont souvent la dépendance de trop de conditions physiologiques et psychologiques et sociales essentiellement variables. En second lieu, l'on n'est pas d'accord sur la nature juridique du chèque, et il n'y a pas d'espérance sérieuse qu'on le soit de sitôt ; de telle sorte que les conséquences pratiques ne peuvent être que divergentes.

Non moins délicat est le problème de la capacité passive, parce que la solution qu'il recevra dépendra en grande partie la possibilité pour le chèque d'avoir un rôle économique important. Trois conceptions sont en présence ; dans l'une, on admet que le chèque puisse être tiré sur n'importe qui, c'est le système adopté par la France et par la Roumanie,

du moins pour ce qui est du chèque ouvert : « Quiconque possède des sommes d'argent disponibles dans une banque ou chez n'importe quelle personne pourra disposer de ces sommes en total ou en partie, à son bénéfice personnel ou au bénéfice d'un tiers, par un chèque » (1). « Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectueur le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré, et disponibles (2). »

L'autre conception est la conception anglo-américaine : le chèque ne peut être tiré que sur banquier.

Enfin, il y a une sorte de système mixte, qui est celui de l'Italie et qui permet le tirage sur banquiers et sur commerçants : « Quiconque a une somme d'argent disponible dans une maison de banque ou chez un commerçant peut en disposer à son profit personnel ou au profit d'un tiers à l'aide d'un mandat de payement, *assegno bancario* chèque (3). A La Haye, en 1912, les trois systèmes trouvèrent des défenseurs. M. Lyon-Caen l'un des délégués français, estimait que la solution anglaise était la meilleure théoriquement ; mais pour des raisons d'ordre pratique, il ne lui paraissait pas possible de la généraliser : « On tient en France à conserver le chèque tiré sur une

1. Article 364 du Code de commerce roumain.

2. Article 1^{er} de la loi française du 14 juin 1865.

3. Chèque. Article 339 du Code de commerce italien.

personne quelconque pour des raisons fiscales. » On sait, en effet, que pour les chèques le timbre est fixé : 0 fr. 10 s'il est sur la même place ; 0 fr. 20 s'il est de place à place ». « Les chèques sur place continueront à être timbrés à 0 fr. 10 (1). Il y a même des pays comme la Norvège et le Danemark, dans lesquels le chèque n'est pas soumis à un droit de timbre. Au contraire, les lettres de change sont partout soumises au timbre et même souvent à un timbre proportionnel. Un autre délégué français, M. Ernest Picard disait dans le même ordre d'idées : « du jour où la lettre de change à vue serait soumise à un droit fiscal fixe, le commerce français pourrait se passer plus facilement du chèque. » Bref, la règle du tirage sur n'importe quelle personne n'était défendue par des raisons doctrinales ; on désirait pas la voir maintenir que pour des motifs d'économie. Depuis, le Gouvernement de la République a été amené à déposer un projet de loi tendant à interdire l'émission de chèques sur toutes personnes autres que les banquiers, les agents de change, le Caissier payeur central du Trésor public, les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances (2). Voici l'exposé des motifs : « La loi du 14 juin 1865 ne distinguant pas, le chèque peut être tiré sur toute personne quelle que soit sa profession et quelle que soit la

1. Article 8 de la loi du 19 février 1874.

2. Session ordinaire, séance du 16 juillet 1918, annexe 4852.

nature de l'opération suivant l'émission du chèque ; il suffit qu'une provision ait été constituée. D'autre part, toute créance peut servir de provision à un chèque dès lors qu'elle est exigible au moment où le chèque est tiré et que le débiteur a mis les fonds à la disposition de son créancier. C'est ainsi qu'en principe un fournisseur peut tirer un chèque sur son client, un vendeur d'immeuble sur l'acheteur resté débiteur du prix. Notre législation est à peu près la seule qui admet une pareille extension du chèque... »

Et le rédacteur cite avec éloges la législation anglo-américaine qui ne permet le tirage que sur banquier, puis il poursuit : « La France a commencé à s'orienter dans ce sens en autorisant, par la loi du 30 décembre 1911, la création de chèques barrés qui ne peuvent être tirés que sur banquier et ne peuvent être encaissés que par un banquier. Mais le chèque barré demeure une simple faculté pour les parties et l'usage ne s'en est pas généralisé. Bien au contraire, c'est la pratique des chèques tirés sur d'autres personnes que les banquiers qui s'est répandue de plus en plus, au point de constituer pour le Trésor public un véritable danger. Les chèques bénéficient en effet, au point de vue fiscal, d'un régime exceptionnel ; de là une tendance marquée à substituer les chèques aux effets de commerce et aux quittances pures et simples. Depuis que les articles 18 et 19 de la loi du 31 décembre 1917 ont d'une part porté de 5 centimes pour

100 à 0 fr. 20 le droit de timbre proportionnel des effets de commerce, et d'autre part transforme le droit de timbre gradué des quittances en droit proportionnel de 0 fr. 20 pour 100, l'intérêt de la fraude s'est accru. Cette réforme, indispensable au point de vue financier, ne paraît devoir soulever aucune objection soit au point de vue juridique, soit au point de vue économique ». Donc, depuis La Haye, l'opinion du Gouvernement français s'est modifiée complètement et c'est lui qui prend aujourd'hui l'initiative de préconiser l'adoption du système anglais. Il le fait pour des raisons d'ordre fiscal, le tirage sur personne quelconque lui faisant perdre des sommes considérables, parce que le chèque est détourné de sa fonction propre et se trouve substitué aux autres effets de commerce et aux quittances. En effet, plus il y a d'écart entre les droits qui frappent ces différentes monnaies fiduciaires, et plus l'intérêt qu'il y a à se servir du chèque est grand. Le projet ministériel n'a pas jusqu'ici été voté. Les oppositions étaient vives dans les milieux d'affaires.

On peut observer que dès La Haye, la Belgique, qui a sur le chèque la même législation que la France, ne demandait pas mieux que d'y renoncer. Le système anglais lui paraissait préférable. « Cette mesure contribuera à développer l'emploi du chèque et simultanément chez les particuliers l'habitude d'avoir un compte en banque et ainsi une réduction notable

du nombre des paiements en espèces pourra être obtenue ».

C'est l'évidence même ; que les particuliers prennent l'habitude de ne garder chez eux que des sommes infimes, qu'ils portent le surplus dans les banques et du même coup, leur propre sécurité est accrue. Ils n'ont plus à redouter ni l'incendie, ni le vol ; ils peuvent être assurés de rentrer dans leurs fonds, à la condition bien entendu qu'ils aient bien choisi les établissements de crédit dans lesquels ils placent leur confiance. Leurs paiements réciproques pourront désormais se faire par virements ; ce qui économiserait le numéraire trop abondant aujourd'hui (1). Les changes pourraient se rétablir peu à peu et la vie deviendrait moins chère. Car il est difficile de contester que lorsque la monnaie devient trop abondante, sa valeur et dépréciée et en conséquence les prix de toutes choses montent. D'autre part, les encaisses des Banques devenant plus importantes, le crédit serait à bon marché, de telle sorte que l'intérêt particulier et l'intérêt social se trouvent ici d'accord et exigent que l'on favorise par tous moyens l'accumulation des capitaux dans les Banques, pour que de là, ils s'en aillent alimenter les diverses branches de l'industrie.

1. Avec la situation d'aujourd'hui, le rôle monétaire de la Banque d'Etat est tellement réduit, qu'on se demande si l'autre rôle bancaire ne devrait plus exister, pour laisser la place exclusive à l'autre ? V. notre prochain travail : *La Mécanique sociale*.

Il est notable que malgré tous ces avantages, de nombreuses délégations se prononcèrent à La Haye pour la possibilité du tirage sur n'importe qui. Dans ce sens, la Hongrie (1), le Danemark, la France, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, et la Suisse, donc huit pays.

Il y eut une majorité contre, mais elle fut petite : onze pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Angleterre, Italie, Luxembourg, Mexique, Russie, Siam et Turquie.

En somme il y eut presque partage des voix. On en trouve tout au long les raisons dans les actes de la Haye ; notamment dans le rapport Carlin-Mayer « Sur qui un chèque peut-il être tiré ? » Nous rencontrons ici deux opinions différentes. Selon la première, un chèque peut être émis sur une personne quelconque. Cette opinion se base sur ce que ce système s'est implanté dans une série de pays par suite des exigences du commerce et sans qu'il ait jamais donné lieu à des inconvénients d'autre nature ». On pourrait soutenir que les rapporteurs sont ici trop optimistes et que le système du tirage sur n'importe quelle personne a empêché le chèque de donner son entier rendement, ce qui n'est pas un mince désavantage. Quoi qu'il en soit MM. Carlin-Mayer, se bornant à résumer ce qui a été dit dans

1. Hongrie, Siam, Luxembourg, étaient représentés, mais la Roumanie, non. Voir notre prochain travail *La Mécanique sociale*.

les débats, continuent ainsi : « On fait valoir que les pays n'aimeraient pas renoncer à cette faculté en privant ainsi le public d'avantages auxquels il est habitué. De plus, il serait difficile de déterminer les catégories de personnes sur lesquelles un chèque pourrait être émis. Limiter, par exemple, ces catégories aux personnes ou aux maisons inscrites dans les registres du commerce, serait, pour les pays où ces registres n'existent pas, chose impossible ».

L'opinion opposée fait valoir que des raisons économiques exigent que les chèques ne puissent être émis que sur certaines catégories de personnes. Le but principal du chèque est d'éviter le maniement d'espèces et de faciliter la compensation des créances. Le but n'est véritablement atteint que s'il n'est fait usage du chèque que dans les milieux où se concentrent les fonds d'un grand nombre de personnes. Si on admet que le chèque par exemple, peut être tiré sur une personne quelconque, on arrive plutôt à une décentralisation de ces fonds, ce qui serait contraire au but poursuivi. Le fait que, pour pouvoir tirer un chèque, il faut avoir des fonds disponibles chez un tiers, amène naturellement à n'admettre que des chèques émis sur des catégories de personnes chez lesquelles ces fonds s'accumulent, c'est-à-dire les banquiers et les « Maisons de Banque ». Voici les arguments dans les deux sens nettement formulés : Pour permettre le tirage sur une personne

quelconque, on n'invoque que des motifs d'ordre pratique et surtout fiscal ; pour limiter le tirage aux banquiers l'on fait appel à la fonction propre du chèque.

L'un des délégués de la Hongrie, M. de Nagy, insista tout particulièrement pour que l'on maintint la possibilité du tirage sur n'importe quelle personne. Il fit d'abord observer qu'au moment d'élaborer sa loi sur le chèque, la Hongrie trouva impossible d'attribuer à tous les particuliers la capacité d'être tirés. La question fut alors examinée par une conférence des associations économiques, savoir la *Mitteleuropäische wirtschaftervereine* » qui comprend des économistes et des personnalités de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie. Cette conférence proposa un système qui, tout en étant restrictif, n'allait pas jusqu'à frapper de nullité un chèque tiré sur une personne ne réunissant pas les qualités requises. D'après ce système, un chèque ne doit être tiré que sur une banque, un banquier, ou un établissement de crédit ; mais un chèque tiré sur une autre personne n'est pas nul ; seulement il est soumis à une amende fiscale de 3 o/o. Cette solution transactionnelle a été adoptée par les législations allemande et hongroise. M. de Nagy estimait, en outre, que la solution de ne pas admettre des restrictions à la capacité passive a l'avantage d'éviter les difficultés qui se présentent au sujet de la définition du terme banquier. Le sens de ce mot varie singu-

lièrement d'un pays à l'autre. En Angleterre, par exemple, il ne comprend pas les personnes qui font des spéculations à la Bourse. En Hongrie, au contraire, un commerçant de ce genre est considéré comme banquier. En Autriche (1), la loi sur le chèque définit le banquier : « une personne qui, de par sa profession s'occupe de transactions de banquier (2) ». On n'est pas beaucoup plus avancé. Le terme était défini par lui-même. Il en est à peu près de même en Angleterre. Le banquier c'est une personne ou une association de personnes se livrant aux affaires de banque. On voit que de ce chef les difficultés seraient nombreuses ; il n'y a pas de criterium universellement admis qui permette de dire quand on est en face d'un banquier. En France, avant la loi créant le registre du commerce il suffisait de louer un bureau, d'installer quelques vagues guichets et employés pour pouvoir s'intituler banquier. Aujourd'hui c'est encore la même chose, sauf qu'il faut y joindre certaines déclarations.

A la Haye, les délégués des pays scandinaves déclarèrent attacher beaucoup de prix au maintien du système admettant la création de chèques tirés

1. Dans les Annexes nous ne citerons la législation de l'Autriche concernant ce sujet, car nous considérons, que le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne sera un fait prochainement acquis ; mais seule la naïveté des Alliés, malgré la marche des événements, peut encore ne pas prévoir cette solution : L'Autriche convoite leur argent par leur protection.

2. « Banquiersgeschäfte ».

sur des particuliers et pour trois raisons : 1° On a trouvé que le mot banquier était particulièrement difficile à définir. Il y a des personnes qui sous certains rapports, peuvent être considérés comme banquiers, mais qui cependant ne tombent pas sous une définition stricte de ce mot ; 2° dans les pays du Nord, il existe des établissements industriels qui n'ont pas de banque dans leur rayon et qui, pour effectuer certains paiements, certaines transactions, font émettre à leurs employés des chèques tirés sur eux-mêmes ; 3° puisque la majorité des Etats qui donnent la préférence à un système restrictif ne désirent pas frapper de nullité les chèques tirés sur les particuliers, les pays scandinaves estiment qu'il ne faut pas insérer des restrictions dans la loi, mais laisser aux lois nationales le soin de faire les restrictions qu'elles jugeront nécessaires au point de vue fiscal ».

Le point de vue du tirage exclusif des banquiers fut défendu par un délégué allemand M. Fischel : « Le chèque doit être un instrument de paiement ; il doit servir à remplacer les paiements en numéraire ; il a donc un but économique. On ne saurait atteindre ce but qu'en se tenant très étroitement dans certaines lignes. Il est nécessaire qu'un grand nombre de personnes déposent leur argent dans des banques et, au lieu de faire leurs paiements en espèces, qu'elles tirent sur ces banques des chèques pour effectuer tous les paiements qu'autrement elles

feraient en espèces. C'est la véritable nature du chèque. Il est évident que ce principe clair et net n'empêcherait jamais que dans la pratique on ne crée aussi des titres dont le vrai caractère est un peu autre et que ceux-ci n'aient l'apparence d'être des chèques. On ne veut pas en Allemagne invalider ces chèques et cela pour une raison fort importante. Comme il serait quelquefois difficile pour le preneur, surtout quand il s'agit de tirages faits d'un pays sur un autre, de vérifier si le tiré est un banquier ou non, on ne voudrait pas que le droit de porteur soit détruit par l'ignorance de ce fait. Voilà le point où le fisc intervient pour faire la distinction nécessaire ; les simili-chèques sont assujettis au timbre proportionnel prévu pour les lettres de change. Il n'y avait pas de raison de privilégier des titres qui ne se prêtent pas au but voulu. M. Lyon-Caen a très bien dit qu'il serait utile que les dispositions de la loi pussent servir à une propagande pour multiplier les chèques qui servent à remplacer le paiement effectif. Cette propagande est beaucoup aidée par la loi, si elle ne parle que de chèques tirés sur des banques et qu'on voit clairement que c'est par exception qu'on reconnaît le même caractère aux chèques tirés sur d'autres personnes. La porte ne doit pas être toute ouverte mais un tout petit trou. »

Une thèse intermédiaire fut soutenue et qui eût consisté à permettre de tirer non seulement sur des

banquiers, mais aussi sur des commerçants. Sept délégations se prononcèrent pour, représentant les pays suivants : Danemark, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Huit se prononcèrent contre, représentant l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Luxembourg, la Russie, et la Turquie. Il y eut quatre abstentions, Angleterre, Italie, Mexique et Siam... L'une des abstentions est particulièrement notable : celle de l'Italie dont la législation admet le tirage sur banquiers et sur commerçants. Il est certain qu'il y a de tout petits banquiers et de fort gros commerçants ; de telle sorte que de prime abord l'on peut être tenté d'étendre à ces derniers la faculté d'être tirés. Quand en France, par la loi de 1911, on a restreint aux seules banques la capacité passive, il s'est élevé des protestations dans le monde du commerce : « Cette dernière restriction, bien loin de réaliser un progrès, constitue un recul considérable sur l'état de choses présent. Je prends un exemple que je connais : Un fabricant de lainage du Cambrésis vend une partie importante de sa production à 400 ou 500 maisons de la province. Il se couvre à échéance en chèques tirés généralement sur ses acheteurs. Ces chèques sont tous barrés. Pourquoi dans ce cas particulier, qui n'est pas exceptionnel, interdire l'emploi du chèque barré, sous prétexte que le tiré n'est pas un banquier. Tout particulier ou tout commerçant non

banquier peut être sans inconvénient tireur ou tiré d'un chèque barré. La seule condition nécessaire à la sécurité de la transmission du chèque est de pouvoir stipuler que le barrement qu'un chèque ne peut être présenté au paiement que par un banquier » (1).

Donc même pour le chèque barré, il s'est trouvé des hommes d'affaires qui eussent désiré que le tirage pût se faire sur n'importe quelle personne. C'est dire quelle résistance rencontrera le projet du gouvernement que nous avons étudié ci-dessus et qui aurait pour objet de limiter la capacité passive aux banquiers et à certains détenteurs des fonds du public. A tout le moins, devrait-on par tous les moyens pousser les particuliers et les commerçants tirés à domicilier leurs effets dans les Banques.

Il est intervenu en France une loi dans ce sens : la loi du 26 juillet 1917 qui a assimilé en matière de chèque barré les agents de change aux banquiers et permis, lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement soit à la Banque de France, soit dans une Banque ayant un compte à la Banque de France, sans qu'il y ait lieu à un droit de timbre supplémentaire. Il s'agissait en effet de remédier à une situation fâcheuse ainsi décrite dans l'exposé des motifs : « Dès que la loi de 1911 fut

1. Alfred Seydoux, Rapport à la Chambre de commerce de Cambrai, mai 1911.

promulguée, la Chambre de compensation des banquiers de Paris s'est préoccupée d'un cas : Un banquier à qui l'on présenterait un chèque barré pourrait-il le domicilier chez un membre de la Chambre de compensation en inscrivant la mention : accepté, payable à mon débit à telle banque, membre de la Chambre de compensation ? » L'administration du timbre répondit par l'affirmative en ajoutant qu'un supplément de timbre serait dû : Le chèque est un acte rédigé sur timbre ; or, l'apposition de la formule de domiciliation constitue un nouvel acte et l'article 230 de la loi du 13 brumaire (an VII) porte : « Il ne pourrait être fait, ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire ». Désormais la domiciliation ne donne plus ouverture à un droit de timbre supplémentaire.

En résumé, l'idéal serait de limiter la capacité passive aux seuls banquiers : le chèque pourrait alors pleinement jouer le rôle qui lui est propre ; mais les résistances sont vives dans le monde des affaires et les gouvernements sont obligés de composer. Il est à prévoir pourtant que cette réforme se fera à cause des extraordinaires besoins d'argent des Etats. Ils ne sont plus en situation de laisser échapper la moindre source de recettes.

Nous avons vu qui pourrait être tireur et qui pouvait être tiré : il reste à dire sur quel lieu le chèque

peut être lancé. Cette question est réglée par l'article 3 de la loi du 14 juin 1865, et l'article 6 de la loi du 19 février 1876. Du moins pour ce qui concerne la France. Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place. Cette disposition ne nécessite pas de commentaires ; mais elle entraîne des conséquences quant au timbre et quant aux délais de présentation. Les chèques de place à place sont assujettis à un droit de timbre fixe de 20 centimes. Les chèques sur place continueront à être timbrés à 10 centimes ; quant aux délais de présentation ils sont respectivement de cinq et de huit jours : « Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu » (1). Voici ce qu'écrivent MM. Lyon-Caen et Renault à ce sujet : « Le premier devoir du porteur d'un chèque est d'en réclamer le paiement dans un délai très court. La brièveté de ce délai donne une grande importance à la date du chèque. Le délai fixé par la loi pour la présentation de la lettre de change à vue est beaucoup plus long ; il est en principe de trois mois. Plusieurs raisons expliquent la brièveté du délai de la présentation pour les chèques. D'abord, elle marque la différence entre le chèque, instrument

1. Article 5 de la loi du 14 juin 1865.

de paiement et la lettre de change, instrument de crédit. Du reste le tireur est intéressé à ce que le délai de paiement soit très bref ; il est garant du paiement du chèque ; il faut que sa responsabilité soit promptement dégagée. Enfin l'intérêt des Banques de dépôt serait compromis, si, dans un moment de crise, on leur présentait en même temps, les chèques émis sur elles pendant plusieurs semaines ou même plusieurs mois ». Les savants auteurs observent que « le chèque à raison de la brièveté de délai accordé pour le présenter, n'est pas, au même degré que la lettre de change, un titre pouvant circuler facilement dans plusieurs pays » (1). Mais on peut tirer des chèques entre pays voisins, par exemple émettre un chèque de Paris sur Genève ou Bruxelles. Il arrive même que des chèques sont tirés de pays très lointains ; ils produisent leurs effets, parce que lorsque le tiré paie, ce qui est le cas le plus fréquent, aucune déchéance n'est opposable au porteur qui n'a pas observé les délais prescrits par la présentation.

La loi de 1874 (2) s'est occupée spécialement des chèques tirés d'un pays étranger sur la France. A ces chèques on applique la règle française, par dérogation à l'adage « *locus regit actum* ». Seulement ce n'est pas lors de la création que ces chèques doivent être revêtus d'un timbre français, c'est lors-

1. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*

2. Article 9.

qu'ils pénètrent en France : ils doivent être timbrés avant tout endossement fait en France. Quel timbre doit être apposé ? Le timbre fixe de 20 centimes. Il faut pour cela que l'effet soit conforme aux définitions des lois de 1865 et de 1874 : autrement il est soumis au timbre proportionnel de 5 centimes par 100 francs (1).

La loi ne s'est occupée ni des chèques tirés de la France sur l'étranger, ni des chèques tirés de l'étranger sur l'étranger et transitant seulement en France. Quant aux seconds le silence de la loi française implique qu'ils échappent à ses dispositions et qu'à la différence des lettres de change ne faisant que transiter en France, il ne sont pas soumis aux droits de timbre français.

Il importe maintenant de rechercher quelles sont les conséquences qui sont encourues, lorsque la présentation ne se fait pas dans les délais. La loi du 14 juin 1865 est précise à cet égard : elle décide que le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après les dits délais. En résumé, comme l'observent encore MM. Lyon-Caen et Renault dans le même endroit, le chèque malgré l'inobservation du délai de présentation, reste valable et le tiré demeure

1. Il y a eu une augmentation depuis.

tenu de le payer, mais le porteur négligent encourt certaines déchéances. Ainsi son recours contre les endosseurs est toujours perdu, sans qu'il y ait aucune justification à faire ; cela est d'accord avec la règle admise à l'égard du porteur d'une lettre de change, ou d'un billet à ordre quand il est négligent et cela s'explique de la même manière. Quant au tireur, la loi distingue : il ne peut opposer la déchéance qu'autant que la provision a péri par le fait du tiré après les détails accordés pour la présentation du chèque. Par ces expressions un peu obscures, la loi vise le cas de faillite du tiré auquel il faut assimiler celui de la liquidation judiciaire, par identité de raison. La faillite ou la liquidation judiciaire mettent obstacle au paiement des dettes du failli ou du liquidé : on peut dire qu'elles entraînent la perte de la provision. Mais la déchéance du porteur n'est encourue à l'égard du tireur que lorsque la faillite ou la liquidation judiciaire a été déclarée après les délais de présentation.

En Allemagne, la sanction n'est pas absolument identique : le porteur négligent perd toujours son recours contre le tireur, mais il garde l'action dite d'enrichissement sans cause. Il y a plutôt une différence de forme que de fond.

A La Haye en 1912, les questions de présentation et de délais furent soigneusement étudiées, car elles sont fort pratiques. Pour ce qui est des délais, l'on

adopta la solution suivante : présentation obligatoire dans les dix jours, sauf la faculté pour les lois nationales de fixer un autre chiffre. Bref, l'on essaya tout à la fois de conserver au chèque son caractère d'instrument de paiement et de tenir compte de l'éloignement des pays et des différences dans la rapidité des communications. Il s'agissait d'aboutir à un compromis qui respectât autant que faire se pouvait, tous les légitimes intérêts en présence.

Quant à la présentation et au non-paiement, ils doivent être constatés : 1^o soit par un acte authentique (1) ; 2^o soit par une déclaration datée et écrite sur le chèque avec l'indication du jour de la présentation ; 3^o soit par une déclaration datée d'une chambre de compensation constatant que le chèque a été remis en temps utile et qu'il n'a pas été payé. On voit qu'une certaine latitude est laissée pour ce qui est des formes de la présentation et aussi par la constatation du non paiement, de manière à ne pas aller à l'encontre des habitudes reçues dans les divers pays. On se trouve ici dans le domaine propre de la pratique et l'on ne saurait faire mieux que de reprendre les solutions admises pour la lettre de change : le problème est en effet sensiblement le même. Il faut ajouter que l'on est ici dans la sphère des voies d'exécution et que par conséquent l'on doit réserver aux législations locales une place prépondérante.

1. Protêt, faute de paiement.

CHAPITRE IV

DE LA PROVISION

A quelles conditions un chèque peut-il être tiré ? C'est la question capitale qui se pose maintenant et que nous devons résoudre.

Tout d'abord, il est nécessaire, semble-t-il, qu'il y ait une convention préalable entre le tireur et le tiré permettant d'user de ce mode de paiement. C'est du moins ce qui fut admis à La Haye : « Le Comité a unanimement reconnu que les fonds ne suffisaient pas, mais qu'il fallait une convention expresse ou tacite, d'après laquelle le tireur était autorisé à émettre un chèque sur le tiré (1). Se prononcèrent pour la double condition de convention préalable et de fonds disponibles les délégations des pays suivants : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil, France, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Russie, Siam, Suède, Suisse, Turquie. Il n'y eut guère qu'une opposition celle du Danemark. Quant à l'Angleterre elle s'abstint.

1. Rapport Carlin et Mayer.

Cette convention préalable n'est pas nécessairement expresse ; elle peut être tacite. Elle est même présumée dans la généralité des cas : par cela même que les banques délivrent des carnets de chèques, elles autorisent à tirer sur elles.

Voici les conditions dans lesquelles les établissements de crédit remettent habituellement des chèques. Un carnet de chèques n'est délivré que contre un reçu qui indique le nombre, la nature, les numéros et la série des vignettes. Il a été jugé par le Tribunal civil de Lyon (1) et par la Cour de la même ville (2), au sujet du paiement d'un faux chèque, qu'un banquier ne saurait invoquer l'imprudence de son client ; soit pour supprimer, soit pour atténuer sa responsabilité, quand il se trouve dans l'impossibilité d'établir, au moyen d'un reçu délivré par son client, qu'il a remis à ce dernier un carnet contenant un nombre déterminé de chèques. En principe la délivrance des carnets de chèques ne devrait être faite qu'au titulaire du compte ou à son représentant qualifié. Mais dans la pratique, les banques sont moins sévères : pourvu que la signature du reçu paraisse émaner du titulaire du compte ou de son fondé de pouvoir, elles délivrent les carnets au mandataire tacite, qui en qualité d'employé, de fils ou d'épouse du titulaire a déjà touché des chèques pour

1. 26 janvier 1889.

2. 4 décembre 1889.

son compte. Bref, on remet des carnets de chèques dans les mêmes conditions que l'on paie des chèques établis à l'ordre du tireur et acquittés par lui. Cependant les risques sont plus grands dans la délivrance d'un carnet que dans le paiement d'un chèque déterminé. Il pourra arriver en effet assez aisément qu'une personne de l'entourage du client se présente, avec une soi-disant lettre de lui, demandant un carnet de chèques ; qu'il revienne vingt-quatre heures après avec un soi-disant reçu et qu'enfin il émette un certain nombre de chèques frauduleusement, avant que le titulaire du compte ne s'en aperçoive. Le tout est que le faussaire sache imiter exactement la signature du client de la Banque. Pourtant la jurisprudence a consacré l'usage de délivrer un carnet de chèques à l'employé porteur d'une décharge semblant régulière en vertu de l'adage : *error communis facit justitia*.

Les banques n'envoient pas volontiers les carnets de chèques par la poste, parce qu'elles ne sont alors couvertes qu'après un certain délai ; il pourrait se faire que le carnet soit dérobé en route, et d'autre part les clients ne se pressent souvent pas d'envoyer la décharge. Dans la pratique, les Etablissements de crédit prennent souvent la précaution d'expédier le carnet par pli recommandé et avec accusé de réception. Dans ce cas, les risques sont atténués.

Les Etablissements de crédit ont coutume de donner à leur clientèle certains conseils sur les dangers

que présentent la perte ou le vol des chèques. Cette pratique est surtout fréquente en Angleterre. En voici un exemple emprunté à la « London County and Westminster Bank C^o ». Pour empêcher les fraudes et les faux, votre attention est appelée sur les précautions suivantes :

« Que tous les chèques en blanc soient gardés sous clef.

Que le corps du chèque soit toujours rempli par vous-même ou par une personne autorisée par vous et dont l'écriture nous soit connue ;

Qu'en tirant un chèque, vous veuillez bien commencer l'inscription du montant en lettres et en chiffres aussi près que possible de la marge gauche pour empêcher l'inscription d'une somme plus élevée.

Pour votre sécurité, quand vous envoyez les chèques par la poste ou les négociez au loin par une autre voie, vous devez les barrer. »

En France, la mode n'est pas comme en Angleterre, de donner des conseils à la clientèle, encore que certains établissements le fassent. D'une manière plus générale, les banques essaient, sous une forme ou une autre, de dégager leur responsabilité, s'il y a imprudence de leurs clients. Voici ce qu'on a écrit en faveur de cette pratique. Le banquier, libre de subordonner à des conditions l'ouverture d'un compte, dit à son client : « Je vais mettre à votre

disposition des facilités qui ne sont pas exemptes de risques pour vous et pour moi. Des surprises sont à craindre. Obligé de vous confier ce qui constitue ma principale sauvegarde, le document composé de façon à prévenir la fraude, j'entends être couvert, non seulement dans le cas où votre négligence serait la cause principale du préjudice, vous auriez alors en dehors de toute convention à en répondre, mais même en l'absence de toute faute de votre part. » On a soutenu qu'il n'y avait rien là de contraire à l'ordre public : nous essaierons de démontrer plus loin que les Tribunaux ne devraient admettre qu'avec une extrême réserve les clauses de décharge de responsabilité. Ces clauses figurent généralement, soit sur la couverture des carnets de chèques, soit sur le reçu souscrit lors de la délivrance des formules. La Banque de France use de l'une et de l'autre précaution ; sur le carnet et le reçu, elle inscrit la mention suivante : « La Banque de France n'est pas responsable du préjudice qui pourrait résulter de la perte ou de la soustraction des chèques, si elle n'a pas été prévenue à temps pour en refuser le paiement. »

Quelle est la portée d'une telle clause ? Incidemment M. Planiol a examiné cette question à deux endroits de son *Traité élémentaire de droit civil*, t. II-1^{er}, n° 245 ; *Conventions relatives aux fautes*. « On admet en principe, que le débiteur peut, par une clause formelle de la convention, s'exonérer des

conséquences de ses fautes (1). Mais il a été jugé que cette clause d'exonération n'est pas valable pour la faute lourde (2). En effet celle-ci est traditionnellement assimilée au dol : *culpa lata dolus est* (3), et que par suite on doit en être responsable d'une manière tout aussi absolue. C'est le principe qui a soutenu M. Labbé dans sa note de l'arrêt précité. Toutefois cette assimilation de la faute lourde et du dol a été quelquefois contestée (4) pour le contrat de transport.

2. N° 882. *Clauses d'irresponsabilité*. — En matière contractuelle, la jurisprudence admet la validité des clauses d'irresponsabilité, qui exonèrent l'une des parties des conséquences de ses fautes, sauf pour le vol et la faute lourde. Ces clauses sont au contraire, toujours nulles en matière de délits, parce que les devoirs légaux qui sanctionnent l'article 1382 sont d'ordre public (5). Il est vrai qu'un contrat d'assurance est valable pour couvrir la responsabilité des fautes défectuelles (6).

D'où l'on a quelquefois tiré cette objection :

1. Dalloz. Répertoire, voir *Obligations*, n° 686.

2. Code civil, 15 mars 1876. D. 76.1.449.

3. Dig. *De verborum significatione*, liv. 4, tit. 16, p. 226.

4. Sainctelette, *Responsabilité et garantie*, n° 11. Voyez aussi la loi du 17 mars 1905, art 103, Code de com.

5. Dalloz. Supp. V. *Responsabilité*, n° 273.

6. Assurances du propriétaire contre le recours des voisins en cas d'incendie, du patron contre l'action des ouvriers en cas d'accident, etc.

« puisque la personne responsable peut se couvrir par un contrat avec un tiers, pourquoi ne pourrait-elle pas s'exonérer du risque par une convention faite directement avec la victime possible de ses fautes ? Il n'y a aucune similitude entre les deux conventions ; l'assurance, loin de détruire la responsabilité envers la personne lésée, en suppose l'existence et en garantit le fonctionnement, tandis que la clause d'irresponsabilité supprimerait toute action et laisserait la victime du dommage sans aucun recours tout en provoquant l'imprudence et la négligence d'une personne devenue irresponsable. »

En résumé, la doctrine et la jurisprudence sont assez partagées sur la partie des clauses d'irresponsabilité, spécialement en ce qui concerne le paiement des chèques ; car ainsi que nous l'avons déjà vu, le banquier tiré est, par rapport au tireur, un mandataire salarié. La question se trouverait très simplifiée si l'on se décidait à faire application de la théorie du risque professionnel.

Il semble bien que la loi autrichienne du 3 avril 1906 (1) se rattache à cette dernière conception ; elle déclare sans effet légal toute convention dérogative aux règles qu'elle établit sur la responsabilité d'un chèque faux et ces règles sont très rigoureuses : « Le dommage résultant d'un chèque faux

1. Article 20.

ou falsifié, est subi par le prétendu tireur du chèque faux ou falsifié, autant qu'une faute incombe à cette personne au point de vue de la falsification ou du faux, ou que le faux ou la falsification a été connu par un agent employé par elle au maniement du chèque ; dans les autres cas, le tiré supporte le dommage. » Cette règle nous paraît fort intéressante et mériterait, semble-t-il, d'être généralisée. En Angleterre, par contre, l'on est plus attaché au principe de la liberté des conventions, et la jurisprudence valide les clauses d'irresponsabilité. Le système allemand nous paraît bien préférable, car la banque et le client ne sont pas sur un pied d'égalité. La banque a des juristes qui peuvent préparer de savantes formules d'irresponsabilité, qui sont imprimées et que le client signe rapidement, sans même les lire ni les comprendre. Il serait abusif de leur attribuer trop d'importance. C'est ce qu'ont pensé certains tribunaux français qui ont décidé que la clause n'est applicable, que si le tireur a eu la possibilité de prévenir le tiré en temps utile : « En vertu de la règle de morale qui laisse à chacun la responsabilité de ses actes et ne permet pas qu'une convention ait pour effet d'exonérer le banquier de ses obligations » (1).

Quoiqu'il en soit de la responsabilité du banquier, il est en tout cas certain que du fait même que le

1. Bordeaux, 14 décembre 1887. D. P. 1888.2.316.

banquier remet un carnet de chèques, c'est qu'il admet que son client puisse s'en servir. C'est l'évidence même et il n'est donc pas, dans ce cas, besoin de convention spéciale quelconque entre le tireur et le tiré.

Mais ce qui est essentiel, c'est que le tireur ait à la banque des fonds disponibles. Que doit-on entendre par cette expression ? MM. Carlin et Mayer le disent dans leur rapport : « Le Comité a été unanime à reconnaître qu'il y avait des fonds disponibles, non seulement quand le tireur avait un dépôt d'argent chez le tiré, mais aussi quand celui-ci lui avait ouvert un crédit et généralement dans tous les cas où le tireur a contre le tiré une créance de somme d'argent liquide et exigible. » D'après M. Schanzer, délégué de l'Italie « fonds disponibles doit également désigner une dette, un crédit ouvert et doit pouvoir s'appliquer à toutes les sommes dues par le tiré au tireur, pourvu qu'elles soient disponibles, sans quoi il y aurait confusion entre la lettre de change et le chèque ». M. de la Vallée-Poussin, remarque que « la simple ouverture de crédit est considérée comme une provision. Il faut en conclure que ce mot a aujourd'hui une acception extrêmement large dont la portée semble équivaloir à celle de la « convention préalable ». Tout est là, selon nous : il suffit, pour qu'il y ait provision, qu'il y ait engagement tacite ou exprès du tiré de payer jusqu'à concurrence. Se pronon-

cèrent, à La Haye, pour la nécessité de fonds disponibles : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, la France, le Luxembourg, la Russie, le Siam et la Turquie. Se prononcèrent contre le Danemark et les Pays-Bas. S'abstinrent les Etats-Unis, l'Angleterre, le Japon, la Norvège, la Suède et la Suisse.

A quelle époque les fonds doivent-ils être disponibles ? Est-ce au moment de la création du chèque ? Est-ce au moment de la présentation ? La France notamment est pour le premier système : « En France, disait, M. Lyon-Caen, la provision doit exister au moment où l'on tire le chèque ; en Autriche, la provision doit être constituée seulement au moment de la présentation. » On est ainsi en face de deux conceptions contradictoires. Laquelle est la plus en harmonie avec la nature du chèque ? Un délégué russe à La Haye, M. Pynowsky essayait de l'indiquer : « Si l'on veut apprécier l'influence que doit avoir la provision sur la validité du chèque, il faut définir tout d'abord le concept juridique sur lequel on entend fonder ce titre. Un chèque est un titre formel abstrait. L'émission d'un chèque tiré sur un banquier, chez lequel le tireur ne possède pas de fonds disponibles ou créé en violation des conventions passées entre le tireur et le tiré, oblige quand même le tireur et les endosseurs, dès l'instant où il a été mis en circulation. Théoriquement, le caractère

ormel du chèque ne fait pas de doute. Il est intéressant à ce sujet de noter que la jurisprudence a fait sienne cette conception. Dans un jugement de la Confédérale suisse du 22 septembre 1898, nous nous lisons en effet : « La convention préalable passée entre le tireur et le tiré est un contrat *sui generis* du droit moderne. Sa validité ne dépend pas de la cause qui forme le fond de la relation entre les parties. »

Malheureusement cette conception n'est pas unanimement admise : c'est celle des pays austro-allemands, et n'est pas celle de la France. Et puis, est-on bien avancé quand on a dit que le chèque est un titre formel, abstrait, qui se suffit à lui-même ? Sous ces formules qu'y a-t-il ? On ne le sait pas exactement, on se borne à constater un fait, on ne l'explique pas.

Bref, le système de l'Europe centrale consiste à assimiler le chèque à une monnaie, mais sans en indiquer le pourquoi. De plus, la monnaie elle-même a besoin d'une explication. Un billet de banque, par exemple, rentre, semble-t-il, dans une catégorie juridique : celle des billets à ordre et à vue.

En France, on donne une analyse assez complexe du chèque, parce qu'il implique des rapports multiples, rapports de tireur à tiré, rapports de tireur à bénéficiaire, qui ne sont pas susceptibles d'une interprétation unique. En définitive, dans les législations

de l'Allemagne et de l'Autriche, on estime que le chèque ne rentre pas aisément dans les catégories juridiques connues, et l'on déclare que c'est un contrat *sui generis*, ce qui n'avance guère. En France, on arrive à des résultats assez peu satisfaisants, parce que pas homogènes.

Quoi qu'il en soit, la provision préalable est requise notamment en France, en Suisse et en Belgique. Mais le délégué belge, M. Carton de Wiard, remarquait que la différence entre ce concept et celui de l'Autriche n'est pas aussi grand qu'elle le paraît de prime abord. « Le chèque étant essentiellement à vue, la distinction est plus théorique que pratique. Communément, un chèque est dans la pratique considéré comme régulier, même si la provision n'est pas constituée au moment même où le chèque est signé, pourvu qu'elle le soit au moment de la présentation. Il peut arriver, par exemple, que pour reconstituer ses disponibilités, on donne à son banquier, étant entendu qu'il vous créditera immédiatement du produit approximatif de la vente, un ordre de vendre des titres en même temps que l'on crée le chèque. Il n'y a pas de provision préalable à l'émission, et l'on ne peut cependant dire que le chèque est irrégulier. »

Un autre délégué, M. Würth-Weiller citait un autre exemple qui lui paraissait plus frappant encore. Un banquier reçoit de son correspondant à Paris, l'avis télégraphique qu'il mettra à sa disposition pour

le lendemain, 100.000 marks à Berlin : le banquier est absolument sûr que les fonds seront à Berlin le lendemain ; il dispose de ses fonds au moyen d'un chèque le jour même où il reçoit l'avis. Y a-t-il provision préalable, d'après le système français, ou non ? Cette question était assez embarrassante. M. Lyon-Caen y répondit par la négative, mais M. Ernest Picard, plus engagé dans les affaires, fut moins net ; il déclara que les deux lois française et allemande sont, au sujet de la provision, moins opposées en réalité qu'elles ne le sont en apparence. Ainsi en France, le tireur n'émet de chèque que s'il est, en vertu d'un accord au moins tacite avec le tiré, autorisé à le faire. Il existe donc bien une convention entre le tireur et le tiré pour disposer de la provision par chèque : « Il y a cette différence, cependant, qu'en Allemagne cette provision ne peut exister que chez un banquier, en France, chez un particulier, mais c'est une question de capacité passive. » M. Ernest Picard louvoyait un peu. M. Lyon-Caen, au contraire, était très ferme et l'on pouvait s'y attendre après ce qu'il avait écrit dans ses ouvrages. « En matière de lettre de change, la provision n'est pas exigée lors de la création du titre : le tireur satisfait à son obligation par cela seul qu'elle existe au moment de l'échéance, c'est-à-dire qu'à ce moment le tiré se trouve être débiteur du tireur (1), de telle sorte que

1. Article 115 et 116, Code de commerce.

le tiré, en payant la traite, ne fait qu'acquitter sa dette envers le tireur. » Il en est autrement en matière de chèque : le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable (1). Cette idée est, du reste, exprimée dans la définition que donne du chèque l'article 1^{er} de la même loi : le chèque sert au tireur à effectuer le retrait de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte et disponibles.

En quoi consiste la provision en matière de chèque ? qu'est-ce que la disponibilité des fonds dont le chèque a pour but d'opérer le retrait ? Il peut y avoir provision dans deux catégories de cas qu'il importe de distinguer :

a) Paul a un banquier auquel il remet ses fonds en dépôts ou qu'il charge d'opérer pour lui des recouvrements. Le banquier doit garder les sommes déposées ou recouvrées à la disposition de son client (Paul). Il y a certainement provision (disponibilité des fonds pour les chèques tirés jusqu'à concurrence de la somme dont le banquier est redevable. C'est le cas le plus fréquent dans lequel est tiré un chèque.

b) Paul est, à raison d'une cause quelconque, créancier d'une somme d'argent exigible. Cette créance constitue une provision.

Mais il ne suffit pas qu'une personne soit créancière d'une autre et que la somme due soit exigible.

1. Loi de 1865, article 2.

La loi veut que ces fonds soient disponibles (1), c'est-à-dire que le débiteur les ait mis à la disposition du tireur. En d'autres termes, l'émission d'un chèque suppose une convention en vertu de laquelle le créancier a été autorisé par son débiteur à le tirer. Dès que cette convention existe, le chèque peut être tiré quelle que soit la profession des parties à moins qu'il ne s'agisse d'un chèque barré, et quelle que soit la nature de l'opération motivant l'émission du chèque. Par exemple, en vertu d'une convention préalable, un fournisseur peut tirer un chèque, sur son client ; un vendeur d'immeubles sur l'acheteur qui est débiteur du prix. Ainsi le chèque non barré comporte d'après les lois françaises, une extension que le chèque n'a jamais eu d'après les lois anglaises. En Angleterre, le chèque est par essence tiré sur un banquier dépositaire des fonds du tireur : c'est dans ce cas seulement en effet, que le chèque est un véritable instrument de paiement. Dans les autres cas, où le chèque peut-être employé en France, il ne sert guère qu'à remplacer la lettre de change par un titre moins coûteux au point de vue fiscal (2).

S'appuyant sur la loi de 1865, M. Lyon-Caen soutenait donc que la provision doit être concommi-

1. Article 1^{er} de la loi de 1865.

2. MM. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial* p. 564, n° 737.

tante à la création du chèque. Notons que cette exigence, sauf le cas où la provision n'existe même pas au moment de la présentation, ne sert en rien les légitimes intérêts du bénéficiaire. La seule chose qui importe à ce dernier c'est d'être payé et il le sera, pourvu que la provision existe à l'instant où il se présente. Au point de vue théorique la condition de provision préalable se justifie, car idéalement le chèque doit être susceptible d'être payé à l'instant même où il est émis ; mais dans la réalité, il s'écoule forcément un certain délai : et par suite, pratiquement, il suffit qu'il y ait provision lors de la présentation.

La question a souvent été portée devant les tribunaux, et d'une façon générale, ils se sont montrés très rigoureux : mais c'est que la provision n'existait même pas, au moment où le porteur venait toucher le chèque. Il ne s'inquiétait pas de savoir s'il y avait provision à l'émission ; il ne poursuit que s'il n'y a pas provision à la présentation : c'est l'évidence même.

Voici quelques décisions de justice : d'abord un jugement du Tribunal civil de Mâcon du 19 avril 1875 : « Le chèque n'est et ne doit être qu'un instrument de paiement entre les mains de créancier et non un instrument de crédit : celui qui est émis et négocié pour le recouvrement du prix d'une facture de marchandises non acceptée par le débiteur, ne

reposant pas sur une provision préalable de fonds disponibles constitue non un véritable chèque, mais un effet de commerce et doit en conséquence, être revêtu du timbre proportionnel ». Dans le même sens un arrêt de la Cour d'appel de Caen du 6 juin 1882 : « Un chèque est nul quand le tiré n'a pas reçu de provision préalable. Cette provision préalable doit exister entre les mains du tiré auquel le chèque sera présenté et non entre les mains d'un tiers ; ainsi l'on ne peut considérer comme provision l'engagement pris par un commissionnaire de faire des avances sur marchandises et de procurer bon accueil au chèque tiré non sur lui, mais sur une autre personne et au moyen duquel l'expéditeur doit toucher les sommes ainsi avancées. » Dans le même sens encore cet arrêt de la Cour de Lyon du 14 mai 1890 :

« La Cour :

Considérant qu'en 1887 C... a émis sur la Société Lyonnaise un titre ainsi libellé : « Payez au porteur ou à l'ordre de la Cassa maritima la somme de 17.000 C. que ce titre était détaché d'un carnet de chèques qui avait été délivré par la Société Lyonnaise à C... Considérant que lors de la présentation de ce titre, la Société Lyonnaise en a refusé le paiement par le motif qu'elle n'avait pas entre les mains provision préalable et disponible ; qu'il est certain en effet que la contre-valeur lui avait été envoyée en remises, qui n'étaient pas acceptées ou qui ne l'ont été que pos-

térieurement et qui même n'ont pas été toutes payées. Considérant qu'une provision préalable et disponible est la condition caractéristique du chèque..., qu'à défaut il est atteint d'une nullité radicale et ne peut par conséquent avoir pour effet de transférer au porteur la propriété des sommes qui seraient ultérieurement advenues aux mains du tiré. » Toutes ces décisions de justice parlent de la prélabilité de la provision ; mais ce n'est qu'une vaine formule : ce qu'elles enregistrent, c'est qu'il n'y avait pas provision au moment de la présentation. L'arrêt de Lyon est particulièrement explicite à cet égard : « Considérant que *lors de la présentation du titre*, la Société Lyonnaise en a refusé le paiement par le motif qu'elle n'avait pas entre les mains provision préalable et disponible. » On peut encore citer dans le même sens un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 21 mars 1893.

« Le tribunal :

Attendu que P... requiert paiement d'un chèque de 1.000 en date du 10 novembre 1892, tiré par M... sur le Crédit Lyonnais à l'ordre du dit P...

Attendu que le Crédit Lyonnais fait offre de lui payer une somme de 2 fr. 50 montant du crédit du compte de M... à la date sus-énoncée.

Attendu que P..., tiers porteur d'un chèque, n'a pas d'autres droits à exercer sur le tiré que ceux qu'il détient du tireur, son cédant ; que le fait par ce

dernier d'être porteur d'un carnet de chèques à raison d'une provision préalablement versée ne l'autorise à procéder au recouvrement des sommes portées à son crédit, que dans la limite où les dites sommes liquides ou exigibles constituent, toutes compensations opérées, une différence nette à son profit et n'ont point été absorbées par les retraits successifs antérieurs qu'il lui a plu d'opérer.

Quant à l'offre du Crédit Lyonnais de verser les 2,50 qui étaient au crédit du compte, voici la façon dont le tribunal l'apprécie : attendu d'autre part, que l'existence d'une provision préalable et disponible est la condition caractéristique et essentielle d'un chèque ; qu'elle est ou n'est pas, selon qu'elle atteint la somme y portée, la dépasse ou lui reste inférieure, mais qu'elle n'existe point à concurrence d'une fraction de cette somme ; qu'en effet le chèque constitué, au profit du porteur qui agit en l'espèce un titre irréductible et fixe et non un titre divisible valable pour partie, inopérant pour le surplus, de telle sorte qu'en l'absence de la provision absolue, ce titre est frappé d'une nullité radicale et est impuissant à transférer au dit porteur une provision partielle. » On verra plus loin qu'une loi du 2 août 1917 a réformé notre législation sur ce point, et qu'aujourd'hui les offres du Crédit Lyonnais, rejetées par le jugement ci-dessus, devraient être regardées comme bonnes et valables. Ici encore, l'exigence de la provision n'est réelle-

ment demandée qu'au moment de la présentation du chèque. Le Tribunal ne s'occupe pas de savoir si elle existait ou non au moment de la création. Un arrêt de la Cour d'appel de Douai, du 18 décembre 1902, s'est même inscrit en faux contre la théorie de la préalabilité de la provision.

La Cour :

Attendu que la compagnie algérienne, porteur du chèque de 18.000 francs tiré de Tunis par le sieur M... sur B... et payable chez B..., réclame le montant de cette valeur en se fondant : 1° sur ce que B... a reçu en temps utile les 18.000 francs constituant la provision du chèque ; attendu qu'à tort les premiers juges ont refusé de faire droit à cette demande par le motif que le chèque dont la compagnie algérienne a escompté le montant n'avait pas reçu provision chez le tiré ; attendu en effet que la nullité d'un chèque créé sans provision préalable laisse subsister l'engagement pris par le tireur et transmis au porteur par voie d'endossement ; que cette nullité en supposant qu'elle existe, bien que la loi ne la prononce pas, n'est pas absolue et irrémédiable, mais peut être couverte si la provision est fournie en temps utile...

Et quel est pour la Cour le *temps utile* ? Elle admet que la provision est régulièrement constituée, si elle l'est le jour même du protêt ou même avant son enregistrement, les usages du commerce étant que le protêt reste jusqu'à son enregistrement aux mains de

l'huissier instrumentaire auprès duquel le débiteur peut encore se libérer.

Ainsi, d'après la Cour de Douai, non seulement la provision n'a pas besoin d'être concomitante de l'émission du chèque, qui, mieux est, il n'est pas essentiel qu'elle existe à la présentation : le tout est qu'elle soit constituée avant l'enregistrement du protêt. Cet arrêt est en contradiction, semble-t-il, avec la loi de 1865 et la jurisprudence : il n'est pas assez strict et sur la provision, mais il reflète une tendance intéressante en ce qu'il se libère de l'exigence par trop formalistique de la possibilité de la provision.

Nous avons vu ci-dessus que si la provision était insuffisante, le chèque, jusqu'à une date récente (1), était nul pour le tout. Il y a sur cette question une jurisprudence très touffue et contradictoire qui a provoqué un arrêt de cassation qui avait fixé le droit, jusqu'à la loi du 2 août 1917, laquelle a adopté une solution toute différente et plus raisonnable.

Voici les faits : un chèque de 6.000 francs avait été émis alors que le tireur n'avait qu'une provision de 5.711 fr. 50. Le tireur étant tombé en faillite, la société qui avait escompté le chèque en réclama le paiement par priorité jusqu'à concurrence de la provision existante. Mais le syndic de la faillite s'y opposa sous prétexte que le chèque était nul pour le

1. 2 août 1917.

tout, étant donné que la provision n'était pas complète. D'après lui, le porteur n'avait aucun droit sur la provision partielle. Il intervint toute une série de décisions de justice : en voici quelques-unes, d'abord un arrêt de Nîmes :

La Cour :

Attendu qu'il a été soutenu et que les premiers juges ont admis qu'un chèque émis sans le tiré ait en mains une provision au moins égale au montant de cette valeur est frappé dès l'origine, d'une nullité radicale le rendant inapte à produire un effet au profit de qui que ce soit, mais attendu que si les termes par lesquels le législateur a défini le chèque impliquent nécessairement l'existence d'une provision à la fois préalable, liquide, disponible. Il est à remarquer que dans aucune de ses dispositions la loi du 14 juin 1865 ne prononce une nullité aussi absolue qui atteindrait le tiers porteur de bonne foi. Lorsqu'il se trouve en présence d'un tiré débiteur seulement d'une partie de la somme devant former provision ; que dans le silence de la loi, les tribunaux ne sauraient, sans excéder leur pouvoir, prononcer une nullité aussi rigoureuse. Attendu que pour interpréter l'intention du législateur on doit s'en référer aux principes généraux appliquant, par analogie, au chèque les règles admises par une jurisprudence aujourd'hui constante en matière de lettre

de change, et décider que la négociation même du chèque opérant nécessairement la cession par le tireur des droits qu'il a sur le tiré. Ce dernier doit, par voie de conséquence, payer sur la réquisition du tiers du porteur les sommes dont il est débiteur vis-à-vis du tireur, qu'elles représentent la totalité du chèque ou seulement une partie. Attendu que le caractère d'indivisibilité et d'irréductibilité que les premiers juges ont attribué au chèque n'existe qu'au profit du tiers porteur qui est en droit de refuser un paiement partiel, mais ne saurait lui être opposé ; attendu que le système du tribunal, s'il était adopté, aurait pour résultat de mettre les intérêts très respectables des tiers porteurs à la merci d'une collusion ou même d'une erreur commise de bonne foi. Attendu que, ainsi que cela résulte des pièces régulières produites au procès, émanées des principales maisons de banques françaises et de l'union des banquiers des départements, les usages commerciaux attribuent au porteur la provision partielle comme la provision totale.

Bref, par cet arrêt du 5 mai 1903, la Cour décide que le porteur a droit à la provision partielle, soit 5.711 fr. 30 et que par conséquent elle échappe au syndicat de la faillite. Il y a là une décision très rationnelle, mais que la Cour de cassation a, malheureusement, annulée.

La Cour :

Attendu que le chèque n'est valable et ne peut produire d'effets que si le tiré a préalablement entre les mains une provision suffisante pour que le montant en soit acquitté à la première réquisition que la nullité existe en cas d'insuffisance comme en cas d'absence de provision. Le chèque n'étant pas alors ce qu'il doit être dans l'esprit du législateur, un instrument non de crédit mais de paiement ; attendu en fait qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que le 15 juillet 1898, l'agent de change à Marseille avait émis un chèque de francs 6.000 sur B...G...et C^o, banquiers à Paris, à l'ordre de la Société Marseillaise de crédit industriel et commercial, qu'à l'échéance du 19 juillet les tirés refusèrent de payer par le motif qu'ils n'étaient détenteurs que d'une somme de francs 5.711.30 au crédit du tireur ; que G...ayant été ce jour même déclaré en faillite, B... G... la C^o, sur la réquisition du syndic, versèrent à la caisse de la faillite cette somme, que la Société Marseillaise revendique comme constituant, jusqu'à concurrence la provision du chèque.

En résumé, la Cour de cassation admit le recours contre l'arrêt précipité de Nîmes ; et désormais la jurisprudence fut fixée dans le sens que la provision insuffisante rendait le chèque nul comme l'absence de provision. Cette décision de la Cour de cassation a généralement été critiquée par la doctrine : « La Cour de cassation a décidé que l'insuffisance de la provi-

sion équivaut à l'absence de provision (1). Elle le déduit de ce que la provision est un élément essentiel du chèque. Mais rien ne prouve que la loi sur les chèques ait entendu admettre cette doctrine rigoureuse et étroite. Elle est de nature à nuire la circulation des chèques, car elle aboutit notamment à priver le porteur du chèque de tout droit exclusif sur la provision insuffisante. Les conditions essentielles à existence du chèque sont réunies au moins jusqu'à concurrence du montant de la provision : aussi est-il plus conforme aux principes d'admettre la validité du chèque jusqu'à concurrence de ce montant et par suite de reconnaître au porteur sur la provision partielle le droit qu'il aurait eu sur la provision complète. La doctrine contraire à un grave inconvénient pratique ; la moindre différence entre le montant du titre et celui de la dette du tiré envers le tireur met obstacle à ce que le titre ait la valeur légale et les effets d'un chèque. »(2)

Ce regrettable arrêt de cassation a amené un changement dans la législation française. Désormais le chèque à provision insuffisante est valable jusqu'à concurrence de la dite provision. Il en a été décidé par la loi du 2 août 1917 : « Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous

1. 15 mars 1905.

2. *Manuel de droit commercial*. Lyon-Caen et Renault, p. 566.
n° 739 bis.

les effets attachés au chèque régulier, jusqu'à concurrence de la dite provision. » On a ainsi adopté la solution depuis longtemps reçue en matière de lettre de change. D'après l'article 116 du Code de commerce, il y a provision, si à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au titulaire ou à celui pour le compte de qui elle est tirée, d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change. Y a-t-il provision quand la créance du tireur contre le tiré est d'une somme insuffisante ? Voici ce qu'en disent MM. Lyon-Caen et Renault : « Il paraît juste de donner une solution analogue à celle qui vient d'être indiquée à propos du cas où la créance n'est pas exigible lors de l'échéance de la traite. On ne peut reprocher au tiré de refuser d'accepter ou de payer pour le tout, et le tireur ne peut, pour repousser le porteur négligent, alléguer qu'il y a provision ; mais le porteur doit être admis à exercer sur la créance, qui forme en quelque sorte, une provision partielle, les droits qu'on reconnaît au porteur dans le cas où la créance est égale au montant de la lettre de change » (1).

1. *Manuel de droit commercial*, p. 479, n° 615.

CHAPITRE V

DE LA NATURE JURIDIQUE DES CHÈQUES

Aujourd'hui, en matière de chèque comme en matière de traite, le porteur a droit à ce qui existe comme provision, mais, jusqu'à ce qu'il se présente, la provision ne reste-t-elle pas à la disposition du tireur ? Cette question fut l'objet de longs débats à La Haye ; elle se fera dans les termes suivants ; le mandat contenu dans le chèque peut-il être révoqué ? Il semblait étant donnée la forme même de la question, que l'on considérerait le chèque comme un mandat, et nous avons vu qu'il se présente en effet sous cette apparence : « Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement (1)... »

Le questionnaire, s'en tenant à l'extérieur, demandait donc si le mandat contenu dans le chèque pouvait être révoqué, mais en réalité c'était tout le problème de la nature juridique du chèque qui se trouvait ainsi posé. Dans quelle catégorie juridique convenait-il de faire rentrer le chèque ? Était-ce bien

1. Article 1^{er} de la loi du 14 février 1865.

un mandat ? N'était-ce pas plutôt une cession de créance ? N'était-ce pas l'un et l'autre ?

Supposons d'abord que l'on analyse le chèque en un mandat, l'on aura tendance à admettre qu'il soit révocable, c'est-à-dire que le tireur reste le maître de la provision jusqu'à la présentation du chèque. En principe, en effet, le mandat est révocable à tout moment, par la seule volonté du mandat (1)... « Cette faculté de révocation inhérente au mandat ; elle n'a pas besoin d'être stipulée, mais elle suppose que le mandat avait été donné dans l'intérêt exclusif du mandat, dans les cas, fort rares d'ailleurs, où le mandat est donné à la fois dans l'intérêt commun du mandant et du mandataire, la révocation ne peut être l'œuvre du mandant seul (2) si ce n'est quand il existe une cause légitime (3). »

En règle générale, donc, le mandat est révocable ; mais exceptionnellement il peut être irrévocable : d'abord dans ce cas il aurait été donné dans l'intérêt du mandataire, par exemple le mandat qui constitue le mandataire procurator, *in rem suam* ; ainsi la clause par laquelle un débiteur, à défaut de paiement, autorise son créancier à faire vendre irrévocable constitue en faveur de celui-ci un mandat, *in rem suam*, dont le caractère est de ne pouvoir être

1. Article 2004.

2. Amiens, 23 juin 1892. D. 93.2.158.

3. Cass., 11 février 1891. D. 91.1.197.

révoqué par le débiteur (1). Mais ce n'est pas l'hypothèse réalisée dans le chèque : il n'est pas donné dans l'intérêt exclusif du mandataire, c'est-à-dire du tiré.

Est encore irrévocable le mandat conféré dans l'intérêt du mandant et du mandataire (2). Il en est ainsi notamment du contrat par lequel le père d'un enfant naturel a chargé la mère de celui-ci de l'élever moyennant une somme d'argent, au cas où l'on verrait dans cette convention un mandat du père donné à la mère (3). Il en est également ainsi lorsque des copropriétaires ont confié à l'un d'entre eux l'administration de leurs bien indivis ; il n'appartient pas à ces copropriétaires de révoquer leur mandataire de ses fonctions par une décision prise à la majorité des voix. Une pareille mesure ne saurait être validée sous le prétexte que le communiste ainsi révoqué n'avait aucun intérêt réel et sensible à conserver son mandat. Les appréciations des juges du fond sur l'intérêt en vue duquel le mandat a été donné sont souveraines et échappent à la censure de la Cour de cassation (4). Il ne serait pas déraisonnable de soutenir que dans la bonne fin du chèque se trouvent engagés et l'intérêt du tireur et l'intérêt du tiré ; sans

1. Bordeaux, 2 juin 1827.

2. Reg. 6 janvier 1873.

3. Limoges, 23 avril 1901.

4. Reg. 6 janvier 1873.

doute le chèque est avant tout émis dans l'avantage du tireur qui y trouve un procédé commode de libération. Ceci est l'évidence même et n'a pas besoin de démonstration. Mais l'on serait, quoique à un degré moindre, fondé à prétendre que le banquier tiré a aussi un intérêt à ce que les chèques émis sur sa caisse soient payés. Il est bien vrai que lui-même ne doit que s'il détient des fonds du tireur : il n'est en réalité que le caissier de ce dernier, et le chèque tiré sur la meilleure banque du monde ne vaut rien si le tireur n'y a pas un crédit. Mais cette conception du chèque, qui est la seule exacte, est difficilement admise dans les milieux peu versés dans les questions juridiques et économiques. On y a une sorte de endance à voir dans les chèques des espèces de billets de banque et l'on est tout désappointé quand ils ne sont pas payés. Le crédit de la banque tirée finirait par être discuté, s'il arrivait que de nombreux chèques tirés sur elle restent impayés. Sans doute il y a là une compréhension inexacte de ce qu'est le chèque, mais qui n'en existe pas moins dans certains milieux.

Enfin, il a été jugé que le mandat donné dans l'intérêt du mandant et d'un tiers ne pouvait être révoqué qu'avec le consentement du tiers. Ainsi le mandat donné dans l'intérêt du mandant et de ses créanciers et accepté par ceux-ci ne peut être révoqué par le mandant sans l'autorisation de ses

créanciers (1). Il ne serait pas difficile de démontrer que le chèque est émis à la fois dans l'intérêt du tireur et du porteur : celui-ci a le droit de compter que, sauf cause légitime, le chèque qui lui est remis sera payé. Il faut en effet noter que, par hypothèse, sa créance est échue, qu'il pouvait exiger des monnaies légales : il se contente d'une monnaie fiduciaire, mais à tout le moins est-il fondé à exiger qu'elle soit bonne et valable et que la provision qui en fait la valeur ne disparaisse pas entre l'instant de l'émission du chèque et celui de la présentation. Donc, même si l'on analyse le chèque comme un mandat, on peut admettre que le tireur ne conserve pas le droit de révocation.

Supposons, au contraire, qu'on regarde le chèque comme une cession de créance, s'ensuit-il qu'il soit irrévocable ? « On considère le contrat de transport comme produisant son effet entre les parties sans aucune formalité ; le consentement suffit ; on lui applique les articles 1138 et 1583, qui déclarent la vente parfaite entre les parties par le seul consentement. » Donc dès que le tireur a remis le chèque au bénéficiaire, il lui a cédé ses droits, jusqu'à concurrence, sur le tiré. Mais celui-ci l'ignore tant que la formule ne lui est pas présentée et dès lors il ne peut pas en tenir compte.

1. Orléans, 31 juillet 1832.

« Pour déterminer l'effet de la cession à l'égard des tiers, il y a lieu de distinguer deux périodes successives, l'une antérieure à la signification ou acceptation, l'autre postérieure. Jusqu'à l'acceptation, ou à la signification, le cédant reste titulaire de la créance cédée et le cessionnaire n'est pas réputé créancier. » L'idée que le cessionnaire n'est pas encore saisi de la créance à l'égard des tiers produit les conséquences suivantes :

« 1° Le cédant peut seul poursuivre le débiteur ;

« 2° Le cédé peut encore acquérir, du chef du cédant, des exceptions opposables au cessionnaire, par exemple l'exception de compensation ;

« 3° Le cédant, resté titulaire de la créance, peut encore faire sur elle des actes de disposition. Par exemple, il peut la transporter à un second cessionnaire... Ainsi, entre plusieurs personnes ayant successivement acquis du créancier des droits sur sa créance, la préférence se règle par les dates des significations ou acceptations ; c'est le plus diligent qui l'emportera, quoique son titre soit plus récent de date que celui des autres, mais dès que le transport a été signifié ou accepté, les conséquences inverses se produisent : le cessionnaire devient créancier et peut agir : la créance étant entrée dans son patrimoine, aucune exception postérieurement acquise ne lui est opposable ; aucun acte de disposition ne peut plus être fait par le cédant ; aucune

saisie n'est à craindre de la part des créanciers de celui-ci. (1) »

En matière de chèque, les formalités ne sont pas aussi compliquées qu'en matière de cession de créance; mais il est aussi essentiel que le tiré connaisse l'existence du chèque : avant par la force même des choses, il ne peut pas tenir compte du chèque. Or, il ignore le chèque jusqu'à ce qu'il lui soit présenté, jusque-là il est pour lui sans existence. Il est bien vrai que si le tireur lui fait défense de le payer, il ne connaîtra par le fait même. Mais à quoi bon empêcher la révocation directe, alors qu'on est hors d'état d'empêcher la révocation indirecte ? C'est ce que faisaient observer plusieurs délégués à la Haye notamment. M Hut. Jackson : il disait qu'il n'avait jamais appris que la faculté de révocation ait donné lieu à des abus. Un américain, M. Conant, soutenait même qu'il avait entendu citer bien des cas où l'on avait fait échouer une fraude par un contre ordre, mais pas un de fraude ou d'abus commis par contre ordre. C'est qu'en effet la faculté de révocation peut être très utile dans des hypothèses assez fréquentes : perte ou soustraction du chèque, par exemple, si bien qu'on peut se demander si la prohibition de la possibilité de révocation par le tireur ne serait pas plus dangeureuse qu'utile. Supposons, en effet, qu'on

1. Sur tous ces points voir Flaniet t. II, p. 527 et 528.

ait affaire à un tireur de mauvaise foi, il pourrait tout d'abord émettre un chèque sans provision : il pourrait ensuite retirer la provision après émission par téléphone, par exemple en donnant un ordre de bourse, en faisant virer à un autre compte. Bref, il a mille moyens à sa disposition pour vider le chèque de sa substance sans doute, il encourt des pénalités : la loi du 2 août 1917 déclare, en effet, « qu'à celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, *ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision*, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ». Il est exact que la révocation même abusive n'entraîne pas de pénalités ; mais quel en serait l'intérêt ? Le tireur resterait débiteur : le porteur se retournerait immédiatement contre lui et pourrait obtenir des dommages-intérêts. En révoquant le chèque qu'il a remis, le tireur ne gagnerait, que bien peu de temps. Ce n'est pas de ce moyen qu'il se servira s'il est malhonnête ; par contre, la faculté de révocation est une garantie contre les risques de perte ou de vol.

Le problème de la révocabilité du chèque fut particulièrement bien exposé dans un rapport des délégués belges : « Ceux qui se prononcent pour l'affirmative, c'est-à-dire pour la révocabilité, font valoir

avant tout que le porteur n'a aucun droit acquis contre le tiré et en outre :

a) L'intérêt qu'a le tireur à la possibilité de révocation en cas de perte ou de vol du chèque ;

b) La circonstance que le droit de révocation auquel le porteur est exposé l'engage à présenter le chèque le plus tôt possible au paiement ;

c) Les poursuites pénales auxquelles s'exposerait le tireur qui procède à une révocation injustifiée (il ne nous semble pas que ce fait soit puni en France, mais ce point de vue pourrait être discuté) ;

d) Le fait que le tireur ne révoquera pas d'une façon téméraire puisqu'il donnerait ouverture au droit de recours contre lui ;

e) La circonstance que la non-révocabilité est pratiquement sans grande importance, puisque le banquier, si le chèque est révoqué, en temps utile fera toujours des difficultés de payer le chèque contre la volonté de son client le tireur. »

On peut observer en passant, que la Cour de Cassation française, dans un arrêt du 19 mars 1902, (1) a décidé que par rapport au tiré, le chèque est, aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1865, un mandat de paiement, que, pour l'exécution de ce mandat, le tiré est couvert par les ordres du tireur son mandant seul responsable en principe vis-à-vis des tiers por-

1. Dalloz 1903, p. 148.

teurs de bonne foi et que dès lors le tiré est fondé à refuser de payer le chèque qui lui est présenté par un tiers porteur lorsque ce refus est basé sur un ordre du tireur.

Il paraît nécessaire d'essayer de préciser ici les rapports de droit qui existent à la suite de la délivrance d'un carnet de chèques et après utilisation apparente ou réelle d'une formule, entre le tiré d'une part, le tireur ou le prétendu tireur et les tiers porteurs d'autre part, de ces rapports dépendront les droits et les obligations de l'un à l'égard des autres et réciproquement et par suite les responsabilités qui peuvent naître d'un paiement lésant certains intérêts.

On distingue assez généralement 4 hypothèses :

1^o) Le chèque, présenté au paiement, a été écrit et signé sur une formule détachée du carnet par le titulaire du compte ou son fondé de pouvoir et il n'a pas été altéré. Le banquier tiré apparaît alors comme mandaté pour payer telle somme d'argent. Et ce n'est pas un mandat gratuit que le sien, mais un mandat salarié. Sans doute, les établissements de crédit ne se font pas remettre une rémunération directe pour le paiement des chèques, mais il en retirent un profit indirect. L'ouverture d'un compte étant pour eux une source de bénéfices. De ce fait, sa responsabilité se trouve aggravée. Donc par rapport au tireur, le banquier est un mandataire salarié, de là des obligations réciproques. Tout d'abord « le mandataire est

tenu d'accomplir le mandat, tant qu'il en demeure chargé et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution. (1). Le mandataire répond non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion... » (2).

Par contre « le mandant doit rembourser au mandataire les avantages et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat et lui payer ces salaires, lorsqu'il en a été promis » (3).

Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable (4). Enfin on est d'accord pour admettre que le banquier tiré doit bénéficier de l'article 145 du Code de commerce « celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré ». Voici le commentaire que donnent de cet article MM. Lyon-Caen et Renault : « quand le paiement est fait à échéance, il est dérogé aux règles du Code civil. Le tiré ne connaît pas le porteur et n'a pas même été averti de l'endossement en vertu duquel la traite a été transmise à celui-ci ; il faut pourtant payer promptement sous peine de voir le porteur faire dresser le lendemain de l'échéance un protêt pour constater le défaut de paiement. Il serait bien rigou-

1. Article 1991.

2. Article 1992.

3. Article 1999.

4. Article 2000.

reux d'obliger le tiré à payer une seconde fois, sous le prétexte que le porteur était un incapable ou que le paiement n'a pas été fait au porteur lui-même ou à son mandataire. Aussi le Code de commerce sans admettre d'une façon absolue que le paiement fait à l'échéance est toujours libératoire, présume-t-il la libération du tiré (1) : cela signifie qu'il doit être considéré comme libéré malgré l'incapacité du porteur ou le défaut de qualité chez celui qui a reçu le paiement dès que le tiré n'a pas été de mauvaise foi et n'a pas commis de fautes graves. Ainsi le tiré doit se faire représenter la traite, vérifier les signatures qu'il connaît, constater si les endossements se suivent sans interruption, se faire remettre la traite dûment acquittée afin de contraindre celui qui aurait soustrait la traite à commettre un faux pour recevoir le paiement. C'est aux juges à apprécier dans chaque espèce si la présomption favorable de libération admise par la loi doit être appliquée » (2).

Tels sont les principes qui règlent, semble-t-il, les rapports du tiré à l'égard du tireur de bonne foi auquel peut nuire le paiement d'un chèque. Ils se résument ainsi : le banquier tiré a-t-il commis une faute ou non ? A-t-il organisé son service de paiement de chèques dans des conditions de sécurité suffisantes ? Si oui, il est à l'abri de toute action en responsabilité :

1. Article 145.

2. *Manuel de Droit commercial*, p. 500.

si non, il peut être recherché, mais à la condition en outre qu'il y ait entre la faute et le dommage une relation de cause à effet. Donc il faut deux choses aujourd'hui pour que le banquier payeur puisse être actionné : qu'il soit en faute et que le préjudice subit par le tireur résulte de cette faute.

Que décider dans le cas où un tiré ne refuse pas le paiement d'un chèque irrégulier au point de vue fiscal et s'expose sciemment à une amende si la contravention vient à être relevée par l'administration? De ce fait sa responsabilité civile se trouve-t-elle aussi engagée? Il y a des décisions de justice dans les deux sens. Dans le premier, on peut citer un arrêt de cassation (1), dans le second un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 24 Juin 1897. « Le fait que les timbres proportionnels français n'avaient pas été apposés dès le premier usage du chèque en France, mais seulement au moment de sa présentation n'était pas de nature à éveiller l'attention et à faire obstacle au paiement car l'inobservation de cette formalité édictée dans un intérêt fiscal n'influe en rien sur la validité du chèque (2). »

Il est en effet évident qu'une règle édictée dans un but fiscal peut n'avoir qu'un intérêt médiocre comme mesure de protection des intéressés. Néanmoins, dans notre opinion qui voudrait voir appliquer au

1. Req. 26 octobre 1898.

2. *Le Droit*, 23 Juillet 1897.

chèque la théorie du risque professionnel. Le fait qu'un chèque irrégulier au point de vue fiscal a été payé, devrait être retenu contre un banquier : elle laisse en effet supposer soit qu'il a fait preuve de négligence, soit qu'il a montré une complaisance excessive et négligé les intérêts du Trésor.

Quelle solution admettre quand il n'y a faute d'aucun côté et que le préjudice est exclusivement le résultat d'un cas de force majeure ? Dans l'état de choses actuel, le tiré est couvert par l'article 145 du Code de commerce. Comme on l'a écrit « cet article qui déroge à l'article 1239 du Code civil le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui. Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier est valable, si celui-ci le ratifie ou s'il en a profité. » Cet article n'a pas uniquement pour effet de couvrir le tiré tant que la cause déterminante du paiement effectué aux mains du porteur sans droit n'est pas établie, il donne au tiré une situation privilégiée quand la lumière est faite et qu'aucune faute ne lui est imputée. En d'autres termes, la présomption de l'article 145 du Code de commerce ne règle pas seulement une question de preuve ; elle protège le tiré en raison des risques que lui fait courir l'effet à ordre par sa forme même, par les facilités de circulation qui lui sont données. Le paiement effectué, il ne s'agit

pas de savoir s'il y a eu ou non faute commise, mais s'il y en a eu une de la part du tiré.

Cette opinion n'est pas infirmée par le fait que la plupart des décisions judiciaires, après avoir écarté la faute du tiré, constatent expressément la faute du tireur ou du tiers porteur qui incriminent la validité du paiement. En droit ces considérants sont superflus. En fait, ils ne manquent pas d'utilité, si la victime de la fraude s'est réellement rendue coupable d'une négligence ou d'une série de négligences... Elle a par exemple omis d'enfermer sous clef des chèques acquittés d'avance.

Mais il ne conviendrait pas d'aller trop loin dans ce sens. Beaucoup de décisions de justice regardent comme une faute le fait de ne pas barrer un chèque, de le confier à la poste sans le recommander. Ce ne sont là que des facultés qui ne sont pas obligatoires ; il n'y a pas de loi ou d'usage qui les imposent. A notre sens, la jurisprudence fait fausse route en mettant ces cas de force majeure à la charge du tireur ou du tiers porteur, elle devrait les mettre à la charge du tiré.

Tout porteur légitime d'un chèque est à la fois le bénéficiaire du mandat confié par le tireur au tiré et le cessionnaire médiate ou immédiat de la provision — si l'on était en droit civil — les droits du cédant passeraient tous et passeraient seuls au cessionnaire. Mais l'endossement — encore que ce soit une variété

de cession de créance — obéit à des règles propres. D'abord les formes en sont bien plus simples : « Les cessions de créances s'opèrent ordinairement dans les formes prescrites à l'article 2690 du Code civil : il faut pour que le cessionnaire soit saisi de la créance à l'égard des tiers que la cession ait été signifiée par huissier au débiteur, cédée ou acceptée par lui dans un acte authentique. Ces formalités entraînent des frais et des lenteurs ; la loi a voulu les éviter en matière de cession de lettres de change qui sont faites pour circuler facilement de mains en mains. Ainsi admet-on que la lettre de change se transmet — même à l'égard des tiers — par un simple endossement, sans qu'il soit besoin de signification ou d'acceptation : il en est du reste ainsi de tous les titres à ordre (1). »

Quant au fond les différences de l'endossement avec la cession de créance sont plus importantes encore, notamment en ce qui touche l'étendue de la garantie et les exceptions. On peut dire qu'à certains égards l'endossement éteint la créance primitive, tandis que, à d'autres égards, le créancier originaire, en sa qualité de mandant ne se dessaisit pas entièrement vis-à-vis du tiré qui reste tenu comme mandataire de suivre ses instructions... Il ne semble pas que ce contrat formé entre le tireur et le ban-

1. *Manuel de Droit commercial*, Lyon-Caen et Renault, p. 464.

quier au moment de la délivrance du carnet de chèque, doit s'appliquer entièrement aux rapports du tiré avec le cessionnaire. En effet, ce service n'est pas connu du banquier : il ne le verra qu'à l'instant du paiement. Bref, le cessionnaire et le tiré ne sont liés par aucun contrat ; leurs rapports sont réglés par les articles 1382 et 1383 du Code civil et l'article 145 du Code de commerce.

Il est vrai que la distinction entre la faute contractuelle est aujourd'hui contestée ; mais la jurisprudence l'admet encore généralement. Voici ce qu'écrit à ce sujet M. Planiol : « Une idée qui a régné en souveraine sur toute la doctrine française depuis plus de cinquante ans est la distinction de la faute délictuelle et de la faute contractuelle et les auteurs récents s'y attachent encore (1). » Qu'entend-on par ces mots ? La faute contractuelle est celle qui se commet à l'occasion de l'exécution d'un contrat. Elle consiste à violer une obligation conventionnelle, quant à la faute délictuelle, la plupart des auteurs disent pour en donner l'idée qu'elle est « un fait productif d'obligations qui se produit entre personnes juridiquement étrangères l'une à l'autre », ainsi une différence essentielle séparerait ces deux espèces de fautes : la faute contractuelle supposerait la préexistence d'une obligation dont elle serait l'inexécution,

1. Hue, t. VII, n° 95.

tandis que la faute délictuelle supposerait l'absence d'obligations et aurait pour résultat de la créer.

Dans l'opinion comme les deux espèces de fautes se distingueraient à trois points de vue :

1° Elles ne seraient pas appréciées de la même manière : quand il s'agit de savoir si tel fait déterminé constitue ou non une faute, on serait plus sévère pour la faute délictuelle que pour l'autre ;

2° Elles ne seraient pas prouvées de la même manière : la faute contractuelle serait présumée, la faute délictuelle ne le serait pas ;

3° Elles ne seraient pas réprimées ou réparées de la même manière : l'indemnité serait plus complète pour la faute délictuelle que pour la faute contractuelle (1).

M. Planiol combat très vivement la distinction de la faute contractuelle et de la faute délictuelle, mais il reconnaît pourtant qu'il y a une différence entre les deux, quant à l'étendue de la réparation « la loi n'a pas poussé de règle pour la réparation des dommages causés en l'absence d'un contrat ». L'article 1382 se borne à dire que celui qui a causé le dommage est tenu de le réparer sans préciser dans quelle mesure cette réparation est due. La doctrine et la jurisprudence française admettent que l'auteur du dommage injuste doit toujours réparer l'intégra-

1. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, p. 283.

lité du dommage qu'il a causé. On écarte donc pour la faute délictuelle le système de réparations gradu établi par l'article 2150 pour la faute dans les contrats. Cet article distingue selon que l'auteur du dommage est coupable de dol ou de négligence : au dernier cas on atténue sa responsabilité en la limitant aux dommages qui ont pu être prévus lors du contrat. Cette atténuation s'explique traditionnellement parce que le débiteur, en contractant a dû calculer les dommages qu'il risquait de causer par l'inexécution de son engagement et qu'on ne peut pas raisonnablement lui demander davantage et exiger de lui une indemnité énorme qui n'est pas entrée dans ses prévisions. L'exclusion de l'article 2150 en matière de délits et de quasi-délits introduit une différence. La seule qui soit réelle entre les deux espèces de fautes : l'étendue de la réparation accordée à la victime du dommage n'est pas la même (1).

Entre le cessionnaire du chèque et le tiré, il n'y a pas de convention, et par suite, le banquier devrait répondre vis-à-vis de lui-même de sa faute la plus légère, mais il ne semble pas que les tribunaux se soient jusqu'ici inspirés de ces idées : « Il décide en général que, dans toute hypothèse, les banquiers ne peuvent voir leur responsabilité engagée en raison des

1. Planiol, *loc. cit.*, p. 293.

paiements effectués qu'autant qu'ils ont commis une faute lourde. » Il faut ajouter que même cette faute n'empêcherait pas le tiré d'exercer une action en répétition contre l'auteur de la faute.

Le chèque a été utilisé par une autre personne que le titulaire du compte ou son fondé de pouvoir. Bref, il est l'œuvre d'un faussaire. Quelle est la situation si le tiré paye ? Dans ce cas, il n'y a pas mandat exprès entre le tireur et le tiré puisque, par hypothèse le tireur n'est pas la personne à qui le carnet de chèques a été remis ; mais il y a mandat tacite, par suite de l'ouverture du compte et de la remise des vignettes. Même dans ce cas, il y a donc des relations contractuelles entre le tireur apparent et le tiré.

Toutefois cette opinion n'est pas en général partagée par la doctrine. M. Thaller par exemple écrit que : « Le banquier qui paie de bonne foi un chèque faux, n'est protégé par aucune présomption justifiant de sa part l'inscription du chèque faux au débit de son client. En principe, l'opération de caisse reste à ses risques, la perte est pour lui, banquier. » Les raisons qu'il invoque à l'appui de cette façon de voir sont qu'il manque à ce chèque une condition essentielle de validité, c'est-à-dire un tireur ayant une créance contre le tiré. « On ne saurait être tenu d'une dette qu'on n'a point souscrite. Aucune disposition légale ne dit que l'imitation d'une signature par un faussaire, là même où elle serait parfaite au point pour

toute personne de s'y tromper, équivaut à cette signature véritable. Aucune disposition légale ne pouvait le dire : il serait contraire à tout bon sens qu'on se trouvât ainsi obligé sans son fait, sans sa participation. Mais il peut arriver que les faits, non seulement expliquent l'erreur commise par le banquier (ce qui ne suffirait pas), mais encore rendent répréhensible la conduite du client. L'obligation du client de rembourser le chèque devra alors être reconnue, mais à la condition de procéder de l'article 1382 du Code civil, par exemple, s'il est bien établi que le chèque faux a été dérobé du carnet depuis que le client en a pris possession, le détournement ne s'explique que par une faute dudit client... »

Cette argumentation a une base juridique indéniable : à savoir qu'un titre faux n'engendre par lui-même aucune obligation juridique, mais elle ne tient peut-être pas assez compte de ce fait que le banquier s'est dessaisi du carnet de chèques, qu'il l'a remis à un client et que c'est à celui-ci de veiller à sa garde... Ce n'est pas à dire que nous songions à mettre le dommage au compte du soi-disant tireur ; il est préférable de le faire supposer en principe par le tiré : c'est un risque de son métier.

La jurisprudence est très incertaine : on peut citer des jugements qui ont fait porter la responsabilité du chèque faux aux soi-disant tireur : « attendu, en droit, qu'il est certain que le débiteur qui paie sur la pré-

sensation d'un faux mandat n'est pas libéré et doit seul supporter toutes les conséquences du paiement qu'il a effectué, parce qu'il n'a pas su se soustraire à une fraude qui était dirigée contre lui et non contre le créancier à qui on ne peut rien reprocher ; mais qu'il y a lieu de faire exception à ce principe quand il s'agit de chèques qui, faisant l'objet de monnaie, sont payables à vue et auxquels il faut nécessairement appliquer par voie d'analogie les dispositions des articles 145 et 187 du Code de commerce pour leur conserver leur caractère et leur utilité ; qu'aux termes de ces articles, le banquier qui paie un chèque sans opposition doit être présumé valablement libéré, qui, dans ce cas, et pour faire écarter cette présomption, le tireur est dans l'obligation de démontrer qu'au moment de la présentation de l'effet, le tiré a commis une imprudence de nature à engager sa responsabilité (1) ».

Ce jugement a été critiqué par M. Thaller et aussi par MM. Lyon-Caen et Renault d'une manière assez générale, la doctrine et la jurisprudence projettent en effet sur le tiré la responsabilité du paiement du chèque faux. Mais il y a décision en sens inverse, par exemple, ce jugement du tribunal de commerce de la Seine du 20 juin 1903 : « attendu que les banquiers ne peuvent voir leur responsabilité engagée

1. Trib. civil de Lyon, 26 janv. 1889.

en raison des paiements effectués par eux qu'autant qu'ils ont commis une faute lourde, et notamment s'ils ont payé alors que des faits anormaux et des circonstances louches dont ils pouvaient évidemment se rendre compte, leur faisaient un devoir de s'abstenir ou tout au moins de s'enquérir avant de se libérer (1) ».

Le fait de payer un chèque faux, à la différence du fait de payer un chèque véritable, ne peut préjudicier qu'au tireur ou au tiré, les endosseurs et les tiers porteurs doivent demeurer indemnes.

Le chèque a été signé par le titulaire du carnet, mais il a été altéré en cours de circulation... Entre le cas où il n'y a pas de mandat exprès du tireur au tiré, parce que la signature est fausse, et celui où ce mandat existe, parce que la signature est sincère, il peut se produire une hypothèse intermédiaire. Le chèque payé émane bien du tireur, mais il a été par la suite altéré dans un de ses éléments essentiels, la somme à payer ou le nom bénéficiaire. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour dire qu'à l'article 145 du Code de commerce doit jouer dans le cas où l'altération porte sur le nom du bénéficiaire. Mais il y a divergence, quand elle concerne le montant du chèque. D'après certains auteurs, le tireur serait responsable de l'excédent de la somme apparente sur la somme tout

1. *Gaz. des Trib.*, 27 sept. 1903.

d'abord inscrite, réserve d'une faute à la charge du tiré. Ils appuient leur opinion sur l'article 2000 du Code de commerce « le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion sans imprudence qui lui soit imputable ». D'autres auteurs, au contraire, assimilent au chèque faux le chèque majoré, du moins jusqu'à concurrence de cette majoration. Ils n'accordent de recours au tiré contre le tireur que dans la limite de la somme effectivement inscrite par celui-ci. D'autres jurisconsultes enfin prétendent que le tireur ne doit pas souffrir de la majoration, mais que le tiré peut demander le remboursement de la différence au signataire de l'acquit. A La Haye, dans le projet de loi uniforme relatif à la lettre de change, voici la disposition adoptée pour cette hypothèse. « En cas d'altération d'un texte d'une lettre de change, les signataires postérieurs à cette opération sont tenus conformément au texte altéré ; les signataires antérieurs sont tenus d'après les termes du texte original. »

Le chèque a été fabriqué de toute pièce et l'imitation est parfaite. M. Thaller a écrit que cette hypothèse n'était pas possible. Il est certain qu'elle sera rare, mais elle s'est produite cependant : affaire chèque Vautier sur Compagnie algérienne Marseille. La vignette avait été fabriquée à Londres ; le tiré payé, il est vrai de dire qu'un de ses employés était

complice. Dans ce cas, le tireur ne peut avoir aucune responsabilité : il n'est pas en faute, et la preuve en est dans ce fait que le faussaire a été dans l'obligation de faire fabriquer la formule...

Nous avons vu ci-dessus les raisons invoquées par les partisans de la faculté de révocation : il reste à indiquer les arguments des adversaires « dans le système adverse, on soutient que la révocation ne doit produire ses effets qu'après l'expiration du délai de présentation. D'après les partisans de cette thèse, le droit de révocation serait contraire aux principes de la bonne foi. Celui qui reçoit un chèque en paiement doit avoir la même sûreté que s'il avait été payé en argent comptant. Cette sûreté est la condition primordiale de la vaste circulation du chèque. Au moyen de cet instrument, on peut opérer toute une série de paiements durant le délai de présentation. Par la révocation, tous ces paiements sont atteints, et ceux qui les ont faits pourraient être exposés aux plus graves inconvénients par les recours qui seraient exercés contre eux. La circulation du chèque serait entravée parce que tout porteur, de crainte de révocation, s'empresserait de le présenter le plus tôt possible au paiement ».

Bref, on aboutit à une solution mixte, qui s'efforçait de tenir une sorte de balance entre les deux systèmes opposés. M. Lyon-Caen déclare que la France se ralliait à cette combinaison proposée par

l'Allemagne, à savoir que la révocation ne peut avoir d'effet qu'après le délai de présentation, délai qui devait être court, afin d'obliger le porteur à présenter l'effet le plus tôt possible. Mais il signala qu'en cas de perte, de vol ou d'abus de confiance, la situation était délicate.

M. Carton de Wiart, délégué belge, fait remarquer que la Belgique avait également proposé le système d'après lequel la révocation ne pourrait produire d'effet qu'après l'expiration et le délai de présentation. On a objecté qu'il était inadmissible de limiter la responsabilité, au moins en cas de perte ou de vol, et que d'ailleurs, en pareil cas, tout le monde acceptait l'avis de ne pas payer donné au banquier, ce qui était en fait, admettre la révocabilité. M. Carton de Wiart estimait qu'un tel avis est parfaitement conciliable avec le système préconisé par la délégation belge. En effet, cet avis n'est pas, à proprement parler, une révocation, mais une mise en garde, une invitation à la prudence. Si le le tiré après avoir reçu cet avis, payait le chèque au porteur de mauvaise foi, il ne pourrait pas lui-même exciper de sa bonne foi, mais aurait, au contraire, commis une faute lourde, et dès lors, il ne serait pas valablement libéré par son paiement. En fait donc, un tel avis donne presque autant de garantie qu'une révocation, et l'on a justement fait remarquer d'autre part les inconvénients de la révocabilité illimitée. On voit la réponse

que faisait le délégué belge à l'objection de M. Lyon-Caen, en cas de perte, de vol ou d'abus de confiance, le tireur, dans les délais de présentation, n'aurait plus le droit de révocation : mais il garderait le droit d'avertir le tiré, et, dans cette hypothèse, celui-ci se garderait de payer, car, il le ferait à ses risques et périls.

M. Ernest Picard s'efforçait de donner une synthèse à la question : il disait qu'il y avait trois sortes d'intérêts en présence : ceux du porteur, du tiré et du tireur. Il notait que le système de la révocabilité illimitée est favorable au tireur et au tiré, défavorable au porteur de bonne foi. D'après lui, le système allemand reportait le risque sur le tiré qui sera généralement un banquier, et il estimait que c'était une bonne solution, le banquier étant mieux armé que tout autre pour se défendre. Il y avait là, pour le secrétaire général de la Banque de France, une heureuse application de la théorie du risque professionnel...

M. Mackenzie Chalmers déclare qu'en Angleterre le mandat contenu dans le chèque est révocable par le tireur. Il faut en effet observer que le banquier est l'argent du tireur et n'a pas de relations avec le porteur ; il doit, en conséquence, se conformer aux indications de son mandant. Si le tireur ne pouvait révoquer son mandat, le banquier se verrait mis dans une situation difficile au cas de perte ou de vol

de l'effet. La révocation faite par le tireur est une mesure de protection pour le banquier. Dans la pratique, le tireur ne révoque pas le chèque sans raison valable, parce qu'il s'expose à une action du porteur et à se voir condamner au paiement du chèque, à des dommages-intérêts et aux frais. Enfin, il faut ajouter que dans un grand nombre de cas, le tireur révoque le chèque sur la demande même du porteur, notamment en cas de perte.

On voit que l'Angleterre soutenait la thèse de la révocabilité illimitée, et cela par des raisons tirées de la pratique. M. Lyon-Caen, au contraire, estimait que le droit d'opposition reconnu au tireur par des arrêts de la Cour de cassation, des Cours d'appel et des jugements des tribunaux de commerce est assurément de nature à nuire à la diffusion des chèques. Il importe que la loi refuse expressément le droit d'opposition au tireur ou tout au moins le restreigne dans les limites étroites et précises. Les délégués de l'Angleterre et de la France aboutissaient donc à des conclusions diamétralement opposées, et cela en se basant les uns et les autres sur les besoins de la pratique.

Voici une décision de justice récente qui a admis le droit d'opposition du tireur.

« Affaire du Comptoir métallurgique français contre le Comptoir d'escompte.

« Attendu que le 15 mai 1916, le Comptoir métal-

lurgique français a reçu de B... un chèque de 16.897.50 sur le Comptoir national d'escompte et ce, en paiement d'un lot de fil de fer galvanisé... que ladite marchandise ne répondant pas à la qualité vendue, B... a par exploit du ministère de C..., huissier à Paris, en date du 17 mai 1916, déclaré au Comptoir d'escompte qu'il s'opposait au paiement du chèque dont s'agit : que ce chèque a été vainement présenté à l'encaissement le 20 mai 1916 et a été protesté, faute de paiement à la requête de la Société générale tiers porteur au profit de qui il avait été endossé par la Société demanderesse.

« Attendu que, par jugement de ce tribunal en date du 29 décembre 1916, la vente sus-relatée a été déclarée résiliée aux torts et griefs du Comptoir métallurgique français, que ce dernier a été condamné en outre à restituer à B... le chèque litigieux et au paiement de dommages-intérêts...

« Attendu que, la Société demanderesse prétend du fait, plaider qu'elle serait fondée à réclamer au Comptoir d'escompte paiement du montant du chèque tiré par B... sur la caisse de cette dernière, soit de la somme de 16.897 fr. 50.

« Mais attendu qu'il convient de constater que, par la création de ce chèque (lequel titre aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 14 juin 1865), constitue un mandat de paiement, le Comptoir d'escompte se trouvait en l'espèce, le mandataire de B... pour effec-

tuer audit Comptoir métallurgique français ou à son ordre, le versement de la somme de 16.897 fr.50, au moyen d'un prélèvement d'égale somme sur le montant des fonds disponibles au crédit de son mandat : que ledit Comptoir d'escompte se trouve en raison de l'opposition de B... dégagé de toute obligation envers le Comptoir métallurgique français, bénéficiaire du chèque (1). »

En définitive, le tribunal reconnaît au tireur le droit de révocation, mais il souligne qu'il a de justes motifs de l'exercer, quant au tiré, il analyse sa situation en celle d'un mandataire et le dégage de toute responsabilité par cela qu'il a été touché avant paiement par une opposition.

Voici par contre un autre jugement du même tribunal et à peu près de la même date qui dénie à un tireur le droit de révocation.

Le tribunal :

« Attendu que la demande tend au paiement par L... à F... de la somme de 1.302.35, montant en principal d'un chèque tiré de Paris le 3 août 1917, par L... sur la Lloyds Bank Limited à l'ordre de F..., ledit chèque impayé à présentation enregistré protesté...

« Attendu que L... résiste à cette demande, qu'il soutient non recevable, en tout cas mal fondée.

« Attendu que, à l'appui de ces conclusions L... expose que, en mars 1917, il avait chargé F... de faire transporter de Shoffield à Paris, port au Havre, 12.700 kilos de tôle... que ce transport ayant été effectué, il a signé le chèque, objet du présent litige, mais qu'il spécifie que vu l'élévation de la somme réclamée, F... lui fournirait immédiatement toutes pièces prohibitives, notamment lettres de voiture et connaissance ou autres à l'appui de sa note ; que ces pièces ne lui ayant pas été fournies, il donna à la Lloyds Bank l'ordre de ne pas payer le chèque dont s'agit ; que depuis, malgré ses réclamations et notamment une protestation par acte de P... huissier à Paris, en date du 6 septembre 1917, il n'a pu obtenir de F... la remise des pièces justificatives qu'il réclame ; attendu qu'il prétend que dans ces conditions ce serait à bon droit qu'il se serait opposé au paiement dudit chèque... Mais attendu que le chèque est, par sa nature même, un mode de paiement équivalent à un versement en espèces ; que dès l'instant où il est sorti des mains du souscripteur, lui-même ne peut plus s'opposer au paiement, s'il n'y a perte ou faillite du porteur.

« Attendu qu'en l'espèce, c'est donc sans droit que L... a empêché le paiement du chèque litigieux par la Lloyds Bank...

« Attendu que, à la vérité, le jour même, où il a signé le chèque, de L... a écrit à F... qu'il entendait

réserver tous ses droits à raison du montant de la facture contre lequel il protestait et de l'état où se trouvaient les tôles livrées...

« Mais attendu que si cette circonstance est de nature à permettre à de L... d'exercer, le cas échéant, un recours à raison d'un ou du paiement, « on ne peut faire obstacle au droit acquis à F... par le fait seul de la remise du chèque. »

Il apparaît par ces deux décisions de justice que la question de la révocabilité du chèque par le tireur est résolue un peu au hasard et non d'après des directives bien précises. Tantôt les tribunaux l'admettent assez largement, tantôt ils la repoussent. Il est à noter toutefois qu'ils ne l'acceptent jamais sans l'appuyer de justes motifs. En Angleterre, au contraire, on regarde la faculté de révocation comme essentielle au chèque et par conséquent elle est accordée sans conditions au tireur, quitte à ce qu'il doive des dommages-intérêts s'il en abuse.

A La Haye, l'un des délégués allemands, M. Von Simson — devant la contradiction des systèmes de présence — émit l'avis qu'il convenait de chercher un terrain de conciliation. Finalement voici les décisions qui furent adoptées.

La première question se posait ainsi : Faut-il reconnaître le droit de révocation ? L'affirmative fut admise à l'unanimité ceci voté, l'on passa à une deuxième question : cette révocation ne doit-elle avoir

effet qu'après l'expiration du délai de présentation ?
Les cas de perte et de vol étant exceptés.

Les délégations se partagèrent : dans le sens de l'affirmative, se prononcèrent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Russie, et la Turquie ; dans le sens de la négation : les Etats-Unis, la Hongrie, le Danemark, l'Angleterre, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas et le Siam ; s'abstinrent la Suède et la Suisse...

Pour ce qui est du cas de perte et de vol, il fut admis à l'unanimité que même avant les délais de présentation, le tiré prévenu n'est pas libéré, si le présentateur du chèque n'a pas démontré sa bonne foi.

CHAPITRE VI

PRÉCAUTIONS A PRENDRE AU MOMENT DU PAIEMENT DU CHÈQUE

D'une manière générale, le tiré doit prendre toutes les précautions possibles en égard à la célérité nécessaire du paiement lors de la présentation du chèque.

Il est d'abord de toute évidence que le banquier tiré ne payera pas le chèque sans exiger la remise, c'est cela même qui constitue son titre libératoire. Il y a des lois — lois autrichiennes du 3 avril 1905 et lois allemandes du 11 mars 1908 — qui ont mentionné cette exigence d'une manière expresse, donc pas de paiement sans livraison de l'instrument.

Ayant en mains le titre, le tiré s'assurera qu'il a bien été délivré par lui et qu'il n'a pas été falsifié. Sans doute le tireur pourrait théoriquement se servir de formules qu'il fabriquerait lui-même : mais en pratique, le banquier ne payerait pas, ces formules offriraient trop peu de garanties d'authenticité et prêteraient à la fraude.

Les formules sont d'un usage personnel, c'est-à-dire que leur titulaire ne peut pas les céder par exemple à un de ses amis. Il y a en effet toute chance qu'un chèque émis dans ces conditions ne soit pas payé par le tiré.

Les vignettes portent un numéro d'ordre et une lettre de série. Généralement le tireur les détachera l'une après l'autre ; mais il n'y est pas obligé. Cependant le tiré ne devra pas entièrement négliger cette circonstance, il y a des décisions de justice qui lui ont fait grief d'avoir passé outre. « Attendu que le caissier s'est reporté au compte de L. pour savoir s'il y avait provision ; qu'en consultant sa comptabilité il a dû voir que le dernier chèque acquitté portait le numéro 606, tandis que le chèque présenté portait le numéro 617 ; que cette circonstance, qui ne peut avoir une grande importance pour une maison de banque ou de commerce qui rend dans une journée un grand nombre de chèques était cependant, dans l'espèce, de nature à appeler son attention ; qu'elle était en effet contraire aux habitudes constantes de L. qui ne tirait qu'une moyenne de 7 à 8 chèques par mois... » (1).

Le mot « chèque » figure assez souvent sur les chèques émis par les établissements français, mais il n'est pas obligatoire. Il en est différemment en Allemagne et en Autriche.

1. Tribunal civil de Lyon 26 janv. 1899.

Que devrait faire le tiré, si un chèque à échéance lui était présenté ? D'après la loi française, le chèque ne peut être tiré qu'à vue. D'après la loi italienne « le chèque peut être payable à vue ou dans un délai qui ne doit pas excéder dix jours à dater du délai de présentation » (1).

A la Haye, l'un des délégués italiens, M. Schanger déclara que « l'Italie est disposée à abandonner le système de son Code de commerce qui admet le chèque payable à délai de vue ». En voici les raisons qu'il en donnait : Cette faculté ne s'accorde pas avec la promptitude du paiement qui est la caractéristique de ce titre ; elle donne lieu à des méprises à cause de l'interprétation à donner au visa par le tiré pour le calcul du terme. Quelques-uns en effet qui voient l'équivalent d'une acceptation, d'autres une déclaration d'engagement concernant l'existence et la disponibilité de la provision, dont cette forme d'échéance ferait supposer au contraire l'inexistence actuelle chez le tiré.

A La Haye, une longue discussion s'engagea sur cette question. Il y avait unanimité pour n'admettre que le chèque à vue. « Cette prescription est conforme à la destination du titre, qui est de service

1. Article 340, alinéa 3 du Code de commerce italien. Il en est de même de la loi roumaine : « il pourra être payé à vue ou dans un délai qui ne dépassera pas dix jours à partir de la présentation », article 365 du Code de commerce de Roumanie.

d'instrument de paiement ; il ne peut remplacer les espèces monnayées qu'autant que celui à qui il est remis peut se faire payer par le tiré aussitôt que la remise lui en est faite ». Du reste, si le chèque pouvait être à une échéance plus ou moins éloignée, il se substituerait complètement dans la pratique à la lettre de change, par cela même qu'avec lui, on échappe au droit de timbre proportionnel. « Afin d'éviter qu'un chèque étant tiré à vue, les parties conviennent pourtant qu'il ne sera pas payable à toute réquisition toute convention de ce genre est déclarée nulle de plein droit » (1).

Mais il y avait des divergences au sujet des sanctions au cas où néanmoins un chèque serait payable à un certain délai à vue. « Les uns, disait M. Mayer, désirant déclarer un tel chèque nul ; les autres demandant que la mention soit déclarée non écrite ; il en était ainsi notamment de MM. de Nagy et Hammerschlag qui font valoir qu'un chèque avec la mention payable à un certain délai de vue contient en réalité deux manifestations de volonté différentes puisque le mot chèque apposé sur un effet implique selon la loi un effet à vue. Le législateur a donc certainement le droit de se tenir à cette dernière manifestation de volonté et de considérer la clause indiquant un délai de vue comme non écrite.

1. I. 1874 article 6, alinéa 3, *Manuel de droit commercial*, p. 552, n° 735.

Le délégué belge, M. Carton de Wiart faisait observer que la question n'avait peut-être pas l'importance qu'on semblait lui attribuer, parce que la pratique n'offre que peu d'exemples de chèques payables à un certain délai de vue. On préfère postdater l'effet. Il est donc d'avis qu'on pourrait sans inconvénient sérieux regarder comme non écrite la clause payable à un certain délai de vue.

Mais les Allemands par l'organe de M. Fischel prétendaient que « réputer la clause non écrite serait une tromperie... le chèque à un certain délai de vue, par la volonté des parties, n'est payable qu'à une date déterminée. Si on le déclare immédiatement payable, le porteur est donc avantagé puisqu'il peut toucher immédiatement le montant du chèque. C'est à cette solution qu'il serait, selon nous, préférable de se rattacher...

En France, les banquiers ne paient pas un tel chèque avant l'échéance, mais ils le paient à l'échéance, En Allemagne, ce chèque est nul...

Il n'y a pas de règle bien précise dans les diverses législations sur l'écriture des chèques. Dans la loi française, on ne trouve qu'une prescription. « La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque ». Il faut noter que, même dans ce pays, la divergence d'écriture reste dépourvue de sanction. En Angleterre, on

ne paie généralement pas les chèques écrits au crayon : la falsification est trop à craindre.

Quant à la date, elle a une grande importance parce qu'elle permet de rechercher si le tireur était capable au moment de la création du chèque, elle fait foi jusqu'à preuve du contraire. Il va de soi que le tiré n'est pas responsable de la sincérité de la date : sauf circonstances exceptionnelles, il n'a qu'à la tenir pour exacte...

Comme nous l'avons déjà dit, la capacité en matière de chèque ne saurait être déterminée que par la loi personnelle du tireur. En France, on applique les principes généraux : l'article 113 du Code de commerce ne joue pas ici « la signature des femmes et des filles non négociantes ou marchandes publiques sur lettres de change ne vaut à leur égard que comme simple promesse ». En effet, le chèque ne constitue pas par lui-même un acte de commerce.

A la Haye, on discuta assez à fond la question de savoir au profit de qui le chèque pouvait être émis. Et voici la réponse du Comité : « Il peut être émis soit au profit d'une personne dénommée, soit au profit d'une personne dénommée ou à son ordre, soit au porteur, ces formes de chèques étant admises par toutes les législations ».

Comment faut-il que soit désignée la personne dénommée ? La loi française ne le dit pas de façon précise et il n'y a pas non plus d'usage constant. On

n'exige pas le prénom ni l'adresse, ni la profession. On se contente du nom patronymique. Toutefois, cela ne va pas sans inconvénient, car il y a certains noms qui sont très répandus et un homonyme pourrait encaisser sans faire de faux. Quand un chèque est tiré à l'ordre du représentant non dénommé d'une personne morale, par exemple à l'ordre du directeur de la Société Générale de Rennes, il doit être acquitté ou endossé par celui-ci en sa qualité et en cas de décès, le paiement ne pourrait être effectué aux mains de ses héritiers qu'avec la permission de la personne qui semblait y avoir droit ou du tireur.

A la Haye, la question se posa de savoir si un chèque pouvait être tiré au profit du tiré. Et il fut décidé que des considérations d'ordre pratique empruntées aux usages des banques rendent nécessaires les réponses affirmatives.

Le tirage-joint n'est pas prohibé. Il est d'un usage assez fréquent dans les établissements de crédit qui émettent des chèques à l'ordre de leurs agents. Dans ce cas, le payeur doit exiger par deux signatures dans l'acquit. Si l'un des bénéficiaires venait à mourir, le chèque ne pourrait pas être payé avant régularisation.

Le tirage alternatif à personne dénommée ou au porteur fut également admis à la Haye, car il est employé dans beaucoup de pays, dans ce cas, on le répute au porteur.

Bref, il n'y a pas lieu d'entourer d'entraves la désignation des personnes susceptibles d'être bénéficiaires d'un chèque dès l'instant qu'on admet la forme au porteur.

La question de l'endossement est intimement liée à celle du bénéficiaire de chèque; on a dit « qu'en principe, une lacune interrompant le chaîne des endossements à ordre non biffés serait considérée comme une négligence grave à la charge du payeur ». En fait, dans un grand nombre de caisses, elle n'est guère faite que pour les chèques importants. Elle suppose, en effet, des signatures parfaitement lisibles et elle comporte normalement, comme en Angleterre, le droit pour le banquier de refuser le paiement d'un chèque, s'il le juge utile, pour cause d'illisibilité des endossements. Les usages français sont tout à fait incompatibles avec cette faculté et par suite on ne saurait exiger du banquier qu'il s'assure de la conformité des signatures des endosseurs avec les indications, soit de l'ordre du chèque, soit de l'endos à ordre qui précède immédiatement le leur. Il ne pourra que constater l'absence d'une discordance apparente.

Le tiré n'a pas à se préoccuper de la sincérité des signatures des endosseurs qu'il n'a généralement pas de moyens de connaître. Il n'a pas davantage à demander au porteur de justifier des qualités indiquées à l'endos, par exemple de mandataire, d'administrateur. Cela générerait par trop la circulation du

chèque. Toutefois, à la Banque de France, il est d'usage d'inviter le porteur d'un chèque à présenter la procuration visée dans le dernier endos ou la délibération autorisant la signature donnée au nom d'une société dans le dernier endos, à moins que les signatures n'aient été déposées à la Banque à l'occasion de l'ouverture d'un compte au nom de la personne ou de la société mandante.

Le tiré n'est également pas tenu de se préoccuper de la capacité des endosseurs, sur laquelle il est presque toujours hors d'état d'avoir des renseignements.

La législation internationale devait-elle régler le cas du paiement fait à un porteur illégitime ? Ce problème fut à la Haye résolu par la négative. Comme le disait la délégation française, la solution doit varier avec les circonstances et par conséquent abandonnée aux législations internes. Toutefois il serait désirable que toutes ces législations s'inspirassent de directions communes. Elles peuvent se rattacher soit à l'idée de faute, soit à l'idée de risque professionnel. En règle générale, dans le droit français, la notion de responsabilité et la notion de faute sont corrélatives : l'une est la conséquence de l'autre. « La faute est un manquement à une obligation préexistante dont la loi ordonne la réparation quand il a causé un dommage à autrui ». L'idée de faute prise en elle-même est donc extrêmement

simple et elle est dans une relation nécessaire avec l'idée d'obligation : une personne ne peut pas être en faute, si elle n'était tenue de rien avant l'acte qu'on lui reproche... La question de savoir si l'agent a commis la faute avec ou sans intention de nuire est indifférente... à la différence du Code allemand qui a développé la théorie des fautes dans des articles nombreux, notre Code ne contient sur ce sujet que des dispositions trop sommaires et trop vagues. Elles se réduiront aux deux articles 1382 et 1383. Le premier ne donne pas une définition, même défectueuse de la faute dont il prononce à peine le nom d'une façon incidente; il se place surtout au point de vue du résultat matériel de la faute, le dommage causé. » Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige par la faute duquel il est arrivé à le réparer. L'expression « tout fait quelconque » pour qualifier la faute est beaucoup trop vague : celle-ci n'est pas, à beaucoup près, un fait quelconque, mais bien un fait parfaitement déterminé par son caractère illégitime. Or, cette idée capitale ne figure même pas dans le texte français. Le Code allemand dit au contraire avec précision : celui qui lèse illégalement une autre personne (1). La loi Aquilia supposait également un *damnum injuria datum*, c'est-à-dire le *damnum quod non jure fit*...

1. Article 823.

Comp. Code pénal suisse : quiconque lèse sans droit (1), quand ils ont parlé d'un fait quelconque, les auteurs du Code étaient préoccupés du désir d'assurer la répression des fautes sous quelque forme qu'elles se présentent ; ils songeaient à la variété naturelle des faits qui constituent des fautes et voulaient généraliser le système de la loi Aquilia qui ne réprimait que trois catégories de faits déterminés. C'est ce que prouvent les travaux préparatoires « cette disposition embrasse, dans sa vaste latitude, tous les genres de dommages... depuis l'homicide jusqu'à la légère blessure, depuis l'incendie d'un édifice jusqu'à la rupture d'un meuble chétif » (2).

Une conclusion se dégage des observations du distingué professeur. C'est que la notion de faute n'est pas facile à définir, elle est essentiellement variable et mouvante. « Pour savoir ce qu'est une faute, on peut employer la méthode expérimentale. Cent ans déjà écoulés depuis la promulgation du Code nous fournissent une jurisprudence abondante où la faute se laisse voir sous les formes les plus diverses. Or, l'étude comparative des décisions de justice éveille toujours des idées que la réflexion abstraite n'aurait jamais suggérées. C'est ainsi qu'en analysant l'ensemble des décisions classées méthodiquement dans les grands répertoires, on s'aper-

1. Article 50.

2. Fenet, LXIII, p. 488.

çoit que si la faute est nécessairement la violation d'une règle, cette règle est tantôt d'ordre juridique et tantôt d'ordre pratique... La loi nous défend réellement d'être maladroits, comme elle nous défend d'être malhonnêtes. Je croirais volontiers que les articles 1382 et 1383 ont uniquement en vue les fautes par impéritie : la loi a considéré comme suffisamment assurées par leurs sanctions propres et elle a voulu, dans ces deux articles, attacher une sanction aux règles d'habileté dont l'objet et l'établissement ne sont pas du ressort de la législation. »

M. Planiol a donc essayé de donner une théorie de la faute : mais y a-t-il réussi ? Dire que la loi nous défend d'être maladroits ce n'est pas avancer beaucoup la question. Où commence la maladresse ? à partir de quel degré est-elle prohibée ? On est en plein arbitraire. Et, il suffit de parcourir les décisions de justice auxquelles fait allusion M. Planiol, pour s'apercevoir qu'elles ne relèvent d'aucune direction précise. Les mêmes faits sont regardés comme fautifs par certains tribunaux et comme légitimes par d'autres. Bref, les jugements et arrêts en la matière sont, s'il est permis de s'exprimer ainsi, comme des coups de dés...

Si attaché qu'il soit à l'idée de faute comme base de la responsabilité, M. Planiol lui-même reconnaît qu'il y a dans le Code français des cas de responsabilité sans faute. « Dans les cas où il s'applique, l'ar-

ticle 1386 est très rigoureux pour les propriétaires : il établit contre eux un risque redoutable contre lequel ils ne peuvent se protéger que par l'assurance ; et ce qui est important à noter, cette responsabilité est fondée sur leur seule qualité de propriétaires et est étrangère à toute idée de faute. »

Le distingué professeur se demande, si le propriétaire d'une chose autre qu'un animal ou qu'un bâtiment est responsable en sa qualité de propriétaire et abstraction faite de toute idée de faute des dommages, que sa chose peut causer à autrui ? Il croit que l'idée d'une responsabilité encourue de plein droit par le propriétaire d'une chose, sans qu'on puisse relever ni même présumer contre lui la moindre faute, paraît étrangère à l'ancien droit français. Le Code civil n'a établi nulle part cette responsabilité purement réelle, il maintient l'ancien principe de la nécessité d'une faute prouvée ou tout au moins présumée. Le Tribun terrible, ne disait-il pas devant le Corps législatif : « Le dommage pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un. S'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort dont chacun doit supporter les chances. »

Toutefois, on peut dire que le Code contient en germe l'idée nouvelle. Ainsi, quand il déclare le propriétaire d'un bâtiment responsable de sa chute s'il y avait vice de construction, il admet une responsa-

bilité indépendante de l'idée de faute. Sans doute, ce vice peut tenir à une faute du propriétaire qui a voulu faire bâtir trop économiquement ou sur un plan défectueux ; mais il peut aussi être imputable uniquement à l'architecte ou à l'entrepreneur employé à la construction et la loi ne fait aucune distinction... Mais il s'est produit une évolution dans la pensée des auteurs modernes et, après une série de tâtonnements, beaucoup ont rompu complètement avec l'idée de faute pour soutenir que la responsabilité du dommage causé par la chose est une suite nécessaire du droit de propriété (1).

On est donc parti de l'idée de responsabilité pour faute ; mais devant les difficultés inextricables qu'il y avait soit à définir la notion de faute, soit à en mesurer le degré, on a été amené à l'idée de responsabilité pour simple dommage.

Cette idée a prévalu en France avec la loi du 9 avril 1898 qui a établi le principe du risque professionnel. « On entend, décrit M. Planiol, par risque professionnel les chances d'accidents inhérentes à un métier, indépendamment de toute faute. Il a paru juste de mettre ce risque à la charge du patron, au lieu de le laisser supporter à l'ouvrier, comme le faisait la jurisprudence ancienne » du moment où

1. Saleilles, *les Accidents du travail et la responsabilité civile*. Paris, 1897 ; Gosserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*.

l'industriel entraîne des risques inévitables, disait M. Cheysson, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter. Aujourd'hui moins que jamais, en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent, de ces métaux en fusion, de ces appareils formidables, de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel, c'est au maître à qui appartient la machine qui tue et qui blesse. N'en doit-il pas répondre en faisant entrer le risque professionnel dans le prix de revient ? (1).

Mutatis mutandis, on peut défendre par les mêmes arguments l'extension de l'idée du risque professionnel en ce qui touche les banquiers payeurs de chèques... comme nous l'avons déjà noté, le développement du système de paiements par chèques sert grandement les intérêts des Etablissements de crédit. On n'émet de chèques qu'aux personnes qui ont un dépôt en banque. Or ces dépôts, lorsqu'ils prennent une certaine importance, sont une source de profits sérieux et qui s'élèvent chaque jour. En argent, ils ne sont crédités que d'un intérêt infime, alors qu'ils sont réclamés dans la circulation avec un intérêt élevé. En titres, ils donnent lieu à des droits de garde de plus en plus onéreux : les coupons ne sont portés au crédit du compte qu'après un temps souvent fort long : la banque réalisant un

1. *Journal des Economistes*, 15 mars 1888.

profit sur le temps couru entre le détachement et le paiement. De plus, étant au courant des disponibilités de leur clientèle, les Etablissements de crédit peuvent les aiguiller sur des placements qui leur rapportent de copieuses commissions. On pourrait développer ce tableau et montrer que la prospérité des institutions bancaires est d'autant plus grande dans un pays que le système des chèques y est plus développé. Il est juste, en retour, que les Banques supportent les risques inhérents à leurs opérations et notamment au paiement des chèques. Sans doute, comme nous l'avons déjà remarqué, cette opération est de toutes la plus périlleuses ; mais ces banques sont organisées pour se défendre au siège central du Crédit Lyonnais, par exemple, des pièces d'identité offrant des garanties sérieuses sont généralement exigées des inconnus pour les chèques supérieurs à 1.000 francs. Des paiements assez nombreux sont effectués à domicile. Le renouvellement de l'acquit signé d'avance est souvent demandé. L'établissement relève toutes les signatures qui parviennent entre ses mains afin de rapprocher, autant que possible, d'un spécimen la signature du porteur comme celle du tireur.

Toute personne se présentant en qualité de préposé, si elle n'est pas connue ou revêtue d'un uniforme, doit produire une lettre du signataire de l'acquit ou attendre que l'établissement lui en réfère

par téléphone. Enfin aucun chèque portant l'acquit d'une maison de banque n'est payé en espèces à un employé même connu ; le chèque est échangé contre un mandat de virement sur la Banque de France.

On voit ici sur le vif la double série de mesures que prendraient les banques, si la théorie du risque professionnel venait à leur être appliquée. D'une part, elles multiplieraient les précautions, ce qui entraînerait peut-être un léger inconvénient, le paiement des chèques serait peut-être un peu moins rapide. D'autre part, elles essaieraient d'éviter les paiements en monnaies et de développer les règlements par jeux d'écritures, ce qui, en tout temps, serait avantageux, mais surtout aujourd'hui.

Enfin les Banques élèveraient peut-être un peu leurs tarifs, se constituant ainsi une sorte de prime d'assurance contre les mauvaises chances... Cela vaudrait infiniment mieux que l'état de choses actuel dans lequel un particulier peut d'un seul coup voir sa situation de fortune compromise.

Nous savons que, réserve faite de la qualité que doit présenter le tiré, par exemple être banquier, l'on peut émettre un chèque sur lui dès qu'on a des fonds disponibles et une convention avec lui, mais l'on ne peut pas l'obliger à payer n'importe où : en principe, il n'est tenu de payer qu'à son domicile ; mais il peut intervenir entre tireur et tiré des conventions de domiciliation. Voici ce qu'on lit à cet égard dans

le rapport Carlin et Mayer : « Il n'est pas possible d'accorder au tireur d'un chèque une liberté absolue quant à la désignation du lieu où le paiement doit s'effectuer. Ce lieu doit être celui où il a des fonds disponibles, c'est-à-dire le lieu du domicile du tiré. Tout autre lieu désigné comme lieu de paiement est réputé non écrit. A défaut d'une indication plus spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être son domicile et par conséquent le lieu de paiement ».

Toutefois, le tireur pourra indiquer, en dehors du lieu de paiement, d'autres endroits où le chèque pourra être encaissé sans frais par le porteur. Il n'y a pas là un changement de tiré : l'endroit indiqué pour l'encaissement ne remplace pas le lieu de paiement pour tous actes nécessaires à la conservation des droits découlant du chèque. Il y a seulement sur la base d'une entente avec le tiré et en faveur du porteur : indication de l'endroit où celui-ci pourra toucher le montant du chèque...

L'indication du lieu de paiement ne constitue pas une condition essentielle à la validité du titre comme chèque.

Il est fait allusion dans ce rapport à des habitudes italiennes et allemandes sur lesquelles nous allons donner quelques détails. Des banques américaines ont coutume de tirer des chèques sur leurs correspondants à Gênes en faveur des émigrants ou de

leurs familles : chèques payables aux différentes succursales de la Banque d'Italie. C'est pourquoi l'un des délégués italiens, M. Schanger, proposa que l'on posa le principe que le lieu du paiement soit le lieu du domicile du tiré : mais que l'encaissement peut se faire dans d'autres lieux. Il fut appuyé par M. Fischal : « sans toucher à la nature du chèque, on peut admettre qu'il peut être encaissé sans frais dans plusieurs villes, tout en n'étant payable que dans une seule. Il suffirait de déclarer que dans les diverses villes mentionnées sur le chèque, il y a des langues qui serviront d'intermédiaires pour le recouvrement sans frais du chèque dans le lieu où il est payable. C'est en effet ce qui se fait en pratique ; la Zahlungsstelle reçoit le chèque, l'envoie au tiré et le paie quelques jours plus tard quand elle a reçu les instructions nécessaires. »

M. Mayer précisa le cas : il signala que « le Zahlstellenscheck n'est pas un chèque domicilié, mais un chèque portant indication d'autres endroits où le chèque peut, pour la plus grande facilité du porteur, être encaissé ».

On peut noter que la France, dont la législation en matière de chèque est dominée par des préoccupations fiscales, admet dans certaines hypothèses la possibilité de domiciliation. « Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour payement, soit à la

Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre. Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur, à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France, sur la même place (1). »

Dans le cas de domiciliation, où doit se faire le protêt faute de paiement ? En France, il se fait chez le comiciataire : à la Haye, on estima qu'il devrait se faire au domicile du tiré. Il sera difficile d'aboutir à des règles communes en cette matière, car on est dans le domaine des voies d'exécution, et la législation locale y prétend à l'exclusivité...

■ Pour ce qui est de l'acquit, l'on trouve, comme à propos des autres mentions qui doivent figurer sur le chèque, des dispositions et des pratiques contradictoires. En Angleterre, le bénéficiaire d'un chèque, même s'il encaisse directement chez le tiré, se contente de signer au verso et cette signature est qualifiée « d'endossement ». Elle n'est pas exigée si le chèque est au porteur. Les cessions entre banquiers ne donnent lieu qu'à l'apposition de la griffe du cédant au recto, quelle que soit la nature du chèque.

En France, la loi ne contient qu'une règle à propos de l'acquit. « Le chèque, même au porteur, est

1. Loi du 26 janvier 1917.

acquitté par celui qui le touche : l'acquit est daté. » (1)

L'absence de date équivaldrait à l'absence d'acquit et il en serait de même de la post date et de l'anti-date, car le législateur n'a exigé l'acquit que pour avoir la date du paiement. Mais on a pu dire à juste titre que « cette date ne présente pas, au point de vue fiscal, l'intérêt que le législateur a paru y attacher. Le chèque pouvant être et étant souvent payé après un délai de cinq ou de huit jours, comme l'écrivent MM. Lyon-Caen et Renault, « le chèque, malgré l'inobservation des délais de présentation reste valable et le tiré demeure tenu de le payer, mais le porteur négligent encourt certaines déchéances. Ainsi son recours contre les endosseurs est toujours perdu, sans qu'il y ait aucune justification à faire... Quant au tireur, la loi distingue; il ne peut opposer la déchéance qu'autant que la provision a péri par le fait du tiré après les délais accordés pour la présentation du chèque. Par ces expressions un peu obscures « si la provision a péri par le fait du tiré, la loi vise le cas de faillite du tiré, auquel il faut assimiler celui de liquidation judiciaire, par identité de raison. La faillite ou la liquidation judiciaire mettent obstacle au paiement des dettes du failli ou du liquidé, on peut dire qu'elles entraînent la perte de la provision. Mais la déchéance du

1. Article 5 de la loi du 19 février 1874.

porteur n'est encourue à l'égard du tireur que lorsque la faillite ou la liquidation judiciaire a été déclarée après les délais de présentation. Ainsi un chèque a été tiré de Paris sur Paris le 1^{er} août et le tiré avait des fonds à la disposition du tireur. Le tiré, qui payait régulièrement du 1^{er} au 5 août, a cessé ses paiements le 6 et le porteur ne s'est présenté que ce jour-là. C'est par la négligence du porteur que la provision a péri ; il est juste qu'il subisse la conséquence de cette négligence. Si au contraire, la cessation des paiements du tiré s'était produite le 4 ou le 5 août, le tireur ne pourrait pas opposer la déchéance au porteur en lui disant que, s'il s'était présenté le 2 ou le 3, il aurait été payé. Le délai de cinq jours appartenant tout entier au porteur il n'est pas en faute d'en avoir usé (1). »

On peut d'ailleurs noter que, dans les banques, la date de présentation du chèque ressort des écritures et de la griffe apposée sur l'effet au moment du paiement bien mieux que de l'acquit.

Les établissements de crédit sont en général assez larges sur la date de l'acquit : il arrive, en effet, souvent que l'acquit est daté par avance et que le chèque n'est présenté que quelques jours après par un préposé. Celui-ci n'a pas qualité pour régulariser. Il faudrait donc retourner le chèque au tireur — ce qui

1. *Manuel de droit commercial*, p. 569, n° 742.

entraînerait des retards. — Les banques payent d'habitude quand l'intention frauduleuse n'existe pas ; au contraire, si c'est le bénéficiaire même qui est devant le guichet, on lui demande de rectifier...

Nous savons que la date du jour où le chèque est tiré doit être inscrite en toutes lettres : il n'en est pas de même de la date de l'acquit : elle peut être en chiffres. Il n'est pas nécessaire d'indiquer le lieu, encore que cela soit dans les usages.

Il y a un cas assez délicat : c'est celui de l'acquit par procuration. La question qui se pose c'est de savoir si le tiré peut exiger la production des pouvoirs visés dans un acquit ; il semble que l'affirmative s'impose : on a justement dit à ce sujet que « si la procuration était imaginaire ou insuffisante et que le prétendu mandat se trouvât en mesure d'établir l'absence de toute faute, de toute négligence commise lors du détournement du chèque à son préjudice. La présomption de l'article 145 du Code de Commerce tomberait ; le paiement ne serait pas opposable au créancier légitimé et le tiré ne serait pas libéré ; il n'aurait d'action que contre le signataire de l'acquit. Le fait que les articles 145 du Code de commerce et 1282 du Code civil et la loi du 14 juin 1865 ne mentionnent pas l'obligation de l'acquit et que la loi du 19 février 1874 est une loi de finance, n'infirmes pas cette conclusion. La doctrine et la jurisprudence admettent, même pour la lettre de change ou le billet à ordre,

que le tiré est responsable du paiement effectué aux mains d'un porteur sans droit s'il n'a pas exigé l'acquit. Cette formalité ne fait pas nécessairement échec à la fraude, mais elle la rend plus dangereuse ; tout bénéficiaire d'un effet à ordre a droit à cette protection. Le résultat ne serait pas obtenu s'il suffisait au détenteur illégitime d'un chèque d'invoquer des pouvoirs fictifs pour faire disparaître la solution de continuité existant dans la série des transmissions entre l'endos au profit d'un tiers et sa propre signature.

« Il y a pourtant en sens contraire un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 20 juin 1903 : il y est déclaré que l'obligation de produire la procuration virée à l'acquit d'un chèque n'est pas compatible avec les facilités que comporte ce mode de paiement et que le grief d'imprudence invoqué par le pseudo-mandant contre le tiré pour n'avoir pas exigé cette production n'est pas fondé. Il l'est d'autant moins que les chèques sont fréquemment acquittés d'avance et encaissés par un employé dont la signature ne figure même pas au titre (1). »

Cette décision n'est pas à l'abri de toute critique et l'argument d'analogie ou d'*a fortiori* qu'il invoque n'est peut-être pas péremptoire. Celui qui met au dos d'un chèque dont il est bénéficiaire une signature valant endos en blanc ou qui la fait précéder des

1. *Gazette des Tribunaux* du 27 septembre 1903.

mots « pour acquit » sait que désormais le chèque ne doit être laissé qu'en des mains absolument sûres et, en tout cas, accepte les risques inhérents à sa façon d'opérer. Il en est tout différemment du bénéficiaire qui n'a ni signé ni donné mandat ; son droit vis-à-vis du tiré doit rester entier.

En Angleterre, le Bills of Exchange act 1882 sec. 60 protège le banquier contre le paiement effectué sur un acquit indiquant une fausse qualité de mandataire. Par suite, le banquier n'est pas tenu d'exiger la procuration et la coutume est à Londres de s'abstenir. Le banquier qui paie un chèque acquitté par procuration ne peut pas être recherché — à moins de circonstances suspectes — pour n'avoir pas demandé de la production du pouvoir. Mais il ne le serait pas davantage si, dans l'intérêt de son client, il réclamait la procuration et par là même retardait les paiements. Et cette solution serait admise, même au cas où par suite de ce retard, le chèque serait finalement impayé, la provision ayant été absorbée par d'autres tirés dans l'intervalle.

La présomption de l'article 145 Code de Commerce tomberait ; le paiement ne serait pas opposable au créancier légitimé et le tiré ne serait pas libéré ; il n'aurait d'actions que contre le signataire de l'acquit. Le fait que les articles 145 du Code de commerce et 1282 du Code civil et la loi du 14 juin 1865 ne mentionnent pas l'obligation de l'acquit, et que la loi du 19 février

1874 est une loi de finance, n'infirme pas cette conclusion. La doctrine et la jurisprudence admettent, même pour la lettre de change ou le billet à ordre, que le tiré est responsable du paiement effectué aux mains d'un porteur sans droit s'il n'a pas exigé l'acquit. Cette formalité ne fait pas nécessairement échec à la fraude, mais elle la rend plus dangereuse ; tout bénéficiaire d'un effet à ordre a droit à cette protection. Le résultat ne serait pas obtenu s'il suffisait au détenteur illégitime d'un chèque d'invoquer des pouvoirs fictifs pour faire disparaître la solution de continuité existant dans la série des transmissions, entre-l'endos au profit d'un tiers et sa propre signature.

Il y a pourtant en sens contraire un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 20 juin 1903 : « il y est déclaré que l'obligation de produire la procuration virée à l'acquit d'un chèque n'est pas compatible avec les facilités que comporte ce mode de paiement et que le grief d'imprudence invoqué par le pseudo-mandant contre le tiré pour n'avoir pas exigé cette production n'est pas fondé. Il l'est d'autant moins que les chèques sont fréquemment acquittés d'avance et encaissés par un employé dont la signature ne figure même pas au titre (1). »

Cette décision n'est pas à l'abri de toute critique et l'argument d'analogie ou d'*a fortiori* qu'il invoque

1. *Gazette des Tribunaux* du 27 septembre 1903.

n'est peut-être pas péremptoire. Celui qui met au dos d'un chèque dont il est bénéficiaire une signature valant endos en blanc ou qui la fait précéder des mots « pour acquit » sait que désormais le chèque ne doit être laissé qu'en des mains absolument sûres et, en tout cas, accepte les risques inhérents à sa façon d'opérer. Il en est tout différemment du bénéficiaire qui n'a ni signé ni donné mandat ; son droit vis-à-vis du tiré doit rester entier.

En Angleterre, le Bills of Exchange-act 1882 sec. 60 protège le banquier contre le paiement effectué sur un acquit indiquant une fausse qualité de mandataire. Par suite, le banquier n'est pas tenu d'exiger la procuration et la coutume est à Londres de s'abstenir. Le banquier qui paie un chèque acquitté par procuration ne peut pas être recherché — à moins de circonstances suspectes — pour n'avoir pas demandé de la production du pouvoir. Mais il ne le serait pas davantage si, dans l'intérêt de son client, il réclamait la procuration et par là même retardait les paiements. Et cette solution serait admise, même au cas où par suite de ce retard, le chèque serait finalement impayé, la provision ayant été absorbée par d'autres tirés dans l'intervalle.

Non seulement à notre sens, le banquier tiré peut se faire montrer la procuration avant de payer ; mais il peut même la conserver par devers lui. On peut citer dans ce sens une décision d'Orléans du 19 no-

vembre 1859: « il y est jugé que le débiteur payant aux mains d'un mandataire de son créancier est fondé à exiger que le mandataire lui justifie de sa qualité par une procuration minute ou par une procuration ou brevet qui lui soit remise pour que la preuve du mandat soit toujours présente dans ses mains. »

Quelles pièces exiger lorsque l'acquit est donné au nom d'une Société ? Il semble que le tiré ait droit à la communication des statuts, lorsqu'il s'agit spécialement d'une Société anonyme. Il y a eu un commencement de procès sur cette question entre la Banque de France et un porteur de chèque. Ce dernier avait acquitté le chèque en qualité « d'administrateur délégué » et il refusa d'apporter les statuts de sa société sous prétexte qu'ils avaient été publiés. La Banque ne paya pas ; une instance fut engagée ; mais il intervint une transaction.

Il arrive parfois qu'un illettré reçoive un chèque en paiement. Comment procéder pour l'acquit ? L'obligera-t-on à constituer un mandataire ? Cette solution, très onéreuse, ne serait à recommander que s'il s'agissait d'un chèque d'une valeur considérable. Dans la pratique, on se contente d'une croix, tracée par l'illettré en présence de témoins. Il en est de même en Angleterre. D'ailleurs, il semble bien que, dans ce cas, le banquier payeur serait protégé par l'article 1282 du Code civil. « La remise volontaire

du texte original sous signature privée par le créancier au débiteur fait preuve de la libération. »

Il appartient aux juges du fond de vérifier par les circonstances de la cause, si la remise alléguée émane réellement du créancier et si elle a par suite la forme probante que la loi lui attribue (1).

Quand le chèque est au porteur ou à ordre, le banquier payeur n'a pas à vérifier l'identité du présentateur, cela demanderait trop de temps et ne serait compatible avec la rapidité souhaitable pour le paiement. On aboutirait à jeter une sorte de défaveur sur ce mode de règlement qui nuirait à sa diffusion. Cependant, il y a quelques décisions de justice en sens inverse, surtout si le chèque était d'un montant considérable (2).

En Angleterre, le banquier payeur ne serait pas fondé à exiger la justification de l'identité du présentateur, quand le chèque est à ordre.

En France, il y a des établissements de crédit, Crédit Lyonnais surtout ? qui exigent du porteur inconnu des pièces d'identité analogues à celles que réclame la poste pour le paiement d'un mandat.

Le porteur du chèque n'a pas à indiquer son adresse. Le banquier payeur n'est pas en droit de l'exiger. Cela serait sans utilité, car il est facile de donner une adresse quelconque.

1. Req. 20 octobre 1890.

2. Paris, 4 juin 1897.

En règle générale, le banquier ne peut même pas demander au porteur de renouveler devant lui l'acquit donné par avance sur le chèque.

Mais si le chèque est, non plus au porteur ou à ordre, mais à personne dénommée — la justification d'identité est requise — et cela à l'aide d'une pièce officielle, carte d'électeur, etc... et non par une simple carte de visite.

Le banquier tiré doit-il se préoccuper de la capacité du donneur d'acquit ? notamment l'article 1241 du Code civil est-il applicable ? « Le paiement fait au créancier n'est point valable, s'il était incapable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier. » On a soutenu l'affirmation dans le cas où l'incapacité est survenue postérieurement à la transmission du chèque où se trouvait inconnue du cédant ou dans le cas où l'incapable, par exemple, le mineur a recueilli le chèque dans la succession du bénéficiaire majeur et capable. Le tireur ou l'endosseur avait désigné ou cru désigner au tiré, pour recevoir paiement, une personne maîtresse de ses droits : elle ne l'était pas ou elle a cessé de l'être.

Cependant il y a de nombreuses décisions de justice en sens inverse. C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 10 février 1904 a décidé que la circonstance que le bénéficiaire est mineur n'est d'aucune conséquence à l'égard

des porteurs successifs du chèque, lesquels ne sont pas tenus de vérifier l'état civil du cédant. Un autre jugement du même tribunal (7 avril 1905) contient le motif suivant : « Attendu que la Société Générale « n'était nullement obligée de s'enquérir de la qua-
« lité de celui qui lui remettrait le titre, que l'âge de
« celui-ci (17 ans suivant l'obligation des deman-
« deurs) n'apparaît pas, eût-il été remarqué par le
« caissier, comme suffisant pour motiver un refus de
« paiement ou des précautions particulières dans
« cette opération... »

Supposons maintenant que le tireur ou l'endosseur ait sciemment remis le chèque à un incapable, par exemple à une personne évidemment mineure le titré doit-il payer ? La question est extrêmement discutée. On a dit que l'incapable avait qualité pour toucher le chèque, car il pouvait être choisi comme mandataire. « Les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires, mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs et contre la femme mariée et qui a accepté le mandat sans autorisation de son mari que d'après les règles établies au titre du contrat de mariage et des droits respectifs des époux. » Il est bien vrai que dans le chèque il y a mandat ; mais c'est entre le tireur et le bénéficiaire, ces deux personnes sont liées par une sorte de cession de créance.

Ce n'est pas en qualité de mandataire que l'incapable se présente au tiré, c'est comme créancier de la provision. En résumé, le banquier tiré reçoit mandat du tireur ou d'un endosseur de payer à une personne qu'il sait incapable. Doit-il déférer à cette injonction ?

Le même problème se pose pour la lettre de change : de nombreux auteurs (notamment Demangeat) se prononcent pour l'affirmative, ils estiment que la capacité du porteur serait trop difficile à vérifier.

Mais l'opinion contraire est également soutenue, surtout par le répertoire Dalloz. Le porteur d'une lettre de change serait tenu de justifier de sa capacité et le tiré aurait à payer deux fois s'il n'établissait pas que le paiement fait à l'incapable à l'ordre duquel la lettre de change a été passée a fourni à son profit. Ainsi, d'après Nouquier, le tiré n'aurait aucun moyen de se préserver des conséquences d'une incapacité du porteur qu'il ait ou non pu la soupçonner. Il aurait en conséquence, toujours le droit d'exiger la justification de capacité du porteur.

Il ne nous paraît pas possible de nous ranger à cette manière de voir : le paiement des effets de commerce se trouverait très ralenti et les risques seraient augmentés : ce qui nuirait à la circulation de ces effets... Il nous paraît préférable de décider que le paiement d'une lettre de change, — même fait à un incapable — est libératoire en principe. MM. Lyon-

Caen et Renault font une distinction à laquelle nous avons déjà fait allusion... D'après le Code civil, le paiement fait au créancier incapable n'est pas valable ; il en est de même du paiement fait à une personne autre que le créancier ou son mandataire. Ces règles s'appliquent-elles à un porteur incapable de recevoir ou à une personne qui n'est ni le porteur lui-même, ni le mandataire du porteur. Le Code de commerce résoud cette question par une distinction entre le cas où le paiement est à faire à l'échéance et le cas, assez rare, où il est fait avant le jour de l'échéance.

a) Quand le paiement est fait à l'échéance, il est dérogé aux règles du Code civil. Ce tiré ne connaît pas le porteur et n'a même pas été averti de l'endossement en vertu duquel la traite a été transmise à celui-ci ; il faut pourtant payer promptement, sous peine de voir le porteur faire dresser le lendemain de l'échéance un protêt pour constater ce défaut de paiement. Il serait bien rigoureux d'obliger le tiré à payer une seconde fois, sous le prétexte que le porteur était un incapable ou que le paiement n'a pas été fait au porteur lui-même ou à son mandataire. Aussi le Code de commerce, sans admettre d'une façon absolue que le paiement fait à l'échéance est toujours libératoire, présume-t-il la libération du tiré (art. 145) : cela signifie qu'il doit être considéré comme libéré, malgré l'incapacité du porteur ou le

défaut de qualité chez celui qui a reçu le paiement, dès que le tiré n'a pas été de mauvaise foi et n'a pas commis de faute grave. Ainsi le tiré doit se faire représenter la traite, vérifier les signatures qu'il connaît, constater si les endossements se suivent sans interruption, se faire remettre la traite dûment acquittées, afin de contraindre celui qui aurait soustrait la traite à commettre un faux pour recevoir le paiement. C'est aux juges à apprécier dans chaque espèce si la présomption favorable de libération admise par la loi doit être appliquée.

b) Le droit commun reprend son empire lorsque le paiement a lieu avant l'échéance. Selon l'article 144, celui qui paie une lettre de change avant l'échéance est responsable de la validité du paiement. Un paiement anticipé a un caractère tout exceptionnel et rien ne met obstacle, tant que le tiré n'est pas obligé de payer, à ce qu'il examine avec soin toutes les circonstances de l'acte qu'il fait... »

En réalité, MM. Lyon-Caen et Renault se bornent à indiquer des principes, mais s'en remettent aux juges pour décider dans les cas d'espèces qui peuvent se présenter. Il n'y a pas là une doctrine bien ferme et de nature à rendre des services dans la pratique. C'est un appel à l'équité des tribunaux...

Pour ce qui est du chèque on doit *a fortiori* admettre, croyons-nous, que le banquier tiré n'a pas à se préoccuper de la capacité du porteur. On arri-

verait sans cela à des lenteurs de paiement qui finiraient par tuer le chèque et se retourneraient ainsi contre l'intérêt particulier et aussi l'intérêt général.

Cependant il y a une exception assez généralement reçue : il semble que tout établissement de crédit a le devoir aussi bien dans l'intérêt de ses clients que dans le sien propre, de suivre les cessations de paiements et d'en tenir la liste à jour, de façon à ne pas payer à un porteur qui viendrait d'être déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire. Notons cependant que l'opinion contraire a été aussi défendue, surtout par M. Allauzet : « l'état du failli étant toujours réputé connu, il semble que le tiré ne peut invoquer la bonne foi ; mais l'article 149 du Code de commerce déroge aux principes et n'a de sens que si on considère comme suffisant le droit d'opposition, si on assimile le cas de perte au cas de faillite ». Voici l'article 149 auquel il est ici fait allusion : « Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de faillite du porteur ».

Dans un ordre d'idées voisin, on admet, en général, que le paiement d'un chèque fait à un interdit n'est pas libératoire. « Ces principes du droit civil, comme le remarque M. Alanzget, étant basés sur la présomption légale et absolue que son état est connu. »

Quant aux femmes la situation est assez délicate, n'étant plus incapables à raison de leur sexe, comme

à Rome, elles peuvent, en principe, encaisser un chèque. Mais il y a de nombreuses distinctions à faire. Tout d'abord si la femme est qualifiée de « demoiselle » dans le libellé d'un chèque, elle peut toucher sans difficulté. Il en serait de même si elle était qualifiée de veuve — Par contre dans l'hypothèse où elle est appelée « Madame » elle devra soit justifier de l'autorisation maritale — expresse ou tacite — soit communiquer son contrat de mariage, s'il l'habilite à toucher seule ; — quant aux femmes divorcées ou séparées, on ne peut pas les obliger à établir leur état civil toutes les fois qu'elles touchent un chèque : il suffira de faire ajouter à leur nom leur qualité de divorcées ou de séparées. On ne prendra même pas ces précautions si le chèque est au porteur : on payera purement et simplement.

Il n'y a pas plus de condition de capacité à exiger du préposé qui procède à l'encaissement d'un chèque acquitté d'avance, si l'acquit paraît bien émaner de son commettant. Les maisons de commerce prennent comme employés, non seulement des personnes majeures et maitresses de leurs droits, mais des mineurs, des personnes mariées, des faillits, même des interdits. Elles sont libres et responsables de leur choix : les banquiers payeurs n'ont pas à s'en soucier. De cette longue et minutieuse étude, diverses conclusions se dégagent qu'il convient de préciser ici.

Les auteurs les plus réputés des différents pays ne sont pas d'accord sur la nature juridique du chèque : les uns y voient un mandat, les autres une cession de créance ; d'autres une sorte de composé des deux. De là des divergeances considérables relativement aux règles qui doivent s'appliquer à cet instrument. N'étant pas d'accord sur le concept du chèque, l'on n'est d'accord sur rien : ni sur les mentions que doit contenir le chèque, ni sur la provision, ni sur les droits et devoirs du porteur.

Cette dernière question est capitale et donnera lieu à de longs débats à La Haye. Elle peut se poser ainsi : lorsque le livreur après avoir fait provision entre les mains du tiré qui n'a pas accepté, tombe en faillite ou en liquidation judiciaire, le syndic peut-il faire rentrer la provision dans l'actif de la faillite de façon qu'elle profite à la masse des créanciers dans laquelle le porteur produira pour un dividende ? Ou bien le porteur peut-il exiger que la provision reste entre les mains du tiré et lui assure son paiement intégral ? — La jurisprudence française est fixée dans ce dernier sens — mais à l'étranger, c'est la solution adverse qui est généralement acceptée.

A La Haye de très nombreuses délégations demandèrent que fût réservée la question des droits du porteur sur la provision : Allemagne, Etats-Unis, Autriche, Belgique, Brésil, Danemark, France, Angleterre, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Pays-

Bas, Suède et Suisse. Certains pays se prononcèrent contre le droit exclusif du porteur : Hongrie, Italie, Russie, Siam, Turquie. Ceci étant, il paraît vraiment difficile d'aboutir à une réglementation commune. On n'aboutira, comme cela a été le cas pour la lettre de change, qu'à une œuvre de surface et de trompe l'œil, si l'on peut ainsi s'exprimer, c'est-à-dire que l'on proclamera un accord de principe sur quelques grandes lignes, mais que des réserves et des divergences se révéleront vite dès qu'on descendra dans ces détails :

1° Le chèque est un instrument qui est né de la pratique et qui se transforme sans cesse pour s'adapter aux besoins de la pratique. Cette liberté d'évolution est féconde et peut-être ne conviendrait-il pas de l'entraver en procédant à une réglementation uniforme qui aboutirait forcément à un type de chèque rigide.

2° Mais ce qui ne serait peut-être pas souhaitable pour le chèque ordinaire le serait assurément pour une variété de chèque que nous voudrions étudier pour finir : nous voulons parler du chèque postal. Il nous semble que c'est la forme de chèque qui se prêterait le mieux à l'internationalisation...

CHAPITRE VII

LE CHÈQUE POSTAL

Le chèque postal existe déjà dans de très nombreux pays : Autriche, Hongrie, Suisse, Allemagne, Luxembourg, Belgique, Japon, France, etc. Il a donc déjà un rayon d'action extrêmement étendu et qui se développe tous les jours. M. Emmanuel Vidal en a exposé la genèse et les buts. « On sait que la poste se charge de recouvrements et d'encaissements, qu'elle délivre ses mandats, des bons de poste, des mandats payables à domicile, des mandats internationaux. Ces mandats et ces bons sont, en fait, des chèques délivrés contre remise spéciale de fonds. On conçoit dès lors par extension une remise à l'état constant sur laquelle il pourra être puisé par des chèques jusqu'à concurrence de la provision. On conçoit de même qu'un remettant puisse transporter tout ou partie de la somme déposée à une personne ayant un compte à la poste comme lui, ce qui est un virement. Le chèque postal et le virement postal apparaissent donc comme le complément du service

postal existant, sauf objections tirées de l'inconvénient qu'il pourrait y avoir à faire ainsi concurrence aux banques privées » Pour l'éminent économiste, l'institution du chèque postal apparaît donc comme le complément des services de la poste. Il indique ensuite que les différents pays n'ont pas poursuivi exactement le même but quand ils ont créé cet instrument « dans les pays où existe le chèque postal, parfois l'institution a été envisagée comme destinée à compléter le système des recouvrements, encaissements et paiements effectués par la poste, parfois comme un moyen de suppléer à une certaine rareté du numéraire (Allemagne), parfois aussi comme un moyen d'attirer des fonds à la Caisse d'Épargne postale (Autriche) ; enfin dans d'autres cas, comme un moyen de développer l'usage du chèque de la compensation (1).

Le chèque postal a été long à se faire recevoir en France. Dès 1904, M. Millerand, alors ministre du Commerce, avait établi un projet qui ne vint jamais en discussion. En 1905, M. Chastenet déposa une proposition qui fut l'objet d'un rapport de son auteur, de M. Aristide Boyer ; mais qui n'aboutit point. Le 19 octobre 1909, MM. Millerand et Cochery rédigèrent un nouveau projet qui ne connut pas un meilleur sort.

1. E. Vidal, *l'Economie du numéraire*. Paris, 1917.

Mais la question restait à l'ordre du jour : le 28 mars 1916, M. Amiard prenait l'initiative d'une proposition analogue. Enfin le gouvernement déposait un projet qui est devenu la loi du 7 janvier 1918.

On peut s'étonner de la lenteur avec laquelle cette réforme, pourtant si intéressante, a été admise en France. Il y en a diverses raisons : 1° le services des Postes, Télégraphes et Téléphones ne donne pas toujours toute satisfaction au public. On préférerait le voir améliorer son fonctionnement plutôt que de le voir l'étendre : on craignait des mécomptes.

2° On estimait que le nombre des fonctionnaires était déjà trop élevé et l'on éprouvait une certaine répugnance à en créer encore.

3° Les financiers redoutaient de voir affluer des sommes considérables dans les caisses de l'Etat et se demandaient de quelle façon l'Etat les ferait fructifier. On sait que déjà il est débiteur de milliards déposés dans les caisses d'Epargne. Et il les place en rentes, mais cela raréfie les capitaux destinés à l'industrie privée et cela pose un grave problème pour le remboursement en période de crise. Dans cette crainte, on avait imaginé la clause de sauvegarde qui laissait à l'Etat la faculté d'en rembourser seulement cinquante francs par semaine à chaque déposant. Pendant la guerre de 1914-1918, cette clause n'a pas joué et même elle a été supprimée. Seulement le problème est assez différent pour ce qui est des

comptes de chèques. En effet, les personnes qui font des dépôts à la Caisse d'Epargne n'ont pas l'intention de les en retirer ; c'est pour elles un mode de placement. Il s'agit souvent de gens qui économisent en quelque sorte sou à sou et qui s'adressent à la Caisse d'Epargne dans un but de sécurité. Au contraire, ceux qui font un dépôt de fonds à la poste en vue de se faire remettre un carnet de chèques songent surtout à se servir de la poste comme d'un caissier. Leurs comptes sont donc l'objet de mouvements infiniment plus fréquents que ceux des personnes qui placent leurs économies à la Caisse d'Epargne. Le principe de liquidité des dépôts doit donc être plus strictement respecté, c'est-à-dire que l'Etat ne saurait engager les sommes à lui remises dans des placements à long terme : il devrait se limiter aux opérations de très courte durée comme le font les Banques. Mais ces opérations sont assez délicates et supposent un personnel expérimenté : quelques exemples le démontreront.

Un emploi adéquat de ces disponibilités serait l'escompte ; mais l'escompte offre des risques sérieux. Il existe, en effet, des chevaliers d'industrie qui ont pour métier d'essayer de duper les escompteurs. C'est la pratique des effets de complaisance. Voici ce qu'en disent MM. Lyon-Caen et Renaud : « Par cela même que souvent un commerçant obtient plus facilement de l'argent en faisant escompter une

traite qu'en empruntant directement, les traites donnent lieu à des abus. Elles sont, en principe, créées pour régler des opérations réelles intervenues précédemment entre le tireur et le tiré ; c'est ce qui a lieu lorsque le tiré a acheté à crédit des marchandises au tireur ou quand le tiré est en compte courant avec le tireur. Mais parfois un commerçant gêné et à bout de ressources tire une lettre de change sur une personne qui ne lui doit rien avec laquelle même, il n'est peut-être pas en relation d'affaires ; il l'a fait accepter par le tiré auquel il promet de remettre les fonds pour payer la traite à l'échéance ; des commerçants s'entendent trop souvent pour se rendre réciproquement des services de cette sorte. On donne à ce genre de traites le nom d'effets de complaisance et on dit que ceux qui en émettent se livrent à des circulations d'effets ; ils peuvent être condamnés, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, pour banqueroute simple... Ces traites ne sont pas d'ordinaire exactement payées et elles jettent la perturbation dans le commerce. L'obligation de payer ces traites est sans cause pour l'accepteur et partant nulle ; mais la nullité ne peut pas être opposée au tiers porteurs de bonne foi qui ignorait le vice du titre. Le fait de faire escompter de pareilles traites peut constituer un délit d'escroquerie. Il en est certainement ainsi quand la traite est revêtue déjà de signatures autres que

celle de la personne qui la présente à l'escompte. Il est douteux qu'il y ait escroquerie quand le tireur fait escompter une traite de ce genre qui, n'ayant pas été acceptée, ne porte que sa signature : on peut dire que, dans ce dernier cas, l'escompteur a eu confiance dans le tireur et qu'on ne se trouve pas en présence de manœuvres frauduleuses caractérisées qui sont indispensables à l'existence du délit d'escroquerie : il y a simplement un mensonge écrit (1) ».

Quoi qu'il en soit du point de vue pénal, il reste que, par suite de la pratique des effets de complaisance, les escompteurs courent de gros risques. Les établissements de crédit sont organisés pour se défendre ; ils tiennent des répertoires, des fiches sur toute personne qui sollicite un escompte, et même ils échangent leurs renseignements. L'Etat ne serait-il pas moins bien outillé pour se prémunir contre ce danger ? Sans doute il a, aujourd'hui, un placement trouvé : les bons de la défense nationale. Mais ce placement est occasionnel, il est né de la guerre et devra disparaître un jour ; ajouterons-nous qu'il n'est pas absolument sans risques... Il y a un flottant de plusieurs dizaines de milliards qui se renouvelle heureusement sans cesse ; mais qui pourrait devenir bien préoccupant, si une crise de confiance se produisait.

1. *Manuel de droit commercial*, p. 448, n° 574 bis,

En résumé toutes les opérations de placement à court terme sont dangereuses et il faut une grande expérience pour n'y pas laisser des plumes. N'a-t-on pas vu dans les derniers des Etablissements de Crédits, notamment la Société centrale des Banquiers de Province, subir de ce chef des pertes incroyables ? Et combien d'autres Banques pourrait-on citer ! Il n'en est guère, même parmi les plus renommées, Comptoir d'Escompte, Union Parisienne, qui n'aient eu leurs heures de crise.

Dès lors, n'a-t-on pas tardé à craindre que l'Etat ne soit peu apte à gérer les immenses sommes que la création des chèques postaux devaient amener dans ses caisses ? Il ne semble pas que jusqu'ici cette objection qui paraissait impressionnante ait été justifiée ?

4° Il est probable enfin que les banques aient, en sous-main, alimenté la campagne de presse qui s'est faite contre l'institution des chèques postaux. Avec ces dits chèques dans toutes les communes de France, la concurrence que pouvait leur faire la poste paraissait redoutable. Les établissements de crédit craignaient une diminution de leurs comptes courants et que le chèque postal ne détrôna le chèque ordinaire. Ces craintes ne se sont pas réalisées : les comptes de banque n'ont pas cessé de croître et de son côté, le chèque postal a pris un immense développement.

Cependant, on ne pouvait manquer de voir que le chèque postal se faisait admettre successivement dans la plupart des pays et qu'il y donnait d'heureux résultats. C'était l'Autriche qui en prenait l'initiative dès 1884 et le règlementait par une loi de 1887. Puis venait la Hongrie en 1889, la Suisse en 1905, le Japon en 1908, l'Allemagne en 1908 et 1914, le Luxembourg en 1911, la Belgique en 1913. Bref, l'institution du chèque postal faisait tache d'huile et se répandait dans le monde entier. Ce progrès du chèque postal devait finir par le faire adopter en France. Ce fut l'objet de la loi du 7 janvier 1911 portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux. En voici les dispositions essentielles : Il est institué, sous l'autorité du ministre de Commerce, des Postes et Télégraphes un service de comptes courants et de chèques postaux dont la gestion est confiée à l'administration des P. T. T. Le service organisé et dirigé par l'administration centrale des P. T. T. est assuré par des bureaux régionaux qui ont pour fonction de tenir les comptes courants de chèques postaux (1).

Il résulte de ce texte qu'en France, le service des chèques est sous la dépendance de l'administration des Postes. En Autriche au contraire, il est attaché à la Caisse d'Epargne postale. Déjà, se manifeste la diffé-

1. Articles 1 et 2.

rence des buts poursuivis : en France, le système apparaît comme le complètement naturel des autres opérations postales ; en Autriche, comme un moyen de faire affluer des fonds dans les Caisses du Trésor.

Peuvent se faire ouvrir des comptes courants toutes personnes, associations, sociétés, maisons de commerce et tous groupements de fait ou de droit dont la demande a été agréée par l'administration... Cette formule est, on le voit, fort large : elle n'écarte *a priori* personne, mais il faut l'agrément de l'administration qui n'est d'ailleurs jamais refusé, — sauf raison grave. On a en somme suivi la pratique des banques françaises qui se montrent, comme l'on sait, fort larges pour l'ouverture des comptes de dépôt. Il ne s'agissait pas de mettre trop de barrière à l'entrée sous peine de faire échouer la nouvelle institution. Un décret du 7 janvier 1898 portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et des chèques postaux a d'ailleurs déterminé les formalités exigées lors de l'ouverture d'un compte : « La demande d'ouverture de compte doit être déposée ou envoyée au bureau de poste de la résidence du signataire. Elle peut être aussi remise entre les mains d'un facteur en cours de tournée. La demande formulée par une personne domiciliée hors du territoire de la France continentale, de la Corse, ou de la Principauté de Monaco, est

adressée au Directeur du département dans lequel est situé le bureau de chèques où le compte demandé doit être ouvert. Toute demande doit mentionner les noms et prénoms, ou la raison sociale du signataire, son adresse, sa profession, le bureau de chèques où doit être tenu le compte dont l'ouverture est demandée, et, s'il y a lieu, l'indication de la personne ou des personnes autres que le titulaire du compte, autorisées par lui à signer les chèques tirées au débit de son compte. Une demande distincte doit être présentée pour chacun des comptes à ouvrir au nom d'une même personne. En outre, il doit être produit, pour être mis à l'appui des demandes, un spécimen de la signature habituelle du titulaire du compte courant et de ses représentants autorisés. Les indications fournies à l'origine sont considérées comme valables jusqu'au moment où leur modification a été demandée par les intéressés ; l'administration est en droit de requérir, en cas de besoin, un nouveau spécimen des signatures produites lors de l'ouverture des comptes. L'administration examine la demande d'ouverture de compte, notamment au point de vue de l'exactitude des déclarations du signataire. Elle en notifie l'acception au demandeur en même temps que le numéro d'ordre du compte courant.»

Les formalités sont donc relativement simples, d'autant que l'administration des postes fournit des

feuilles imprimées dans lesquelles il ne reste qu'à remplir les blancs.

D'après la loi du 7 janvier 1918, les comptes courants étaient crédités de la façon qui suit : « sont portés au crédit des comptes courants les versements effectués soit par les titulaires à leur propre compte, soit par des tiers et le montant des virements ordonnée par les titulaires d'autres comptes courants postaux sont portés au débit des comptes courants postaux, les seuls qui font l'objet de la part des titulaires :

- 1° De chèques nominatifs payables à leur profit ;
- 2° De chèques dont le montant est payable à des personnes dénommées autres que les titulaires de de ces comptes ;
- 3° De chèques ou d'ordres de virement au profit d'autres titulaires de comptes courants postaux. »

Ces dispositions ont donné lieu à de vives critiques, notamment de la part de M. Jean Bolgert : « dans tous les pays, Allemagne, Suisse, Autriche, une seule manifestation de volonté du titulaire suffit pour faire verser automatiquement à son compte le montant des mandats qui lui parviennent ; chez nous, il devra la renouveler dans chaque cas, ce qui oblige ces mandats à un inutile voyage d'aller et retour, entre la poste et le titulaire. En plus et surtout les systèmes étrangers ont tous adopté le chèque au porteur, susceptible du reste d'être converti en

chèque au profit d'une personne déterminée. Au contraire, la France ne reconnaît que le seul chèque nominatif, au profit du titulaire lui-même ou d'un ou plusieurs tiers. Comme l'endossement n'est pas plus admis chez nous qu'à l'étranger, il en résulte que le chèque postal ne peut circuler de main en main. Comment alors pourra-t-il remplir son but qui est, en grande partie, de remplacer la monnaie et le billet de banque ? »

A l'étranger, le chèque au porteur est, en règle générale, remis par le tireur au bénéficiaire. Le premier est libéré, le deuxième encaisse le chèque par le procédé qui lui plait. Le chèque postal français est envoyé par le tireur au bureau de chèques où il donne lieu à une occasion d'opération de virement et à l'émission d'un mandat-carte (1).

Le législateur s'est vite rendu compte des imperfections par trop graves du système qu'il avait adopté et l'article 4 de la loi du 7 janvier 1918 qui avait soulevé de si vives critiques a été modifié en 1919 (2) : sont portés au crédit des comptes courants les versements effectués, soit par les titulaires à leur propre compte, soit par des tiers, et le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes

1. Jean Bolgert, *Le chèque postal français* (*Revue d'économie Politique*, 1918, p. 509 et suiv.).

2. Loi du 28 juillet.

courants postaux ; sont portées au débits des comptes courants postaux les sommes qui font l'objet de la part des titulaires : 1° des chèques nominatifs payables à leur profit ; 2° de chèques au porteur ; 3° de chèques dont le montant est payable à des personnes dénommées autres que les titulaires des comptes ; 4° des chèques ou d'ordres de virements au profit d'autres titulaires de comptes courants postaux.

La grande innovation de la loi de 1919 consiste dans l'admission du chèque au porteur. On l'avait écartée en 1918 comme trop dangeureuse. Il est vrai que le paiement de ce chèque présente plus de risques que celui des autres : mais il est, en revanche, un bien meilleur instrument de compensation. Il circule comme de la monnaie et peut éteindre successivement de nombreuses dettes. L'introduction en France du chèque postal au porteur fait disparaître la différence la plus essentielle qui séparait le système français de celui des autres pays et le problème de l'internationalisation a fait par là un pas important.

Ce n'est pas tout. L'article 5 de loi de 1918 a été aussi retouché, en 1919. Il était ainsi conçu : « les versements faits par des tiers sont opérés au moyen de mandats-cartes et soumis au paiement par la partie versante des droits ordinaires applicables à ces mandats, la taxe de factage excepté. Les chèques payables à des personnes dénommées sont convertis

en mandats-cartes assujettis aux droits ordinaires, la taxe de factage excepté. Ces droits sont à la charge des titulaires des comptes courants et portés au débit de leur compte. Les versements effectués directement par les titulaires sur leur propre compte et au bureau de poste de leur domicile exclusivement, les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par le titulaire à leur profit et ces virements donnent lieu à la perception d'une taxe fixe d'écriture de 10 centimes pour chaque opération. »

On a fait de très graves objections à ce système. On a dit tout d'abord : que « la loi organise simplement un service de comptes courants postaux et que le chèque, tout au moins le chèque de paiement, n'est que l'ordre donné à la poste de faire payer par mandat-carte à une personne désignée une somme prélevée sur une provision antérieurement constituée (1). »

Bref, à un certain point de vue, le chèque postal n'était qu'une superfétation et ne faisait que compliquer le mode de paiement déjà usité dans les postes. On a ajouté, et, dans la pratique, cette critique était capitale, que « à partir d'un montant de 100 francs, les système des chèques postaux est plus coûteux pour le public que l'envoi d'une lettre chargée (2). »

Ces observations ont beaucoup perdu de leur

1. Jean Bolgert, *loc. cit.*

2. Jean Bolgert, *loc. cit.*

force depuis la loi du 28 juillet 1919. Comme le disait M. Rist, professeur à la Faculté de droit de Paris, dans un de ses cours de doctorat : « il semblerait que le Parlement en 1918 se soit ingénié à entraver la diffusion du chèque postal : en effet, les taxes établies étaient prohibitives, presque dans toutes les hypothèses. D'un côté, il avait institué le chèque postal et ainsi donné satisfaction aux réclamations de l'opinion publique, mais, de l'autre, il l'avait organisé de telle sorte qu'il ne devait produire aucun rendement et par suite, ne pas concurrencer ces établissements de crédit. » Mais le Parlement a été vite débordé par les protestations du public et il a amené l'article 5 de la loi du 7 janvier 1918 surtout au point de vue fiscal. Désormais, l'emploi du chèque postal est démontré économique : « les versements sur les comptes courants postaux sont opérés au moyen de formules de mandats et soumis au paiement par la partie versante d'un droit fixe de 15 centimes représenté sur la formule de versement au moyen du timbre poste. Les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par les titulaires à leur profit donnent lieu à la perception d'un droit fixe de 15 centimes pour chaque opération. Les chèques payables au porteur ou à des personnes dénommées sont assujettis aux droits ordinaires des mandats-cartes, la taxe de factage excepté. Les virements donnent lieu à la perception d'une taxe fixe d'écriture de 10 centimes,

les droits et taxes indiqués au deuxième, troisième et quatrième alinéas du présent article sont à la charge des titulaires des comptes courants et prélevés sur le compte débité. » On voit que, sauf l'exception des chèques payables au porteur ou à des personnes dénommées, les droits à payers ont très modérés, puisqu'ils sont de 0,15 quelle que puisse être la somme à verser. La politique du Parlement a donc changé du tout au tout de 1918 à 1919. En 1918, les taxes perçues étaient prohibitives, soit que l'on craignît que l'institution du chèque ne fit baisser les recettes postales, soit que comme on l'a prétendu, on eut le dessein secret et inavoué d'empêcher le développement du chèque postal. En 1919, au contraire, on lui octroie un régime de faveur soit que l'on ait compris les grands services qu'il est susceptible de rendre, soit qu'on désirât amener un afflux de dépôt dans les caisses de l'Etat. D'autres retouches, moins importantes, il est vrai, ont été apportées en 1919 à la loi du 7 janvier 1918 et au décret du même jour, par exemple à l'article 7. Il était ainsi rédigé en 1918 : « l'administration sera responsable des sommes qu'elle aura reçues pour être portées au crédit des comptes courants, elle ne sera pas responsable des retards qui pourront se produire dans l'exécution des services. Aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus de trois ans de date. En 1919, la prescription est diminuée : de trois ans, elle est

ramenée à un an : « Aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus d'un an de date. »

Mais il y a un article qui n'est pas modifié : l'article 6 : « Le chèque postal n'est pas soumis à la loi du 14 juin 1865 et autres dispositions concernant le chèque ordinaire. » Le législateur s'est attaché à les distinguer et à les différencier. C'est à ce point que M. Bolgert a pu écrire que les chèques postaux sont « de simples formules servant aux titulaires pour les ordres donnés aux bureaux de chèques en vue de prélèvements dont le montant sera converti en mandats-cartes ou inscrit sur des bordereaux de virement ». Mais par cela même que le chèque postal est une création qui se suffit à elle-même et ne se relie pas au chèque ordinaire, le problème de l'internationalisation serait peut-être plus aisé à résoudre.

Il y a, certes, bien des différences encore entre les chèques postaux des différents pays, mais depuis la loi du 28 juillet 1919 ce ne sont plus des différences fondamentales.

Nous avons déjà vu, par exemple que le service des chèques postaux n'est pas dans tous les pays rattaché à la même administration. Quant au dépôt de garantie, il est assez variable selon les pays. En France, il est de 50 francs. Le titulaire doit effectuer dans les conditions indiquées ci-après, pour les versements au crédit des comptes jusqu'à la clôture

de ce compte (1). En Allemagne depuis 1917, le dépôt de garantie est de 25 marks, en Suisse, il est de 100 francs, mais ce sont là des dispositions dont l'intérêt est assez mince.

Il est à noter que la France ne bonifie d'aucun intérêt les sommes qui figurent au crédit des titulaires de comptes-courants. En Suisse et en Autriche il en est différemment ; l'Etat alloue un léger intérêt. Cela indique que la conception du chèque postal n'est pas la même dans ces divers pays — comme le disait M. Emmanuel Vidal (*loc. cit.*), en Autriche on voit dans le chèque un moyen d'attirer des fonds à la Caisse d'Epargne. Pour cela, il est indispensable d'offrir un appât aux capitaux. En France, on y voyait surtout un moyen d'économiser le numéraire et de développer l'usage des virements et de la compensation ». Si la monnaie de papier a l'avantage d'économiser la monnaie métallique, sans recourir à ce dangereux expédient, ce serait un grand bienfait. Or, ce moyen existe, il est à la fois beaucoup plus inoffensif. Il consiste tout simplement, non point du tout à remplacer un instrument des échanges coûteux par un autre qui ne coûte rien, mais à supprimer tout instrument d'échange. Voici comment il faut comprendre son mécanisme : 1^o lieu, on remplace la vente au comptant, c'est-à-dire l'échange

1. Décret du 7 janvier 1918.

de marchandises, contre du numéraire par la vente à terme, c'est-à-dire par l'échange d'une marchandise contre une créance, car ce n'est pas autre chose. Je vous livre une marchandise et je reçois en échange une promesse de payer représentée par un billet ou une lettre de change. En second lieu, une fois ces créances créées, on s'occupe de les éteindre par quelque mode autre que par le paiement proprement dit que la remise d'espèce métalliques. Et la science du droit nous offre en effet divers procédés pour atteindre ce but, par exemple, la compensation en vertu de laquelle deux créances s'éteignent lorsque deux personnes se trouvent réciproquement créancières ou débitrices l'une de l'autre, d'où la confusion, lorsqu'une même personne se trouve à la fois créancière et débitrice, d'où la novation lorsqu'une créance se trouve éteinte par la création d'une créance nouvelle.

Pour régler les échanges entre particuliers sans monnaie, on peut d'abord employer le même système que de pays à pays, c'est-à-dire vendre à terme, créer des lettres de change, et les faire passer de main en main jusqu'à ce qu'elles se trouvent éteintes par compensation et par confusion. Par exemple, je suis avocat, et un de mes clients, marchand de vins, me doit une somme d'argent. Au lieu de me la payer, il me souscrit un billet, quand je voudrai payer mon libraire, je puis lui donner en paiement ce billet. Il

est clair qu'au lieu de trois personnes, on peut en supposer cent, et que même plus il y en aura, plus on aura de chance de fermer le cercle.

« On peut imaginer encore un procédé infiniment plus commode et plus simple. Supposons que tous les Français sans exception aient un compte ouvert dans une même maison de banque qui sera chargée d'encaisser par chacun de ses clients toutes leurs recettes qu'elle porte à leur débit. Cette hypothèse est du reste à peu de chose près réalisée en Angleterre où tous les Anglais appartenant à la classe riche ont un banquier chargé précisément de faire pour leur compte cette double opération. Il est vrai qu'ils n'ont pas tous le même banquier, mais comme les maisons de change de province sont toutes en comptes courants avec les grandes banques de Londres, et comme celles-ci à leur tour ont un compte ouvert à la Banque d'Angleterre, la situation quoiqu'un peu plus compliquée, revient au même. Dans une semblable organisation, on pourrait supprimer la monnaie jusqu'au dernier centime. Toutes les fois que je ferais un achat, au lieu de payer mon fournisseur, je me bornerai à dire à la banque de porter la somme due à son débit et au crédit du marchand. Celui-ci à mon tour, en ferait de même toutes les fois qu'il aurait à acheter des fournitures quelconques. Si, au lieu de solder des dépenses, j'avais à faire un paiement, il en serait de même, la banque porterait

à mon débit la somme représentant la valeur égale au crédit de la compagnie qui l'a émis ou du précédent titulaire qui me l'a cédé. A la fin de l'année, la banque enverra à chacun son compte. Il se solderait par une balance soit en faveur de la banque, soit en faveur du client. On reporterait ce solde pour l'année suivante soit au débit du client dans le premier cas, soit à son crédit, pour le second, et ainsi de suite. Il est clair que dans ce système, on pourrait théoriquement régler la totalité des transactions par de simples règlements d'écritures, des virements de parties, comme l'on dit » (1).

Il est clair que mieux encore que les Banques, les postes seraient susceptibles de mener au système du comptabilisme social, étant donné la multiplicité de leurs guichets.

D'autres différences peuvent encore être signalées entre le chèque postal français et les chèques postaux étrangers. « En France, le délai de validité du chèque postal est uniformément de dix jours. Ce délai court depuis la date d'émission inclusivement, jusqu'à et y compris la date à laquelle le chèque parvient au bureau des chèques. Au regard de l'administration, le chèque postal périmé est nul et de nul effet ; il est renvoyé au titulaire de compte (2).

1. Lettre adressée par M. le professeur Gide à l'Institut des Sciences sociales de Bruxelles citée par M. Haristoy, *Virements en banque et chambres de compensation*. Paris, 1906, p. 581.

2. Décret du 7 janvier 1918.

En Autriche, le délai de validité est de quatorze jours ; en Belgique, il est variable selon les cas : trois, six et trente jours. »

On peut encore noter des dissemblances tantôt montant maximum des chèques de paiement. Pour la France, dans le décret du 17 janvier 1918, il était stipulé ce qui suit : « le chèque nominatif et le chèque d'assignation ne peuvent dépasser la somme de 100 000 francs. Tout chèque nominatif émis pour une somme supérieure à 10.000 francs doit faire l'objet d'un préavis adressé par écrit au bureau de chèques, quarante-huit heures au moins avant que le chèque ne parvienne à ce bureau. Il en est de même pour le chèque à convertir en un ou plusieurs mandats-cartes au profit de tiers lorsque la somme à payer par un même bureau dépasse 10.000 francs. Dans ce cas l'avis donné au bureau de chèque doit faire connaître le ou les bureaux de poste dont l'intervention sera demandée pour une somme supérieure à 10.000 francs. A défaut de préavis, l'administration peut retarder à quarante-huit heures la suite à donner au chèque de l'espèce (1) ». Ces dispositions ont été un peu modifiées par le décret du 28 juillet 1919 « le montant des chèques de paiement n'est soumis à aucune limitation ». En Autriche, le maximum est de 20.000 cou-

1. Décret du 7 janvier 1918, art. 30.

ronnes, en Allemagne, de 20.000 marks, en Suisse, de 10.000 francs ».

Le chèque postal n'est donc pas organisé sur un type unique dans les divers pays où il fonctionne : mais les différences qui existent ne sont pas irréductibles, et il serait, semble-t-il, possible de les faire disparaître et d'arriver à un instrument sensiblement le même partout et qui serait susceptible de rendre d'éminents services.

C'est l'idée que développait à la Chambre M. le député Amiard (1). « Dès qu'une administration postale a mis au service du public une organisation de comptes courants et de chèques postaux dont les opérations peuvent être faites au profit de l'ensemble de la population, même de celle qui est la plus éloignée des centres d'affaires, l'idée se présente naturellement à l'esprit qu'il n'y a pas de raison pour limiter ces opérations au régime intérieur et que ce qui se fait dans un même pays peut également être réalisé de nation à nation. En effet, les échanges de correspondance sont possibles entre toutes les parties du globe. Les envois de fonds, sous forme de mandats-poste, de mandats télégraphiques ou de lettres chargées, sont admis par la généralité des offices postaux. Or, le chèque postal n'est lui-même qu'un mode plus moderne en même

1. Session de 1916, 2^e séance du 12 mars 1919.

temps que plus perfectionné de libération et il doit par cela même pouvoir être employé dans les relations internationales. » Le 19 avril 1919, la Chambre des députés émettait un vœu dans ce sens : « la Chambre invite le gouvernement à engager les pourparlers nécessaires avec les pays alliés ou neutres en vue de l'élargissement d'un régime de virement et de chèques postaux internationaux qui commencerait à fonctionner aussitôt la signature du traité de paix » (1).

Ce vœu est jusqu'ici resté sans résultat pratique, mais il est permis d'espérer qu'il n'en sera plus longtemps ainsi. La Société des Nations ne serait-elle pas qualifiée pour prendre la question en main et la faire aboutir ?

1. Deuxième séance du 15 avril 1919.

CONCLUSION

Le système du paiement par chèque est utile au déposant et au pays. Tout d'abord il produit une économie de temps, M. Haristoy écrit que, dans une discussion qui eut lieu à l'Institut des Banquiers de Londres, en avril 1881, M. Joseph B. Morgan fit voir d'abord l'économie de temps qui résultait de l'application du système de Clearing en présentant simultanément une suite de 210 à 280 transactions préparées suivant les anciens et les nouveaux usages. Ces transactions s'élevant respectivement à 216.000 et à 252.000 livres sterling ne demandèrent que 6 à 7.000 livres pour leur règlement. Et telle est la rapidité de ces opérations que dans cette même séance, M. Morgan put dire qu'il avait déjà, en trente-deux minutes, réglé ainsi des opérations s'élevant à 6 millions de livres sterling (1).

Non seulement, il y a une économie de travail ; mais il y a une économie de capital aussi. Voici ce qu'écrivait à cet égard M. Courcelle-Levreuil, dès

1. Hariston, *loc. cit.*, p. 531.

1864 et depuis ses observations ont acquis une valeur nouvelle. M. de Germiny parlait récemment de recouvrements de 100 millions effectués en un jour à Paris dans 40.000 domiciles..... et ces chiffres ne tarderont pas à représenter la moyenne des recouvrements quotidiens de la Banque de France (Ils sont triplés aujourd'hui).

Prenons ces chiffres pour base de quelques réflexions !

Les employés de la banque sont aux recouvrements dès la première heure et rentrent à trois heures ; il faut donc que le montant des effets soit prêt la veille ou que le débiteur s'expose à courir de trois à quatre heures après le garçon de recettes à la Banque de France. En général, on va chercher les fonds la veille. Voilà donc quarante mille individus, commerçants laborieux pour la plupart, qui vont chez les banquiers recevoir ces espèces en billets, comptes, transporter et garder 100 millions de francs. Les banquiers ont dû avoir cette somme le matin ou la veille et ils n'en pourront disposer que le lendemain à la Banque de France, après que les recouvrements auront été faits : il faut même qu'ils aient chez eux une somme pour rembourser à la Banque de France ceux des effets fournis par eux, qui n'auraient pas été payés exactement ou dont le domicile n'aurait pas été exactement indiqué. Il n'y a donc nulle exagération à compter que 100 millions restent inactifs

un jour entier. Je crois même qu'on serait plus près de la vérité en calculant à deux jours l'inactivité de cette somme. 100 millions inactifs tous les jours n'entrent pas évidemment dans le travail de la production. L'intérêt qu'ils pourraient produire est donc perdu, aussi bien que le temps de 40.000 personnes qui ont reçu, compté, transporté et payé les 100 millions. Evaluons ce temps à une heure et la journée de travail à douze heures. Ce seront 3.333 journées de travail qu'on ne peut évaluer à moins de 5 francs sans parler des frais de voiture. Le service des recouvrements de la Banque de France coûte au commerce une somme au moins égale, car il est payé par l'intérêt des 130 millions environ qui restent déposés gratuitement dans cet établissement. Les frais totaux du service de recouvrement ou de liquidation s'élèvent donc pour la place de Paris à 17 millions et demi, ainsi qu'il suit :

Intérêt de 100 millions nécessaires aux paiements.....	5.000.000
Intérêt de 130 millions, salaire de la Banque .	6.500.000
Journées de travail perdues par le commerce.	6.000.000

Avec les procédés anglais, le service de liquidation ne coûterait pas plus de 1 million (1).

Ces chiffres ne sont certes plus exacts aujourd'hui,

1. *Du chèque et du service de la circulation* (*Journal des Economistes*, 1864, p. 211).

mais le raisonnement de Courcelle-Levreuil garde toute sa valeur.

D'autres économies résultent encore de l'emploi des chèques ; les dépenses de monnayage sont réduites, de même que l'usure et les pertes accidentelles de monnaie.

Le déposant s'exonère des risques de vol et d'incendie tout en gardant la disponibilité de ses fonds. Il peut alléger ses frais de comptabilité, du personnel : le banquier lui sert de caissier. En Angleterre, ce système est général. « Tout commerçant a
« un compte en banque et il n'est presque pas de par-
« ticuliers ayant un revenu de 200 à 300 livres ster-
« ling qui n'emploient également l'intermédiaire
« d'un banquier » (1).

Il suit de là que le stock de numéraire est moins important en Angleterre que partout ailleurs. D'après un rapport de M. le Député Maunoury sur la proposition Ratier, devenue la loi du 30 décembre 1911 sur le chèque barré, le stock de numéraire était alors de : 211 fr. 75 par tête d'habitant pour la France, de 176 fr. 05 pour l'Amérique, de 84 fr. 88 pour l'Angleterre. Et cependant le mouvement commercial de ce dernier pays est très supérieur à celui de la France.

Même remarque pour le stock des billets. D'après

1. Emmanuel Vidal, *l'Economie du numéraire*, 1917, p. 23.

une communication de M. Picot à l'Académie des Sciences morales et politiques, la France disposait à cette date de 390 francs de billets par tête d'habitant, l'Allemagne de 153 fr. 25, l'Angleterre de 93 fr. 20, or on sait l'influence néfaste qu'a sur le coût de l'existence une trop forte émission de billets.

D'autre part, l'importance des dépôts en Banque est un indice de la puissance économique d'un pays. Aujourd'hui, ces dépôts sont quasi-fabuleux : ils approchent de 40 milliards. Mais en Angleterre et en Amérique, ils sont bien plus élevés encore.

Quand les dépôts sont ainsi formidables, le crédit est en général facile et le commerce et l'industrie prospères. Il en est différemment aujourd'hui : si abondant que soit l'argent, il est plus demandé qu'offert. D'où la hausse des taux d'intérêts. Mais, sans le système de dépôts en banque et des chèques, la situation serait plus désastreuse encore.

Le paiement par chèques présente donc une supériorité manifeste sur le paiement en espèces. Il permet la compensation, c'est ce que montrait très bien M. Courtois dans les lignes suivantes : « Si le porteur d'un carnet de chèques, en s'en servant, impose pour être soldé une course de plus à son créancier, il y a déperdition de forces. Si, au contraire, son chèque est compris dans un bordereau total à la fin de la journée à la banque dépositaire des fonds, une simple écriture remplace l'usage de la

monnaie ou même du billet de banque et le progrès qu'on doit attendre du chèque est accompli (1) ».

En résumé, le chèque est un instrument monétaire à la fois avantageux pour celui qui s'en sert et pour le public. Cela avait été parfaitement aperçu dès l'introduction du chèque en France. Jamais on n'a mieux condensé les avantages offerts par le chèque que ne le fit le Procureur général Blanche dans le discours de rentrée de la Cour de Cassation (2) et le but du chèque est de faire sortir de leur inertie les capitaux tenus en réserve pour les besoins à venir, de les mettre dans la circulation, de les rendre productifs pour leurs propriétaires qui les déposent chez le banquier, pour le banquier qui les prête à l'industrie, pour l'industrie qui les emploie et les féconde, pour l'ouvrier à qui l'industrie procure du travail et dont le bien-être s'accroît de la prospérité de la nation ».

1. Courtois. *Histoire de la Banque de France*, 2^e édition. Paris, 1881, p. 242.

2. 4 novembre 1865.

Vu : le Président de la thèse,

CH. RIST

Vu : Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Alauzet.* — Commentaire du Code de Commerce et de la législation commerciale, 1879.
- Barclay et Dainville.* — Les effets de commerce dans le droit anglais Paris, 1884.
- Bédarride.* — Commentaire de la loi du 14 juin 1865. Paris, 1874.
- Conant.* — An History of modern Bank of issue. New-York, 1896.
- Courcelle-Seneuil.* — Du chèque et du service de la circulation (Journal des Economistes, août 1864).
- Courtois* — Histoire des banques en France, 2^e édit. Paris, 1881.
- Dalloz.* — Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- Gide.* — Principes d'Economie politique, 9^e édit. Paris, 1905.
- Stanley.* — Money and the mechanism of exchange. London, 1876. Investigations in currency and finance. London, 1884.
- Lenoy-Beaulieu (F.).* — Traité historique et pratique d'Economie politique, 3^e édition. Paris, 1900.
- Lyon-Caen et Renauld.* — Traité de droit commercial. Paris, 1893. Manuel de droit commercial. Paris, 1913.
- Nouguier.* — Des chèques. Paris, 1874.
- Planiol.* — Traité élémentaire de droit civil, 3 vol. Paris, 1903.

- Picot.* — Communication à l'Académie des Sciences morales, 20 mai 1916.
- Maller.* — Traité élémentaire de droit commercial, 3^e édit. Paris, 1904.
- Vidal.* — L'économie du numéraire. Paris, 1917.
- Bellom.* — Le chèque en France. Paris, 1913.
- Bolger.* — Le chèque postal (Revue d'Economie politique, 1918).
- Les actes de la Haye relatifs à l'unification du droit en matière de lettres de change et de chèques. Ministère des affaires étrangères. Deuxième conférence de la Haye (1912) : I, II, actes ; I, II, documents. La Haye, Imprimerie nationale.
- Les divers recueils de jurisprudence : Dalloz, Sirey, Grassim. Voir aussi, aux annexes, toutes les lois sur le chèque.
- Deuxième conférence de la Haye (1912) : I, II, Documents. La Haye, Imprimerie nationale.
- Petite collection Dalloz, Code de commerce. Paris, 1911.
- Lyon-Caen (Ch.), Carpentier (P.) et Daguin (F.)* — Les Lois commerciales de l'Univers, t. XXXVII. Librairie générale, Paris.
- Code de commerce italien. Turino, 1889.
- Code de commerce italien. Trad. et ann. par Ed. Turrel. Paris, Redone, Lauriel, 1892.
- Les Lois comm. de l'Univers, édition allemande, vol. VII (Roumanie). Trad. de Blumenthal. Pichon, 1889.
- Great Western Rail C^o, v. London and County Banking C^o. London, 1901.
- Gordon, v. London City Benk Nitland. London, 1902.
- Scheckgesetz (von).* — 11 Maiz 1908, Ruchsgesetzblatt, 1908.
- Koch (R.)* — Über den Giroverker (Archiv. für Handelsrecht, vol. 37).
- Zeitschrift für vergl. Rechtswissenschaft. Berlin, 1883.
- Handelsbuch der Slaatswissenschaft. Conrad. Berlin, 1883.

ANNEXES

ANNEXES

BELGIQUE

Loi du 30 juin 1873. En voici l'analyse : le chèque y est défini « un mandat payable à vue et servant à effectuer le retrait de fonds portés au Crédit du tireur et disponibles. Le porteur a, comme en France, un droit de propriété sur la provision, il est tenu des mêmes obligations et encourt les mêmes déchéances ».

Cependant il y a des différences entre les deux législations :

1° En droit français, le chèque est tantôt civil, tantôt commercial, selon le tireur ; en droit belge, il est toujours commercial ;

2° En droit français, les délais de présentation sont de cinq ou de huit jours selon les cas ; en droit belge, de trois et cinq jours ;

3° En Belgique, le chèque est dispensé de droits de timbre, en France, non...

FRANCE

Loi du 14 juin concernant les chèques. Loi du 14 février 1874 portant augmentation des droits d'enregistrement et de timbre. Loi du 30 décembre 1911 concernant les chèques barrés. Loi du 26 janvier 1917, complétant la loi du 14 juin 1865, modifiée par celle du 30 décembre 1911 sur les chèques en ce qui concerne les agents de change et les domiciliations pour paiement. Loi du 2 avril 1917 complétant les lois des

14 juin 1865 et 19 février 1874 sur les législations des chèques. Loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux. Loi du 28 juillet 1919, apportant certaines modifications à la loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux. Décret du 7 janvier 1918, portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et des chèques postaux. Décret du 28 juillet 1919.

C. — CHÈQUES. — COMPTES COURANTS ET CHÈQUES POSTAUX

LOI DU 14 JUIN 1865

Concernant les chèques (D. P. 65.4.55)

Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré, et disponibles.

Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré.

Il ne peut être tiré qu'à vue.

Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée.

Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc.

« L. 19 février 1874, art. 5.) Le chèque indique le lieu d'où il est émis. La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque. »

« Le chèque même au porteur, est acquitté par celui qui le touche ; l'acquit est daté. » « (L. 30 décembre 1911.) Toutefois, en ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une chambre de compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec mention « compensé ».

« Toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire ou le

tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à la première réquisition, sont nulles de plein droit. »

Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable ; il est payable à présentation.

(L. 2 août 1917.) Si la provision est inférieure au montant du chèque ; celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier, jusqu'à concurrence de ladite provision.

Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place.

L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce.

Toutefois, les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en manière de lettres de change sont applicables aux chèques.

Le porteur d'un chèque doit en réclamer le payement dans le délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu.

Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le payement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après lesdits délais.

(L. 19 février 1874, art. 6.) Le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place ; celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu où il est tiré, est passible d'une amende de 6 pour 100 de la somme pour laquelle ce chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 fr.

La même amende est due personnellement, et sans recours, par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres s'il est tiré de place à place, ou portant une date postérieure à l'époque à laquelle il est endossé

ou présenté. Cette amende est due en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans date, ou irrégulièrement daté, ou présenté au paiement avant la date d'émission.

(L. 2 août 1917.) Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende.

Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque.

Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur.

L'article 463 du Code pénal est applicable au présent délit.

Les chèques sont exempts de tous droits de timbre pendant dix ans à dater de la promulgation de la présente loi.

(L. 30 décembre 1911.) Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier ; il ne peut être tiré que sur un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par son porteur.

« (L. 26 janvier 1917). A l'égard des dispositions de la présente loi, les agents de change sont assimilés aux banquiers ».

(L. 30 décembre 1911.) Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention « et Cie » ; il est spécial ; si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère

pas l'encaissement lui-même, peut se substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement, ainsi que le nom du banquier désigné.

(L. 30 décembre 1911.) Le tiré qui paye le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

(L. 26 janvier 1917.) Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre.

Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur, à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France, sur la même place.

V. C. Com. Ann., p. 985 s ; et son suppl., p. 825 s. ; V. aussi R. ^{vo} Warrants et chèques, 70 s. ; S. eod. ^{vo} 61 s. ; T. (87-97) ^{v.} chèque, 1 s. ; D. P. 1897 et suiv. Tables, eod. ^{vo}.

LOI DU 19 FÉVRIER 1874

portant augmentation des droits d'enregistrement et de timbres
(D. P. 74.4.45)

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 ; V. *suprà*, L. 14 juin 1865, article 1^{er}.

L'article 5 de la loi du 14 juin 1865 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : V. *suprà*, L. 14 juin 1865, art. 6.

Celui qui paye un chèque sans exiger qu'il soit acquitté est passible personnellement, et sans recours, d'une amende de 50 francs.

Les chèques de place à place sont assujettis à un droit de timbre fixe de 20 centimes.

Les chèques sur place continueront à être timbrés à 10 centimes.

Sont applicables aux chèques de place à place non timbrés conformément au présent article, les dispositions pénales des articles 4, 5, 6, 7 et 8 de la loi du 5 juin 1850.

Le droit de timbre additionnel peut être acquitté au moyen d'un timbre mobile de 10 centimes.

Toutes les dispositions législatives relatives aux chèques tirés de France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France.

Les chèques pourront, avant tout endossement en France, être timbrés avec des timbres mobiles.

Si le chèque tiré hors de France n'a pas été timbré conformément aux dispositions ci-dessus, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus sous peine de l'amende de 6 pour 100, de le faire timbrer aux droits fixés par l'article précédent, avant tout usage en France.

Si le chèque tiré hors de France n'est pas souscrit conformément aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865, et de l'article 5 ci-dessus, il est assujéti aux droits de timbre des effets de commerce. Dans ce cas, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus de le faire timbrer avant tout usage en France sous peine d'une amende de 6 pour 100.

Toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

LOI DU 30 DÉCEMBRE 1911

Concernant les chèques barrés (D. P. 1912. 4.1; Bull. Dalloz, 1912, p. 118).

La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes : V. *suprà*, L. 14 juin 1865, articles 8, 9 et 10.

Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 19 février 1874

est complété par la disposition suivante : V. *suprà*, L. 19 février 1874, article 5, § 2.

LOI DU 26 JANVIER 1917

Complétant la loi du 14 juin 1865, modifiée par celle du 30 décembre 1911, sur les chèques, en ce qui concerne les agents de change et les domiciliations pour paiement (D. P. 1920, 4^e partie).

La loi du 14 juin 1865, modifiée par la loi du 30 décembre 1911, est complétée par les dispositions suivantes : V. *suprà*, L. 14 juin 1865, article 8, § 3, et article 11.

LOI DU 2 AOÛT 1917

Complétant les lois du 14 juin 1865 et 19 février 1874 sur la législation des chèques (D. P. 1920, 4^e partie)

L'article 2 de la loi du 14 juin 1865 est complété par la disposition suivante : V. *suprà*, L. 14 juin 1865, article 2, § 2.

Le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 19 février 1874, modifiant la loi du 14 juin 1865, est remplacé par les dispositions suivantes : V. *suprà*, L. 14 juin 1865, article 6, §§ 3 et suiv.

V. le décret du 15 janvier 1916 rendant applicable aux colonies la loi du 30 décembre 1911 concernant les chèques barrés (*Journ. off.* du 20 janv. 1916) ; le décret du 5 avril 1918 rendant applicables à l'Algérie les lois des 30 décembre 1911 et 2 août 1917 sur les chèques (*Journ. off.* du 12 avril 1918).

LOI DU 7 JANVIER 1918.

Portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux (D. P. 1920, 4^e partie).

Il est institué sous l'autorité du ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes un service de comptes courants et de

chèques postaux dont la gestion est confiée à l'Administration des postes et des télégraphes.

Les bureaux régionaux sont établis dans les villes désignées par décret.

Peuvent se ouvrir faire des comptes courants toute personne, association, société, maison de commerce et tout groupement de fait ou de droit dont la demande a été agréée par l'Administration.

Les personnes et les collectivités désignées à l'alinéa précédent, qui ont été admises à se faire ouvrir des comptes courants, effectuent un dépôt de garantie dont le montant est fixé par le décret prévu à l'article 9.

Des décrets spéciaux déterminent dans quelles conditions des comptes peuvent être ouverts à l'Etat, aux personnes morales administratives et aux services publics.

(L. 28 juillet 1919) Sont portés au crédit des comptes courants les versements effectués, soit par les titulaires à leur propre compte soit par des tiers, et le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux.

Sont portés au débit des comptes courants postaux les sommes qui font l'objet, de la part des titulaires :

1° De chèques nominatifs payables à leur profit ;

2° De chèques au porteur ;

3° De chèques dont le montant est payable à des personnes dénommées autres que les titulaires de comptes.

Les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par les titulaires à leur profit donnent lieu à la perception d'un droit fixe de quinze centimes (0,15) pour chaque opération.

Les chèques payables au porteur ou à des personnes dénommées sont assujettis au droits ordinaires des mandats-cartes, la taxe de factage exceptée.

Les virements donnent lieu à la perception d'une taxe fixe d'écritures de dix centimes (0,10).

Les droits et taxes indiqués aux deuxième, troisième et qua-

trième alinéas du présent article sont à la charge des titulaires de comptes courants et prélevés sur le compte débité.

L'Administration sera responsable des sommes qu'elle aura reçues pour être portées au crédit des comptes courants : elle ne sera pas responsable des retards qui pourront se produire dans l'exécution du service.

(L. 28 juillet 1919) Aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus d'un an de date.

En cas de changement dans la condition civile ou la situation légale du titulaire d'un compte courant, avis devra en être donné au bureau détenteur de ce compte.

L'Administration ne pourra être tenue responsable des conséquences pouvant résulter des modifications qui ne lui auraient pas été notifiées.

LOI DU 28 JUILLET 1919.

Apportant certaines modifications à la loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux (D. P. 1920, 4^e partie). V. *suprà*, L. 7 janv. 1918, art 4, 5 et 7.

DÉCRET DU 7 JANVIER 1918

Portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et des chèques postaux

TITRE II. — *Ouverture des comptes courants*

Une même personne peut demander l'ouverture de plusieurs comptes courants dans un même bureau de chèques ou dans des bureaux différents.

L'administration examine la demande d'ouverture de compte, notamment au point de vue de l'exactitude des déclarations du signataire. Elle en notifie l'acceptation au demandeur en même temps que le numéro d'ordre du compte courant.

Dès réception de cet avis, le titulaire doit effectuer dans des conditions indiquées ci-après, pour les versements au crédit

des comptes, un dépôt de garantie fixé à 50 francs par compte. Ce dépôt de garantie est indisponible pour le titulaire du compte courant jusqu'à la clôture de ce compte.

A défaut de versement du dépôt de garantie dans le délai d'un mois à dater de la notification faite au signataire, la demande d'ouverture de compte courant est considérée comme nulle et non avenue.

L'Administration publie une liste des titulaires de comptes courants. Cette liste est livrée à toute personne qui en fait la demande aux conditions fixées par un arrêt ministériel et déterminées d'après le prix de revient ; elle peut être consultée gratuitement par le public dans tous les bureaux de poste.

TITRE III. — *Crédit des comptes courants*

Les comptes courants sont crédités :

1° Du montant des versements effectués, soit par le titulaire, soit par des tiers à son profit ;

2° Du montant des virements ordonnés au profit du titulaire par d'autres titulaires de comptes courants postaux.

Aucune limite n'est fixée pour l'actif des comptes courants.

Les virements sont portés au crédit des comptes courants au vu du bordereau de virement émanant du bureau de chèques où est tenu le compte débité.

Aucune limite n'est fixée pour le montant des virements.

TITRE IV. — *Débit des comptes courants*

(Décr. 28 juillet 1919) Les opérations portées au débit des comptes courants peuvent provenir :

1° De retraits ordonnés au moyen de chèques tirés par le titulaire de compte soit à son profit, soit au profit de tiers, soit au porteur ;

2° De virements au crédit d'autres comptes courants ;

3° De taxes et de redevances pour prestations diverses.

(Décr. 28 juillet 1919) Le chèque postal peut servir à

quatre catégories d'opérations ; il porte, suivant le cas, les dénominations ci-après :

1° Chèque nominatif, lorsqu'il est émis par le titulaire de comptes et à son profit ;

2° Chèque d'assignation, quand il est tiré au profit de tiers spécialement désignés ;

3° Chèque au porteur lorsqu'il est établi sans nom de bénéficiaire ;

4° Chèque de virement, lorsque le montant doit être inscrit au crédit d'autres comptes courants.

Dans aucun cas, les formules destinées aux chèques de paiement (chèques nominatifs, d'assignation ou au porteur) ne doivent être utilisés pour donner des ordres de virement ; réciproquement, les chèques de virement ne peuvent comporter aucun ordre de paiement en espèces.

Les formules de chèques sont réunies en carnets qui sont livrés aux titulaires suivant un tarif fixé par arrêté ministériel.

Le titulaire d'un compte est seul responsable des conséquences résultant de l'emploi abusif, de la perte ou de la disparition des formules de chèques qui lui ont été remises par l'Administration.

(Décr. 28 juillet 1919) Les chèques nominatifs et les chèques d'assignation sont transformés en mandats-cartes par les bureaux de chèques.

Le paiement du chèque au porteur à lieu à vue et exclusivement au siège du bureau de chèques postaux détenteur du compte ; il est effectué sans acquis et sans justification d'identité d'aucune sorte.

Lorsque le possesseur d'un chèque au porteur ne peut pas ou ne veut pas se rendre au siège du bureau de chèques pour en encaisser le montant, il lui suffit d'inscrire au verso du titre le nom et l'adresse de la personne entre les mains de qui il désire que le paiement soit effectué et d'envoyer le chèque au bureau détenteur du compte courant, sous enveloppe ordinaire circulant en franchise. Ce bureau fait payer le montant,

du chèque au bénéficiaire dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un chèque d'assignation.

L'Administration est en droit de clore d'office le compte de tout titulaire qui a méconnu cette prescription.

Aucun mandat n'est établi ou aucun ordre de virement n'est exécuté lorsque le chèque a été émis pour une somme supérieure à l'avoir net porté en compte.

(Décr. 28 juillet 1919) Les chèques nominatifs, d'assignation et de virement sont adressés sous pli fermé ou remis directement au bureau de chèques détenteur du compte courant.

(Décr. 28 juillet 1919) La responsabilité d'un faux paiement résultant d'indications d'assignation inexactes ou incomplètes incombe au tireur.

La seule possession par l'administration d'un chèque au porteur suffit pour valoir libération au regard du titulaire du compte.

TITRE V. — *Avis de crédit et de débit*

Le titulaire d'un compte courant est informé chaque jour des opérations qui ont été portées au crédit ou au débit de son compte.

Il reçoit, à cet effet, les coupons des mandats-cartes de versement et des avis notifiatifs des virements passés au crédit de son compte.

Il reçoit également avis du montant des chèques enregistrés chaque jour au débit de son compte.

Le titulaire d'un compte reçoit gratuitement, à l'issue de chaque quinzaine, notification de l'avoir net figurant à son compte le dernier jour de ladite quinzaine, déduction faite des taxes et redevances liquidées au cours de cette période.

En dehors de l'avis concernant la situation de son compte, qui lui est transmis dans les conditions fixées à l'article 35, le titulaire d'un compte courant peut demander à être informé, par des avis hebdomadaires, bi-hebdomadaires ou quotidiens, de l'avoir net porté à son compte.

Ces communications supplémentaires donnent lieu aux redevances mensuelles suivantes :

- 25 centimes pour l'avis hebdomadaires ;
- 75 centimes pour l'avis bi-hebdomadaire ;
- 2 fr. 50 pour l'avis quotidien.

En outre, le titulaire d'un compte courant peut demander notification du solde de son compte à une date déterminée moyennant une redevance de 25 centimes, ou la copie de son compte pendant une période déterminée moyennant une redevance de 1 franc par 100 opérations ou fraction de 100 opérations comprises dans cette copie.

TITRE VI. — *Transfert ou clôture des comptes courants*

Le titulaire d'un compte courant peut demander le transfert, d'un bureau de chèques à un autre bureau de chèques, du compte courant ouvert à son nom.

L'opération est soumise à la taxe d'un virement ordinaire.

Les correspondances et les diverses pièces adressées par les titulaires de comptes aux bureaux de chèques et par lesdits bureaux aux titulaires de comptes sont exonérées de la taxe d'affranchissement.

DÉCRET DU 28 JUILLET 1919

Relatif à l'application de la loi du 28 juillet 1919 (comptes courants et chèques postaux). — V. *suprà*, Décr. 7 janv. 1918, art. 10, 16, 18, 19, 22, 26, 30 et 33.

Voir, en outre, le décret du 6 décembre 1918 relatif à l'utilisation des chèques et comptes courants postaux par les comptables publics (*Bull. législ.* Dalloz, 1918, p. 782 ; *Journ. off.* du 12 janv. 1918) (1).

1. Petite collection Dalloz, Code de commerce, p. 368 et suiv. Paris, 1921.

ESPAGNE

Code de commerce de 1865, articles 534 à 543. La conception est la même qu'en France ; les délais de présentation sont identiques, sauf pour les chèques tirés de l'étranger. Les délais sont alors de douze jours. Quant au barrement, il se fait d'une façon un peu spéciale. « Le tireur ou tout porteur légitime d'un mandat de paiement aura le droit d'indiquer sur ce mandat qu'il sera payé à un banquier ou à une société déterminée, ce qui s'exprimera en écrivant, au choix, sur le recto, le nom du dit banquier ou de la société ou seulement les mots « Et Compagnie » (art. 541).

Le Code de commerce actuel, a été promulgué par décret du 22 août 1885 pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1886. Signalons aussi deux décrets royaux, l'un du 28 janvier 1886, qui a étendu son application à Cuba et à Puerto Rico, en apportant à certains de ses articles des modifications indispensables, l'autre du 6 août 1888, qui l'a rendu applicable aux Philippines également avec quelques modifications. Ajoutons en terminant que le Code français a inspiré la réforme des lois commerciales du Mexique, et que le nouveau Code de commerce de cette République, du 15 septembre 1889, entré en vigueur le 1^{er} janvier suivant, a reproduit le Code français, en grande partie, on pourrait même dire presque totalement (1).

CODE DE COMMERCE, livre II, titre XI

Mandats, bons et billets à ordre, et des ordres de paiement appelés chèques (p. 167).

SECTION II. — *Des Ordres de paiement appelés chèques*

Art. 534. — L'ordre de payement connu, dans le commerce, sous le nom de chèque, est un document permettant au tireur

1. V. Ch. Lyon-Caen. P. Carpentier et F. Daguin, *les Lois commerciales de l'Univers*, t. XXXVII. Espagne, par de Lorenzo

de retirer, à son profit ou au profit d'un tiers, tout ou partie des fonds qu'il possède, et qui sont disponibles chez le tiré.

Art. 535. — L'ordre de paiement devra contenir : le nom et la signature du tireur, le nom du tiré, ainsi que son domicile, la somme et la date de l'émission, lesquelles devront être énoncées en toutes lettres, enfin la mention que le chèque est au porteur, au profit de telle personne déterminée ou à ordre. Dans ce dernier cas, le chèque sera transmissible par voie d'endossement.

Art. 536. — Le chèque pourra être tiré de la place même où il doit être payé, ou d'un lieu différent, mais le tireur est tenu d'avoir fait préalablement provision entre les mains du tiré.

Art. 537. — Le porteur d'un ordre de paiement devra le présenter au recouvrement dans les cinq jours de sa création, s'il a été tiré de la place même sur laquelle il est payable, et, dans les huit jours, s'il a été tiré d'une place différente.

Le porteur qui laissera passer ce délai, perdra son action contre les endosseurs, et il la perdra également contre le tireur, si la provision, faite entre les mains du tiré, vient à disparaître par suite de la suspension des paiements ou de la faillite de ce dernier.

Art. 538. — Le délai de huit jours fixé par l'article précédent, pour les ordres de paiements tirés d'une place sur une autre place, sera élevé jusqu'à douze jours à compter de la date des dits ordres, s'ils ont été tirés d'un pays étranger.

Art. 539. — Le paiement de l'ordre sera exigé du tiré au moment même de la présentation.

Art. 540. — Il ne pourra être délivré après l'échéance, de duplicata des ordres de paiement sans avoir annulé préalablement les ordres originaux et obtenu le consentement du tiré.

Art. 541. — Le tireur ou tout porteur légitime quelconque

Benito, trad. franç., par Henri Prudhomme (Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, s. d.). Pour la bibliographie voir aussi même ouvrage, p. 31, § 9.

d'un ordre de paiement, aura le droit d'indiquer sur cet ordre qu'il sera payé à un banquier ou à une société déterminée, ce qui s'exprimera en écrivant en croix, sur le recto, le nom du dit banquier ou de la société, ou seulement les mots « et compagnie ».

Le paiement fait à une personne autre que le banquier ou la société désignée ne sera pas libératoire pour le tiré, s'il a été fait indûment.

Art. 542. — Seront applicables à ces documents les dispositions du présent Code relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice des actions résultant des lettres de change.

Art. 543. — Les dispositions précédentes régiront, en tant qu'elles leur sont applicables, les ordres de paiement en compte courant des banques ou des sociétés commerciales connus sous le nom de « talons ».

PORTUGAL

Code de Commerce du 28 juin 1888. Même système que l'Italie.

ITALIE

Code de commerce, 1^{er} janvier 1883, articles 339 à 344. En droit français, le chèque est nécessairement à vue ; en droit italien, il peut être payable à vue ou dans un délai de vue qui ne dépasse pas dix jours. La présentation doit se faire selon les cas, soit dans les huit jours, soit dans les quinze jours. Enfin le code italien admet le tirage sur banquier et commerçants.

L'avocat Antonio Scevola, dans son commentaire du livre I, titre X du nouveau Code de commerce italien (Turin, 1889)

traite du chèque (*assegno bancario*) et, avant d'arriver à l'explication des articles 339 à 344 (pages 290 à 296), il fait l'histoire de la législation italienne sur la matière et en expose les principaux caractères (pages 276 à 280).

L'ancien Code italien ne contenait aucune disposition sur les chèques. La pratique toutefois s'en étant répandue dans les milieux commerciaux sous la forme d'un reçu plutôt que d'un ordre de paiement; les délégués des Chambres de commerce réunis à Florence en 1867 réclamèrent le vote d'une loi spéciale. Le Gouvernement obéit à ce vœu en soumettant à la Chambre élue en 1870 un projet, qui ne fut pas discuté.

En 1877, le Congrès des banques populaires réuni à Milan revint à la charge. Un autre projet sur les titres représentatifs des dépôts bancaires fut présenté les 20 mars 1879 et 27 février 1880. Bien qu'adopté par la Chambre des députés, il ne put être promulgué, la clôture de la session ayant empêché le Sénat de le discuter.

Le vote du nouveau Code de commerce rendit inutile le vote d'une loi particulière. Les lois du 5 juillet 1882 et 14 juillet 1887 sou mirent les chèques aux droits de timbre.

Après avoir fait ressortir le caractère économique du chèque et son importance au point de vue des transactions et liquidations commerciales, le commentateur s'étend plus longuement sur son caractère juridique. Il le définit en ces termes : « Un ordre de paiement d'une certaine somme déterminée tiré par une personne qui a de l'argent disponible près d'un institut de crédit ou près d'un commerçant au profit d'elle-même ou d'une tierce personne désignée, ou du porteur du titre.

D'après le Code italien l'émission d'un chèque ne peut se faire que sur un établissement de crédit ou sur un commerçant alors que, dans les législations étrangères, certaines, comme la loi anglaise et le code portugais, la limitent aux banques et banquiers seulement, et d'autres, comme le Code fédéral suisse, la loi belge du 30 juin 1873 et la loi française de 1865, ne contiennent aucune limitation, le chèque pouvant

être tiré sur toute personne qui détient de l'argent disponible au crédit du tireur.

Le chèque est donc une variété de lettre de change, avec laquelle il a une grande affinité. Un grand nombre de règles leur sont communes. Toutefois des différences caractéristiques les distinguent. Alors que la lettre de change est toujours par elle-même un acte de commerce, le chèque, en ce qui concerne les non-commerçants, ne constitue un acte de commerce que s'il a une cause commerciale. Il y a encore d'autres différences :

1° Le chèque ne peut contenir que l'obligation de faire payer tandis que la lettre de change peut avoir aussi celle de payer directement ;

2° Le chèque n'est pas légalement possible sans l'existence près du tiré d'une somme d'argent disponible appartenant au tireur, tandis que la lettre de change subsiste indépendamment de toute provision de fonds ;

3° Le chèque ne peut être qu'à vue ou payable dans un délai qui ne peut dépasser dix jours à compter de celui de la présentation, laquelle doit avoir lieu dans les huit jours de sa date, s'il est fait dans le lieu du paiement, ou dans les quinze jours s'il est fait dans un lieu autre, tandis que la lettre de change peut être faite soit à vue, soit à date déterminée ;

4° Ainsi qu'il a été expliqué plus haut, le chèque ne peut être tiré que sur un établissement de crédit ou un commerçant seulement, tandis que la lettre de change peut l'être sur toute personne.

Si, d'autre part, le chèque a de commun avec le billet de banque qu'il représente aussi une somme d'argent, il s'en distingue, en ce que : 1° le billet est toujours au porteur tandis que le chèque peut être aussi à ordre ; 2° le billet de banque reçu en paiement éteint l'obligation, tandis qu'avec le chèque l'extinction ne se produit que lorsqu'il y a eu paiement effectif du tireur ; 3° enfin le billet de banque est toujours payable à présentation, à vue, le chèque, ainsi qu'il a été expliqué,

peut comporter, selon les cas, un délai de paiement de dix ou quinze jours.

CODE DE COMMERCE (1) livre I. — Titre X

CHAPITRE II. — Du Chèque

339. — Quiconque a une somme d'argent disponible dans une maison de banque ou chez un commerçant, peut en disposer à son profit personnel ou au profit d'un tiers à l'aide d'un mandat de paiement appelé chèque. — (Loi fr. du 14 juin 1865. — Comm. esp., 534 et suiv. port., 341 et suiv).

340. — Le chèque doit indiquer la somme à payer ; il doit être daté et signé par le tireur.

Il peut être au porteur.

Il peut être payable à vue ou dans un délai qui ne doit pas excéder dix jours à partir du jour de la présentation.

341. — Sont applicables au chèque toutes les dispositions concernant l'endossement, l'aval, les signatures des personnes incapables, les signatures fausses ou contrefaites, l'échéance et le paiement de la lettre de change, le protêt, l'action contre le tireur et les endosseurs, enfin les lettres de change perdues.

342. — Le porteur d'un chèque doit le présenter au tiré dans les huit jours de sa date, s'il est créé et payable dans le même lieu, et dans les quinze jours, s'il est tiré d'un lieu sur un autre.

Le jour de la date n'est pas compris dans le délai.

La présentation du chèque à terme est constatée par le visa donné et signé par le tiré ou encore de la manière indiquée à la section VIII du chapitre I.

343. — Le porteur de chèque qui ne l'aura pas présenté dans les délais déterminés par l'article précédent, ou qui n'en aura

1. Code de commerce italien, promulgué le 31 octobre 1882, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1883, traduit, annoté et précédé d'une introduction par Edouard Turrel. Paris, Pedone Lauriel, 1892.

pas demandé le paiement à l'échéance perdra son recours contre les endosseurs. Il perdra son recours même contre le tireur si, après l'expiration des délais ci-dessus, la somme a cessé d'être disponible par le fait du tiré.

344. — Quiconque aura émis un chèque sans date ou avec une date fausse, ou qui l'aura émis sans qu'il existe chez le tiré une somme disponible, sera frappé d'une peine pécuniaire égale au dixième de la somme indiquée dans le chèque, sans préjudice des peines plus graves édictées par le Code pénal.

ROUMANIE

Le Code de commerce français avait été introduit en Valachie en 1840 et en Moldavie en 1863. En 1883, une commission spéciale fut instituée pour préparer un nouveau code, qui a été promulgué en 1887 (1).

Les articles 364 à 369 de ce Code (Livre I, Titre IX) traitent du chèque (2) :

Art. 364. — Quiconque a des sommes d'argent disponibles dans une banque ou chez une personne quelconque pourra disposer de ces sommes, en totalité ou en partie, à son profit personnel ou au profit d'un tiers, par un chèque (C. Comm. 270 ; Ital. 339).

Art. 365. — Le chèque doit indiquer la somme à payer, être daté et signé par celui qui l'émet (3). Il pourra être émis au porteur ou au profit d'une personne dénommée. Il pourra

1. Voir D. Alexandresco, *Droit ancien et moderne de la Roumanie* ; Bohl., *Code de commerce roumain, Droit commercial roumain*. Un historique du peuple roumain, avec un exposé et une bibliographie complète du droit commercial roumain se trouvent dans les *Lois commerciales de l'Univers*, édition allemande, Vol. VII. Roumanie, p. 4 à 13.

2. Traduction de M. Blumenthal (Pichon, 1889).

3. Le texte de l'article italien ne contient pas aussi les mots : « ou à l'ordre d'une personne désignée ».

être payable à vue ou dans un délai qui ne dépassera pas dix jours de vue.

Il pourra être signé à ordre et transmis même par un endossement en blanc (1). (C. Comm. 57, 270, suiv., 279 ; 15, paragr. I, Lettre C., Leg. du 31 juillet 1885) (Ital. 340).

Art. 366. — Sont applicables au chèque toutes les dispositions relatives à l'endossement, à l'aval, à la signature des personnes incapables, aux signatures fausses et falsifiées, à l'échéance et au paiement du titre de change, au protêt, à l'action contre celui qui a émis le chèque et contre les endosseurs, aux titres perdus ou soustraits (C. Comm. 277 et suiv., 296 suiv., 305 suiv., 309 suiv., 326 suiv., 339 suiv., 352, 357) (Ital. 341).

Art. 367. — Le porteur d'un chèque devra le présenter au tiré pour le paiement, dans les huit jours de la date, s'il est émis sur le lieu du paiement, et dans les quinze jours, s'il est payable dans un lieu autre que celui où il a été émis, Le jour de la date n'est pas compris dans ce délai (C. Comm. 282, 311) (Ital. 342).

Art. 368. — Le porteur d'un chèque qui ne le présente pas dans le délai ci-dessus perd son action contre les endosseurs ; il perd même son action contre celui qui l'a émis, si la somme n'est plus disponible, par le fait du tiré, à l'échéance des délais ci-dessus (C. Comm. 282, 350 suiv., 367, 949 ; p. 2) (Ital. 343).

Art. 369. — Celui qui émet un chèque sans date ou avec une fausse date ou sans qu'il existe entre les mains du dépositaire la somme disponible, sera puni d'une amende égale à dix pour cent de la somme indiquée dans le chèque, sans préjudice des peines édictées par la loi pénale, s'il y a lieu.

1. Ce second alinéa manque dans l'article correspondant du code italien.

PAYS SCANDINAVES

Loi commune aux trois pays :

Danemark.....	23 avril 1897
Norvège.....	3 août 1897
Suède.....	24 mars 1898

Seuls les chèques à vue sont autorisés. L'insertion du mot « chèque » est obligatoire. Les délais de paiement sont de trois ou de dix jours, selon les cas. Le protêt peut être remplacé par une déclaration inscrite sur le chèque signée du tiré. Le recours accordé au porteur non payé est tantôt de six mois, tantôt d'un an.

SUISSE

Code fédéral des obligations 1882 retouché en 1912.
Même système qu'en France.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Il n'y a pas de loi ; mais des usages empruntés à l'Angleterre. Notons, toutefois, que les Etats-Unis connaissent une variété de chèques que l'Angleterre ignore. Nous voulons parler des chèques rectifiés, dont il a été longuement traité dans le stall.

LÉGISLATION RELATIVE AUX EFFETS DE COMMERCE, ETC. (1)

CHÈQUES

Un chèque est une traite ou un ordre sur une banque ou une maison de banque tiré sur un dépôt de fonds, pour le paiement, à toutes fins, d'une certaine somme d'argent à telle personne y désignée, soit à elle, soit à son ordre, soit au porteur, et payable immédiatement à vue.

Bien qu'un chèque ne soit pas une lettre de change intérieure, il a plusieurs des propriétés d'un tel effet de commerce et plusieurs dispositions de la loi commerciale s'appliquent à tous les deux. L'un et l'autre ont pour but le paiement en espèces d'une somme déterminée. Dans les deux cas, il y a un tireur, un tiré et un bénéficiaire. Sans acceptation aucun de ces effets ne peut donner lieu à une action de la part du porteur contre le tireur. Les différences principales consistent en ce qu'un chèque est toujours tiré sur une banque ou sur un banquier. Il n'y a pas de délais de grâce. Le tireur n'est pas libéré par la négligence du porteur à encaisser à moins qu'il puisse démontrer que cette négligence lui a été préjudiciable. Il n'est dû qu'au moment où le paiement en est demandé, et la prescription de l'action ne commence à courir qu'à partir seulement de ce moment-là. Il est de par ses termes mêmes l'appropriation d'une somme déterminée appartenant au tireur entre les mains du tiré pour le paiement d'un engagement souscrit par le tireur. Il n'est pas nécessaire que le tireur d'une lettre de change ait des fonds entre les mains du tiré, mais un chèque tiré dans ces conditions aurait un caractère frauduleux.

1. *Les lois commerciales de l'Univers*: Etats-Unis d'Amérique, à la bibliothèque du Ministère de la Justice, Paris. *Office de Législation étrangère et de droit international*.

Chèque certifié. — Un chèque est certifié quand il est visé ou certifié comme bon par la banque sur laquelle il est tiré. La méthode habituelle de certification consiste de la part du caissier ou du fondé de pouvoir de la banque à apposer son nom au recto du chèque précédé du mot « bon » ou autre expression indiquant qu'il y a à la banque provision suffisante. La certification d'une banque qu'un chèque est « bon » équivaut à une acceptation. Elle implique que le chèque a été tiré sur des fonds suffisants entre les mains du tiré, que ces ont été réservés pour son paiement et qu'ils seront appliqués à cet effet à quelque époque que le chèque soit présenté pour le paiement. C'est une reconnaissance que le chèque est dès lors bon et continuera à être bon, et son but est de permettre au porteur de s'en servir comme argent comptant. Au cas où le porteur obtient qu'un chèque soit accepté ou certifié, le tireur et tous les endosseurs sont déchargés de toute responsabilité en ce qui le concerne.

Chèque memorandum. — Un chèque memorandum est libellé en la forme ordinaire d'un chèque de banque, avec le mot « Memorandum » écrit sur le recto du titre, et il n'est pas établi pour être immédiatement présenté mais simplement comme preuve d'une obligation prise par le tireur vis-à-vis du porteur.

Certificat de dépôt. — L'expression « certificat de dépôt » est habituellement employée pour indiquer un écrit en vertu duquel une banque reconnaît un dépôt d'une somme déterminée en espèces. C'est en réalité un reçu.

Tireur. — Le tireur d'un effet de commerce est la personne qui l'exécute en premier et qui en est tenu.

Bénéficiaire. — Le bénéficiaire d'un effet de commerce est la personne à qui le dit effet est déclaré originairement payable.

Endosseur. — L'endosseur d'un effet de commerce est celui qui transmet le titre par l'endossement y apposé.

Endossé. — L'endossé d'un effet de commerce est celui auquel l'effet a été transmis par endossement.

ARGENTINE

CODE DE COMMERCE 1^{er} MAI 1890

Cette législation est une des plus complètes et des plus intéressantes qu'il y ait. En voici un résumé.

D'après l'article 738, le chèque ne peut être émis que sur une banque : à cet égard, c'est donc le même système qu'en Angleterre. Quant à l'article 799, il interdit d'émettre un chèque de la République Argentine sur l'étranger ou réciproquement.

Le chèque est payable à présentation, sauf soupçon sérieux de dol ou de faux.

En cas de refus de paiement, le porteur doit donner avis de ce refus au tireur le jour même, s'il se trouve dans le même lieu ou par le second courrier ; s'il est dans un lieu différent, ses intérêts de retard sont alors dus *ipso facto*.

Les délais de présentation sont de quinze jours, ou d'un mois, selon les cas.

Les banques peuvent payer les chèques tant qu'il ne s'est pas écoulé un espace de temps double des délais de présentation (article 815). Il y a là une différence importante avec le droit français.

L'Argentine connaît le barrement général et le barrement spécial : elle pratique aussi la clause « mot négociable ». Enfin on y trouve le chèque dit « pour comptabilité », c'est-à-dire, le chèque de compensation.

Le Code argentin permet encore l'aval du chèque et le paiement par intervention.

GRANDE-BRETAGNE

An act to codify the law relating to bills of exchange, cheques and promisory notes (Victoria 45 et 46, chap. LXI ? *Annuaire de législation étrangère*, 1882).

Un chèque est une lettre de change tirée sur un banquier et payable sur demande (1).

La loi anglaise exige que le chèque soit tiré sur un banquier, nous avons vu les avantages de ce système comme moyen de compensation.

Elle ne s'occupe pas de la provision... Elle ne fixe pas les délais de présentation, se bornant à dire qu'ils doivent être raisonnables (*in a reasonable time*) (2).

Quand le chèque n'est pas payé ; il est dit déshonoré (*Dishonoured*). Le porteur doit avertir dans les vingt-quatre heures son cédant, ainsi que les endosseurs contre lesquels il veut garder son recours ; mais il n'est pas tenu de dresser protêt.

Les banques sont responsables des paiements faits abusivement ; ils courent donc des risques sérieux et c'est de là qu'est né le barrement, soit général, soit spécial (3) et plus tard la clause « *not negotiable* » (4).

En (5) ce qui concerne le chèque barré, citons (p. 300 à 301) les lignes suivantes :

« Un banquier encaisseur est protégé dans le maniement des chèques barrés par l'article 22 de l'Act sur les Lettres de change, 1882 (6), qui dispose : « Lorsqu'un banquier de bonne foi et sans négligence reçoit pour un client (7) paiement

1. Article 73.

2. Article 74, al. 2.

3. Article 76, § 1 et § 2.

4. Article 81.

5. On pourra trouver un exposé des textes relatifs à la législation du chèque, dans leur ordre chronologique et accompagné d'aperçus historique, dans le volume de Ernest Arthur Jelf. N. A. *Where to find your Law* (London Horace Cox, 1920), Chap. XLIII, *the law relating to negotiable instruments*, p. 323 et s. ; Stevens (*Elements de Droit Commercial anglais* 4^e édition, trad. Escarti, Paris Giard et, E. Brière 1909) consacre une étude au chèque de son chapitre sur les Instruments négociables (p. 296 à 301).

6. Voir encore *Revenue-Act* 1883, art. 17.

7. Quand est-ce qu'une personne est un « client » aux termes de cet article ? : Question de fait. Mais cette personne doit avoir

d'un chèque barré généralement ou spécialement à son propre nom, et que le client ne possède sur ce chèque aucun droit (title) ou n'a qu'un droit entaché de vice, le banquier n'encourra aucune responsabilité vis-à-vis du propriétaire véritable du chèque pour le seul motif qu'il aurait reçu pareil paiement. »

Mais cette protection est limitée aux cas où le banquier reçoit le chèque en qualité pure et simple de mandataire pour encaissement : un banquier peut donner et donne en effet souvent au client crédit immédiat du montant du chèque, avec l'intention que le client aura le droit de tirer en conséquence, avant même que le montant du chèque ait été touché en espèces. Donner ce crédit fait en soi du banquier un détenteur du chèque contre valeur et on ne peut alors considérer le banquier comme recevant paiement pour le client. Il faut que le chèque soit barré lorsqu'il vient aux mains du banquier (1) :

La principale loi sur la matière, celle du 18 août 1882, pour la codification des lois relatives aux lettres de changes, chèques et billets à ordre (An act to codify the law relating to bills of exchange, cheques and promissory notes), 45 et 46 Vict. Ch. 61 a, d'ailleurs, été traduite dans *l'Annuaire de Législation étrangère*, 1883, p. 315 et précédée d'une étude par M. Dainville. Elle ne contient pas moins de cent articles, suivis d'annexes. Nous faisons suivre la *troisième partie*, relative aux chèques, de la notice de M. Dainville, traducteur et annotateur de la loi.

avec la banque un compte quelconque : Great Western Rail Co, v. London and County Banking Co (1901), A. C. 414, 6 Comm. Cas. 275.

1. Gordon, v. London City Bank Midland an (1902), 1 K. B. 242; 7 Com. Cas. 37.

TROISIÈME PARTIE

Chèques tirés sur un banquier

Art. 73. — Un chèque est une lettre de change tirée sur un banquier et payable sur demande.

Exception faite d'autres dispositions dans cette partie, les dispositions de cette loi concernant la lettre de change payable sur demande s'appliquent au chèque.

Art. 74. — Sans déroger aux dispositions de cette loi :

§ 1. — Quand un chèque n'est pas présenté au paiement dans un délai raisonnable de son émission et que le tireur ou celui pour le compte de qui ledit chèque est tiré avait droit, au moment de la présentation, au paiement par le banquier et souffre par suite de ce retard un préjudice réel (actual damage), il est libéré jusqu'à concurrence de ce préjudice, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de ce dont il est créancier du banquier en excès de ce dont il l'aurait été si le chèque avait été payé.

§ 2. — Pour déterminer ce qu'on doit entendre par délai raisonnable, on doit tenir compte de la nature de l'effet, des usages du commerce et des banques et des circonstances particulières.

§ 3. — Le détenteur d'un tel chèque sera, au lieu et place du tireur, créancier du banquier jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle le tireur a été libéré et pourra le recouvrer sur lui.

Art. 75. — Le devoir et le pouvoir d'un banquier de payer un chèque tiré sur lui par son client prennent fin par :

§ 1. — Contre-ordre de paiement;

§ 2. — Notification de la mort du client.

Des chèques barrés

Art. 76. — § 1. Dans tout chèque qui porte en travers sur le recto :

a) Les mots « et compagnie » ou leur abréviation entre deux lignes transversales et parallèles avec ou sans les mots « non négociable » (not negociable), ou ;

b) Simplement deux lignes transversales et parallèles avec ou sans les mots « non négociable », c'est mots ajoutés constituent un barrement (crossing) et le chèque est barré en blanc (generally).

§ 2. — Quand un chèque porte en outre en travers le nom du banquier avec ou sans les mots « non négociables » il y a barrement et le chèque est barré spécialement et à ce banquier.

Art. 77 § 1. — Tout tireur d'un chèque peut le barrer en blanc ou spécialement.

§ 2. — Tout détenteur d'un chèque non barré peut le barrer en blanc ou spécialement.

§ 3. — Le détenteur d'un chèque, déjà barré en blanc, peut ensuite le barrer spécialement.

§ 4. — Le détenteur d'un chèque barré en blanc ou spécialement peut y ajouter les mots « non négociable ».

§ 5. — Quand un chèque est barré spécialement, le banquier au nom de qui il a été barré peut le barrer de nouveau spécialement au nom d'un autre banquier pour l'encaissement.

§ 6. — Le banquier à qui un chèque non barré ou barré en blanc a été adressé pour l'encaissement peut le barrer spécialement à son nom.

Art. 8. — Le barrement (crossing) tel qu'il est autorisé par cette loi, constitue une partie essentielle du chèque et il est défendu de l'effacer excepté dans les cas prévus par cette loi, de le modifier ou y faire quelque addition.

Art. 79 § 1. — Si un chèque est barré spécialement des noms de plusieurs banquiers, celui sur qui il a été tiré en refusera le paiement, sauf dans le cas d'un banquier, agent désigné pour le recouvrement

§ 2. — Le banquier qui paie un chèque tiré sur lui, bien que barré spécialement, ou paye à un autre qu'à un banquier un chèque barré en blanc, ou paye un chèque barré spéciale-

ment à un autre qu'au banquier au nom de qui il est barré, ou au banquier son agent pour le recouvrement, est responsable envers le véritable propriétaire du chèque de tout préjudice causé par ce paiement ainsi effectué.

Toutefois, si lors de la présentation au paiement le chèque ne paraît pas barré, ou avoir porté des barres qui auraient été, autrement qu'il est autorisé par cette loi, oblitérées ou auxquelles on aurait fait subir quelque addition ou modification et que le banquier le paye de bonne foi et sans commettre de négligence, il ne sera pas responsable, et la validité du paiement ne pourra être contestée sur ce motif que le chèque aurait été barré ou que, étant barré, il aurait été oblitéré, amplifié, altéré autrement qu'il est autorisé par cette loi, ou bien que le paiement aurait été fait à un autre qu'à un banquier, ou à un banquier autre que celui au nom de qui le chèque serait au aurait été barré ou à son agent pour le recouvrement suivant le cas.

Art. 80. — Le banquier sur qui un chèque barré est tiré qui, de bonne foi et sans commettre de négligence, l'a payé, s'il est barré en blanc, à un banquier ; s'il l'est d'une matière spéciale, au banquier désigné dans les barres, ou au banquier son agent pour le recouvrement ; ce banquier et, si le chèque est passé entre les mains du preneur, le tireur ont respectivement les mêmes droits et se trouvent dans la même position que s'il y avait eu paiement fait au véritable titulaire.

Art. 81. — Celui qui prend un chèque barré portant ces mots : « non négociable » n'a et ne peut conférer un titre meilleur sur ce chèque que n'en avait la personne de qui il le tient.

Art. 82. — Le banquier, qui de bonne foi et sans commettre de négligence, a fait l'encaissement pour un client d'un chèque barré en blanc ou spécialement à son nom, alors que ce client n'a sur le chèque aucun droit ou un droit entaché de vices (défective), n'encourt, pour le seul motif qu'il aurait

accepté le paiement, aucune responsabilité envers le véritable propriétaire.

Note. — Cet article 82 a, d'ailleurs, été modifié par « the Bills of Exchange (Crossed cheques) act 1906 » (6 Ed. vii c. 17) dont nous donnons la traduction :

Loi modifiant l'article 82 de la loi de 1882 sur les lettres de change (Bills of Exchange).

Art. 1^{er}. — Un banquier fait l'encaissement d'un chèque barré pour un client au sens de l'article 82 de la loi de 1882 sur les lettres de change (Bills of Exchange act, 1882, alors même qu'il crédite le compte de son client du montant du chèque avant d'en avoir opéré l'encaissement.

Art. 2.

Notice par M. E. Dainville

La nouvelle loi de 1882 présente à deux points de vue une grande importance.

Elle est une codification des lois existantes qui, avec les lois scandinave, suisse et allemande, prend place au rang de ces œuvres qui, en fondant ensemble des législations auparavant différentes, tendent vers ce but si utile de l'unification que tout le monde souhaite pour la lettre de change.

Cette loi marque, eu second lieu, un pas vers l'assimilation du droit anglais et du droit écossais. On sait que le droit écossais dérive plus ou moins du droit romain, et que le droit anglais, au contraire, n'a que très peu puisé à cette source. Cette loi assimile donc deux législations ayant chacune leurs caractères propres ; mais il faut reconnaître qu'en cette matière commerciale le frottement continu des affaires avait peu à peu atténué les différences. Aussi cet essai, tenté sur un terrain favorable, a pleinement réussi.

Désormais une lettre de change tirée en Écosse n'est plus une lettre étrangère, et une grande entrave à l'utilité de cet instrument aura ainsi disparu.

Il faut ajouter que la présente loi s'applique aussi à l'Irlande et aux îles anglaises.

Comme œuvre de codification, cette loi résume quinze acts dont le premier remonte à Guillaume III, et s'appuie sur une jurisprudence consacrée par plus de deux mille décisions. Ses cent articles donnent ainsi un résumé qui, s'il présente quelques lacunes, peut sans désavantage soutenir la comparaison avec les nouvelles législations rivales du continent.

Certains changements ont été apportés à la législation antérieure, certaines innovations ont été faites, les unes n'étant qu'une sorte de consécration de la pratique, les autres constituant au contraire une modification sensible des anciennes dispositions. En ce dernier sens, il faut surtout signaler les dispositions de l'article 8, en vertu duquel la lettre de change est négociable même sans insertion de la clause à ordre ; et de l'article 74, qui améliore sensiblement la situation du détenteur d'un chèque qui se trouve en présence de la faillite du banquier sur lequel le chèque a été tiré.

Le premier de ces changements a été emprunté au droit écossais et rappelle la disposition semblable du droit allemand et des lois qui l'ont pris pour base.

Adoptée presque sans débat (18 août 1882), cette loi est cependant loin d'être une œuvre hâtive. Elle est née du mouvement d'opinion qui, en 1867, faisait nommer une commission royale pour examiner s'il n'y avait pas lieu de former une sorte de *Digeste* des lois anglaises. Ce mouvement, malheureusement, n'aboutit à aucun résultat, et en 1870 la commission dut clore ses travaux par une recommandation toute platonique au gouvernement. Il fallut dès lors attendre jusqu'en 1881 pour retrouver la trace d'un nouvel effort vers une codification du droit anglais. A cette époque fut rédigé le projet de la loi actuelle ; longuement examiné par l'*Institute of Bankers*, qui lui-même s'était entouré des avis des chambres de commerce, ce projet fut ensuite discuté d'abord dans une commission de la Chambre des communes, puis, finalement,

dans une commission composée des sommités juridiques de la Chambre des lords. En présence d'une telle préparation, la discussion en séance publique ne pouvait guère présenter d'utilité.

Dans un autre ordre d'idées, je mentionnerai, en terminant le chapitre sur le conflit des lois (Conflict of Laws), qui donne quelques règles précises de droit international privé, si utiles quand il s'agit d'écrits appelés, chaque jour, à une circulation plus active à travers les différents pays.

ALLEMAGNE (1)

LOI DU 11 MARS 1908 SUR LE CHÈQUE (2)

L'Allemagne a enfin accordé au chèque, dans sa législation, la place que la France lui assurait dès 1865. En 1878 déjà, le président de la banque de l'Empire, Koch, s'attellait à démontrer, dans un travail très documenté, l'importance de cet instrument de circulation (3); reprenant la question en 1883, dans une conférence qu'il fit à la « Juristische Gesellschaft » de Berlin, il esquissa, dans ses grandes lignes, un projet de réglementation légale du chèque (4). La question ainsi posée par l'une des premières personnalités financières de l'Empire fut vivement discutée parmi les juristes (5) et dans le monde des affaires. Parmi

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1909, p. 51.

2. Scheckgesetz, vom 11 marz 1908; *Reichsgesetzblatt*, 1908, p. 71.

3. R. Koch, *Über den Girorverkehr und den Gebrauch von Schecks als Zahlungsmittel*, dans l'*Archiv für Handelsrecht de Busch*, vol. 37, p. 85 et suiv.

4. Cf. R. Koch, *Über Bedürfnisse und inhalt eines Scheckgesetzes für das Deutsche Reich*. Berlin, 1883.

5. Gorg Coh, qui a élargi l'étude du chèque, en rattachant la question de son actualité législative à celle de son développement historique (Voir ses articles « Zur Geschichte des Schecks u. zur Lehre des Schecks » dans la *Zeitschrift für vergl. Rechtswissenschaft* (vol. 1, p. 424 489; vol. 2, p. 131 et suiv.; vol. 3, p. 69,

les Chambres de commerce, une forte majorité se prononça en faveur de l'élaboration d'une loi sur le chèque ; le Deutscher Juristentag émit, dans sa 17^e session, à Würzburg, un vœu dans ce sens. Dès 1892, il semblait que les efforts des partisans du « Scheckgesetz » seraient, très prochainement couronnés de succès ; le 11 mars de cette année, le gouvernement impérial soumettait au Reichstag un projet de loi sur le chèque. Mais, peu de temps après, le Reichstag fut dissous et le projet resta en suspens. Ce n'est qu'en 1907, sous l'influence, sans doute, d'une pénurie persistante de numéraire, que le gouvernement impérial présenta au Bundesrat un nouveau projet de loi sur le chèque (publié le 13 juillet au Reichsanzeiger). Ce projet qui tenait compte des désirs formulés, à différentes reprises, par les représentants du commerce, en affranchissant le chèque de l'impôt du timbre et en s'abstenant de toutes dispositions pénales, fut soumis au Reichstag le 9 janvier 1908 et adopté par lui, en troisième lecture, le 25 février 1908.

Art. 1^{er}. — Le chèque doit contenir :

1^o Sa désignation, dans sa teneur, comme chèque ou, si le chèque est rédigé dans une langue étrangère, un terme de la langue étrangère correspondante à cette désignation ;

2^o L'ordre du tireur au tiré de payer une certaine somme sur les fonds portés au crédit de son compte (Guthaben) ;

3^o La signature du tireur ;

4^o L'indication du lieu et du jour de l'émission.

Art. 2. — Doivent seuls être désignés comme tirés :

1^o Les établissements de droit public (Anstalten des öffentlichen Rechts), les établissements placés sous le contrôle de l'Etat, ainsi que les associations coopératives (Genossenschaften), inscrites au registre des associations coopératives, qui se chargent, conformément aux dispositions régissant leur fonc-

et suiv. ; vol. ; 11, p. 365 et suiv. ; vol. 12, p. 96 et suiv.), donne dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften von Conrad*, vol. III, p. 38 et suiv. au mot de Check, une bibliographie détaillée de la matière.

tionnement, de recevoir des capitaux et d'effectuer des paiements pour le compte d'autrui, en outre, les caisses d'épargnes placées sous le contrôle de l'administration, lorsqu'elles se conforment aux mesures de contrôle qui leur sont applicables, d'après la loi particulière de leur Etat (Landesrecht) ;

2° Les maisons de commerce inscrites au registre du commerce qui font, professionnellement, des opérations de banque.

Art. 3 — Comme fonds portés au crédit d'un compte (Guthaben), il faut considérer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le tiré est obligé, en vertu du rapport de droit existant entre lui et le tireur, de payer des chèques.

Art. 4. — Peuvent être désignés comme bénéficiaires, soit une personne ou une raison sociale déterminée, soit le porteur du chèque. Le tireur peut se désigner lui-même comme bénéficiaire.

Si les mots « ou au porteur » (oder Uberbringer), ou un complément équivalents, sont ajoutés au nom ou à la raison sociale du preneur, ou que le chèque n'indique pas la personne entre les mains de laquelle le paiement devra être effectué, le chèque est réputé souscrit au porteur.

Art. 5. — Le lieu indiqué à côté du nom, ou de la raison sociale du tiré, est considéré comme lieu du paiement. L'indication d'un autre lieu de paiement est réputée non écrite. S'il n'y a pas, à côté du nom ou de la raison sociale du tiré, d'indication de lieu, le lieu de l'émission, est considéré comme lieu du paiement.

Art. 6. — Si la somme à payer est énoncée en toutes lettres et en chiffres, c'est la somme énoncée en toutes lettres qui est valable en cas de divergences. Si la somme est écrite plusieurs fois en lettres, ou plusieurs fois en chiffres, c'est la somme la plus faible qui est valable en cas de divergences.

Art. 7. — Le chèque est payable à vue. L'indication d'une autre époque de paiement entraîne la nullité du chèque.

Art. 8. — Le chèque souscrit au profit d'un bénéficiaire déterminé peut se transmettre par voie d'endossement, à moins

que le tireur n'en ait interdit la transmission par la mention : non endossable (nicht an Order) ou un complément équivalent.

Les prescriptions des articles 11 à 12, 36, 74 de la loi sur le change (Wechselordnung), s'appliqueront par analogie à tout ce qui concerne la forme de l'endossement, la légitimation du porteur d'un chèque endossé et la vérification de la légitimation, ainsi que l'obligation du porteur de restituer le chèque. Toutefois, l'endossement apposé sur une copie du chèque est inopérant. L'endossement fait par le tiré est également dénué d'effet. L'endossement consenti au tiré vaut quittance.

Art. 9. — Les chèques souscrits au profit d'un bénéficiaire déterminé, qui sont payables à l'étranger, peuvent être émis en plusieurs expéditions. Chaque expédition doit porter, dans son texte, la mention : « première, deuxième, troisième, etc. expédition », ou une désignation équivalente ; faute de quoi, chaque expédition est considérée comme formant elle-même un chèque indépendant. Le paiement de l'une des expéditions annule l'effet des autres. Toutefois, l'endosseur qui a endossé plusieurs expéditions à des personnes différentes et tous les endosseurs postérieurs, dont les signatures se trouvent sur les expéditions n'ayant pas été restituées lors du paiement, restent tenus, en ce qui concerne les autres expéditions, en vertu de leur endossement.

Art. 10. — Le chèque ne peut être accepté. Une mention d'acceptation apposée sur un chèque est réputée non écrite.

Art. 11. — Le chèque émis et payable en Allemagne doit être présenté au tiré, à fin de paiement, au lieu désigné pour le paiement, dans les dix jours qui suivent l'émission.

Le Conseil fédéral (Bundesrat), fixe le délai de présentation de chèques, émis à l'étranger et payables en Allemagne. Il fixe également le délai de présentation des chèques émis en Allemagne et payables à l'étranger, en tant que la loi étrangère ne contient pas de prescription relative à l'époque de la présentation.

Si le dernier jour du délai est un dimanche, ou un jour

férié légalement reconnu, au lieu du paiement, le dimanche ou le jour férié est remplacé par le prochain jour ouvrable.

Art. 12. — La remise du chèque à une chambre de compensation (Abrechnungsstelle), à laquelle le tiré est représenté, vaut présentation à fin de paiement au lieu désigné pour le paiement, à condition que la remise soit conforme aux dispositions régissant les opérations de la chambre de compensation.

Le Conseil fédéral (Bundesrat), désignera les établissements qui devront être considérés comme chambres de compensation au sens de cette loi.

Art. 13. — Le tiré qui paie le montant du chèque peut exiger la remise du chèque acquitté.

L'expiration du délai de présentation est sans influence sur le droit du tiré d'effectuer le paiement. La révocation du chèque ne produit effet qu'après l'expiration du délai de présentation.

Art. 14. — Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peuvent au moyen de la mention, « seulement pour la compensation » (nur zur Verrechnung), placé en travers du chèque au recto, faire défense de payer le chèque en espèces. Dans ce cas, le tiré ne peut payer le chèque que par voie de compensation. La compensation vaut paiement au sens de cette loi.

L'interdiction ne peut être révoquée. En cas de violation de l'interdiction, le tiré est responsable du dommage qui en résulte.

Art. 15. — Le tireur et les endosseurs sont responsables du paiement du chèque à l'égard du porteur.

Quiconque a inscrit son nom, ou sa raison sociale, au verso du chèque, est responsable du paiement vis-à-vis du porteur, même au cas où le chèque est souscrit au porteur. Cette prescription ne s'applique pas au tiré. L'endosseur qui a ajouté à l'endossement la remarque « sans garantie » (ohne Gewährleistung), ou une réserve équivalente, est libéré des obligations découlant de son endossement.

Art. 16. — L'exercice du droit de recours est subordonné à la preuve que le chèque a été présenté en temps utile à la fin de paiement et n'a pas été payé ou que la présentation a été vainement tentée. La preuve peut uniquement être faite :

1^o Au moyen d'une déclaration inscrite sur le chèque et signée par le tiré, indiquant le jour de la présentation ;

2^o Au moyen d'un certificat de la chambre de compensation établissant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation et n'a pas été payé ;

3^o Au moyen d'un protêt.

Les articles 87, 88, 90, 91 de la loi sur le change (Wechselordnung) s'appliquent, par analogie, à la présentation du chèque.

Si le chèque contient l'ordre de ne pas faire protêt, les prescriptions de l'article 42 de la loi sur le change s'appliquent par analogie.

Article 17. — En ce qui concerne la notification du protêt aux signataires antérieurs et leur droit au paiement ainsi que l'étendue de leur droit de recours et le droit de rayer des endossements, les prescriptions des articles 45 à 48, 50 à 52 et l'article 55 de la loi sur le change sont appliquées, par analogie, avec cette conséquence que le porteur du chèque vainement présenté à fin de paiement est tenu, dans un délai de deux jour, à partir de la déclaration, du certificat ou du protêt désignés dans l'article 16, premier alinéa, et au plus tard, dans un délai de deux jours à partir de l'expiration du délai de présentation, de notifier le défaut de paiement à l'endosseur qui le précède immédiatement (unmittelbarer Vormann).

Art. 18. — Le porteur du chèque peut exercer son recours total soit contre tous les obligés soit contre quelques-uns ou un seul d'entre eux, sans toutefois perdre son action contre les obligés qu'il n'a pas poursuivis. Il peut, à son gré, poursuivre en premier lieu n'importe lequel des obligés. Le débiteur ne peut opposer au porteur du chèque que des exceptions relatives à la validité de sa déclaration, apposée sur le chèque, ou résul-

tant du contenu du chèque, ou lui appartenant directement contre le porteur.

Art. 19. — La personne soumise au recours n'est tenue d'effectuer le paiement que contre remise du chèque, des documents établissant la preuve de la présentation en temps utile, et du défaut de paiement, ou de la tentative infructueuse de présentation, ainsi que contre remise d'un compte acquitté.

Art. 20. — Le délai de prescription du droit de recours contre le tireur et les autres endosseurs précédents est de trois mois, lorsque le chèque est payable en Europe, à l'exception de l'Islande et des îles Féroé, dans les autres cas, de six mois.

La prescription court à l'égard du porteur de chèque du jour de l'expiration du délai de présentation, à l'égard de chaque endosseur, lorsqu'il a payé avant qu'une action ait été intentée contre lui, du jour du paiement, dans tous les autres cas, du jour de l'introduction de la demande.

Art. 21. — Le tireur dont l'obligation de payer sur recours (Regressverbindlichkeit) est éteinte par suite du défaut de présentation en temps utile, ou par prescription, reste tenu à l'égard du porteur du chèque dans la mesure de son enrichissement à ses dépens.

Art. 22. — Dans les cas visés par les articles 14, 20 et 21, le délai de prescription du droit est d'un an ; il court du jour de l'émission du chèque.

Art. 23. — En cas de falsification de la signature du tireur ou d'un endosseur, ceux dont les signatures sont authentiques restent tenus.

Art. 24. — Les prescriptions de l'article 34 de la loi sur les faillites (Konkursordnung) s'appliquent, par analogie, à l'action en nullité du paiement effectué sur un chèque.

Art. 25. — Les chèques, payables à l'étranger, peuvent également indiquer comme tirés des personnes sur lesquelles un chèque peut, d'après la loi étrangère, valablement être tiré.

Art. 26. — Les conditions essentielles de validité d'un chèque

émis à l'étranger, ainsi que de toute déclaration apposée à l'étranger sur un chèque, sont soumises à la loi du lieu de l'émission ou de la déclaration.

Toutefois, si le chèque émis à l'étranger ou la déclaration apposée à l'étranger sur un chèque répondent aux exigences de la loi interne, on ne peut se fonder sur un vice existant, d'après la loi étrangère, pour contester la validité des déclarations apposées postérieurement sur le chèque en Allemagne. De même, l'émission, à l'étranger, d'un chèque payable en Allemagne, ainsi que la déclaration apposée, à l'étranger, sur un tel chèque sont valables, pourvu qu'elles soient conformes aux exigences de la loi allemande.

Art. 27. — Les chèques perdus ou détruits sont soumis à l'annulation (*Craftloserklärung*), au moyen de la procédure de convocation (*Aufgebotsverfahren*). Le délai de convocation doit être de deux mois, au moins.

Après avoir introduit la procédure de convocation, l'ayant droit peut, lorsque le chèque a été présenté en temps utile à fin de paiement, mais sans avoir été payé par le tiré, exiger le paiement du tireur, à condition de fournir caution jusqu'à l'annulation.

Art. 28. — Les procès civils dans lesquels une demande fondée sur la présente loi est formulée au moyen de l'action, doivent, en tant que les tribunaux régionaux (*Landgerichte*) sont compétents en première instance, être soumis aux chambres des affaires commerciales (*Kammern für Handelssachen*).

Le tribunal de l'Empire est déclaré compétent, au sens de de l'article 8 de la loi d'introduction à la loi sur l'organisation judiciaire pour connaître, en dernier ressort, après débats contradictoires, des contestations civiles dans lesquelles une demande, fondée sur la présente loi, sera formulée au moyen d'une action principale ou reconventionnelle.

Les prescriptions des articles 602 à 605, du Code de procédure civile, relatives aux procès en matière de lettres de change, s'appliqueront, par analogie, à l'exercice du recours en vertu

d'un chèque. Les procès dans lesquels une telle demande est formulée sont considérés comme affaires de vacances (Feriensachen).

Art. 29. — Au sens de l'article 24 de la loi du 10 juin 1869 relative à l'impôt du timbre de change (Bundesgesetzblatt, p. 193 ss.), seront considérés comme chèques déclarés exempts du droit de timbre du change, les titres qui répondent aux exigences des articles premier, 2, 7, 25, 26 de la présente loi.

La prescription de l'alinéa premier ne s'applique pas aux chèques mis en circulation avant le jour d'émission qu'ils indiquent. Quiconque a participé, en Allemagne, avant le jour de l'émission à la mise en circulation du chèque au sens de l'article 5 de la loi relative à l'impôt du timbre du change, est responsable solidairement du paiement de l'impôt.

Art. 30. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} avril 1908. Ses dispositions ne s'appliquent pas aux chèques émis antérieurement. A dater du jour de la mise en vigueur de la loi relative à la simplification de la procédure de protêt, les prescriptions énoncées à l'article 16, de la présente loi, seront remplacées par les nouveaux articles 87 à 88a, 89a, 90 à 91a, 92, alinéa 2 de la loi sur le change ainsi que par les articles 3 et 4 de la loi susdite.

